

LA BACHELLERIE AU FIL DU TEMPS

Témoignages sur un bourg périgordin

Sous la direction de Martine Marquet, Arlette Moreillon,
Georges-Louis Baron

Version revue et corrigée au 24 août 2022



A propos de cet ouvrage

Georges-Louis Baron, novembre 2021

Cet ouvrage est le fruit d'une initiative lancée par Martine Marquet et Arlette Moreillon en 2006. La plupart des témoignages sur lesquels il est fondé ont été recueillis en 2007. Puis d'autres ont été collectés en 2012. Mais la grave maladie puis le décès de Martine Marquet, en 2015, ont entraîné un arrêt temporaire de l'entreprise alors qu'elle était très avancée.

Fort heureusement, le travail accompli avait été sauvegardé sur une clé USB transmise par ses héritiers en 2018 à la municipalité de La Bachellerie. En 2019, cette dernière a souhaité relancer le dossier, dans le but de finaliser le projet et de valoriser ainsi le patrimoine culturel de la commune. Georges-Louis Baron, qui a une longue expérience de l'édition scientifique, a accepté de relever le défi.

Cela n'a pas été facile : il y avait sur la clé un grand nombre de fichiers ayant des degrés d'élaboration divers, certains très courts d'autres composant déjà des chapitres avec des sections bien identifiées, souvent en différentes versions.

Il a fallu identifier les plus abouties (en fonction de leur date), réorganiser le document pour en renforcer la cohérence, vérifier des informations, et parfois les corriger, tout en essayant de respecter l'idée initiale des deux promotrices de l'entreprise. Heureusement, Arlette Moreillon, désormais mémoire centrale du projet a apporté un appui efficace.

Comme plusieurs années avaient passé le projet a été repris et complété. Il a été décidé de mener quelques entretiens complémentaires et de faire vérifier l'ensemble par des élus de la commune ainsi que par Daniel Sourny, expert ès Bachellerie dont on peut consulter le blog de référence : <http://la-bachellerie.over-blog.com/>.

Pour finir cet avant-propos, un grand merci est adressé à la municipalité de La Bachellerie pour son aide et, en particulier à Nicolas Djerbi.

La présente version, datée du 24 août 2022, corrige des erreurs repérées dans les précédentes versions du texte.
--

Les personnes qui ont porté l'ouvrage

Martine Ribault épouse Marquet (1945-2018) est issue d'une famille originaire de La Bachellerie. Ses parents ont travaillé dans le milieu du cinéma et de la photographie. Elle a fréquenté l'école de La Bachellerie puis a fait une carrière dans l'administration. Elle est à l'origine, avec Arlette Moreillon, de ce livre, pour lequel elles ont mené la quasi-totalité des entretiens.

Arlette Moreillon, née en 1941, est originaire de la commune et y habite encore. Elle a été auxiliaire de puériculture à l'hôpital de Périgueux. Ayant fait partie du conseil municipal, elle est toujours intéressée par la vie locale et par l'histoire de la commune.

Georges-Louis Baron descendant d'une famille anciennement implantée à La Bachellerie (Lauvergnat - Rafaillat), en a brièvement fréquenté l'école dans les années 1950. Ayant fait carrière dans l'enseignement et la recherche, il est actuellement professeur émérite de sciences de l'éducation à l'Université de Paris (<http://mutatice.net/glbaron/>).

Sommaire

Préface de 2013	iii
Avant propos de 2013	v
I La Bachellerie, années noires	1
1 Genèse des années noires	3
1.1 Les Réfugiés espagnols	3
1.2 Les évacués et les expulsés du Bas-Rhin	6
2 Temps de guerre	11
2.1 Prisonniers	11
2.2 Les travailleurs forcés en Allemagne : le STO	20
2.3 Prisonniers de guerre allemands	34
2.4 Crimes de guerre	36
II La Bachellerie, années de paix	43
3 Transformation du bourg	45
3.1 Mener l'eau à La Bachellerie	45
3.2 Réseaux électriques et électroniques	52
3.3 Les routes : d'une Nationale à une autoroute	53
3.4 Institutions communales et services essentiels	55
3.5 L'évolution du métier de maire	62
4 L'agriculture, quelle relève ?	75
4.1 De la civilisation du « dos courbé » au machinisme agricole	75
4.2 Le remembrement : témoignage de maires	77
4.3 Vouloir demeurer paysan	78
5 Les commerces	89
5.1 Des foires et des marchés.	89
5.2 Il y avait des épiceries	91
5.3 Deux boulangeries	93
5.4 Trois boucheries	95
5.5 Journaux et tabac	100
5.6 Des tournées dans les villages	101

5.7	Restauration et hôtellerie	103
6	Artisans et entreprises traditionnels	109
6.1	Une tannerie... depuis l'Ancien régime,	109
6.2	Deux cordonniers	109
6.3	Des salons de coiffure	110
6.4	Quatre couturières et une marchande de tissus	113
6.5	Un fabricant de sabots, galoches...	116
6.6	Maréchaux-ferrants, mécaniciens...	117
6.7	Des menuisiers, un ébéniste	118
6.8	Deux scieries	119
6.9	Des plâtriers	120
6.10	Trois garagistes	122
6.11	Un horloger et un taillandier entre 1914 et 1939,	123
7	Nouvelles implantations	125
7.1	La zone artisanale des Chasselines	125
7.2	Garagiste à la Rebière	127
7.3	Tapissier-décorateur dans l'ancienne coopérative agricole	128
7.4	Potier et sculpteur	128
7.5	La miellerie	129
7.6	Technicien de piscine	130
7.7	Peintre et sculpteur	131
7.8	Transformations depuis 2010	133
8	Perspectives	137
1.	Entretien avec Françoise Meekel	138
2.	Entretien avec Jean-Claude Laugénie	140
3.	Entretien avec Roland Moulinier	143
	Postface	147
	Références	149
	Index des photographies	151
	Annexes	155
	Annexe 1 : Liste des entretiens	155
	Annexe 2 : Monument aux morts	157
	Annexe 3. Hommes mobilisés en 1939	160
	Annexe 4. Personnes fusillées en 1944	161
	Annexe 5. Personnes arrêtées et déportées	162
	Annexe 6. Liste des demeures incendiées	163

Préface de 2013

Martine Marquet et Arlette Moreillon

En 2006, une rencontre fortuite a eu lieu entre deux anciennes élèves de l'école de la Bachelierie. L'une avait quitté le village depuis très longtemps en gardant au cœur le souvenir de ses années d'enfance, l'autre était devenue conseillère municipale.

Elles se sont découvert, toutes deux, un goût commun pour les événements du passé. Ceux des Anciens qui ont maintenant le temps et le désir de raconter, ceux des plus jeunes qui se souviennent de ce qu'ils ont entendu. Tous, surpris et heureux de l'intérêt que l'on porte à la vie qui a été la leur.

Passé, proche ou lointain, qui perdure au creux de la mémoire. qui influence nos jours et ceux à venir. Comme le pense le poète T.S. Elliot : « Peut-être, Présent et Passé sont-ils réunis dans le Futur et le Futur contenu dans le Passé ».

Ne pas laisser perdre les témoignages, oraux ou écrits, de tous ceux qui souhaitaient transmettre les traces de leur vie passée, tenter au travers de ces paroles ou de ces écrits, de retrouver en filigrane l'évolution et les transformations de la Bachelierie et de la vie de ses habitants depuis la dernière guerre mondiale, tels ont été nos objectifs.

Nous avons donc établi une liste de grands thèmes destinés à guider les entretiens que nous avons menés et notre recherche de documents. Chacune et chacun de nos interlocuteurs a abordé ou esquissé un ou plusieurs de ces thèmes. Tous ont livré avec générosité ce qui leur paraissait le plus important, le plus nécessaire à la mémoire commune. En choisissant d'annoter les différents témoignages, nous avons tenté de suivre l'exemple des *Annales du Terrassonnais* publiées par M. Victor Grand en 1889.

Ce recueil n'est pas une étude historique, le temps et les connaissances scientifiques auraient manqué. C'est un montage d'anecdotes, de récits gais ou tristes, parfois douloureux, quelquefois tragiques, de documents écrits, iconographiques ou sonores. D'un écrit à une voix, d'une photo à une lettre, chacun pourra, à son gré, voir se dessiner le patchwork que constituent plus de soixante ans de la vie d'une commune.

Pour chacun des chapitres de ce recueil de témoignages, des notes ont été établies. Lorsque les dates énoncées par les témoins sont contredites par les sources historiques, la date officiellement reconnue est mise entre parenthèses ou indiquée dans une note.

Cela n'enlève rien à la véracité des témoignages, cela tend seulement à prouver que ce qu'il reste souvent dans les mémoires, c'est la chair, l'émotion, le détail de l'événement, non son exacte précision temporelle.

Heureusement, personne ne fonctionne comme un calendrier. Nous remercions, celles et ceux qui ont témoigné, qui ont donné accès à leurs archives personnelles, et tous ceux qui ont contribué à ces « Mémoires de la Bachelierie », pour leur accueil, leur patience et leur disponibilité.

Avant propos de 2013 : La Bachellerie d'hier et d'aujourd'hui

Michel Niaussat

En 1889, Victor Grand, mon arrière-grand-père, alors âgé de 27 ans et directeur de « l'École Publique » de la Bachellerie, publiait *Les Annales du Terrassonnais*, ouvrage qui fait toujours autorité de nos jours, tant la qualité des investigations, historiques, géographiques et humaines du canton y est remarquable.

Présentant le bourg de la Bachellerie qui l'avait vu naître en 1862 et où il mourut en 1896 âgé de 34 ans, il le décrivait ainsi :

« Coquettement perché au sommet d'une colline verdoyante, le bourg de La Bachellerie domine la gracieuse vallée du Cern. C'est surtout de la station du chemin de fer que le chef-lieu présente un ravissant aspect. L'église et la maison d'école se dressent fièrement au premier plan et ont l'air de vouloir servir de bouclier aux maisons d'habitation qui s'étagent et se groupent avec ordre aux plans suivants. Lors de la belle saison, les blanches maisons disparaissent à moitié dans les bouquets de verdure, ce qui leur donne un air réjouissant, un charme nouveau... »

120 ans plus tard, le voyageur quittant l'autoroute A89 ou arrivant par la route de Limoges n'est pas dépaycé et peut reconnaître immédiatement le lieu. Et pourtant, que de changements ont modifié la structure même du bourg. L'église qui a retrouvé les couleurs originelles de la pierre fait grande figure avec son clocher néo-roman dont l'éclairage nocturne en fait un phare pour tous les voyageurs. L'adjonction du nouveau groupe scolaire n'a en rien modifié son aspect de « bouclier » et la rénovation des trottoirs ainsi que leur fleurissement ne font qu'ajouter au charme de la bourgade. Et cela, sans compter la rénovation réussie de tant de façades anciennes. Il n'est que de parcourir à pied les anciennes venelles pour redécouvrir tous les charmes d'un vieux bourg périgourdin.

Bien sûr, les nostalgiques (il y en a partout !) regretteront la disparition des halles successives sur la place et surtout celle de la fontaine qui ne présente plus qu'une façade, certes monumentale, mais on aimerait voir jaillir l'eau dans une vasque. Son murmure ne remplacerait en rien le cliquetis des seaux qu'on venait remplir dès l'aurore et encore moins les rencontres et bavardages des ménagères colportant les nouvelles du bourg mais permettrait à l'esprit de vagabonder, lorsqu'assis sur les

bancs de la place, lors des belles nuits chaudes de l'été, il est si doux de prendre le frais.

Certes, mon arrière-grand-père reconnaîtrait totalement sa terre natale et serait, bien au contraire, ravi par toutes les transformations qui permettent à tous de vivre la modernité dans le respect d'un passé architectural paysan transmis par les ancêtres.

D'ailleurs, le château de Rastignac et le moulin du Jarry sans compter le manoir des Fraux sont bien là pour rappeler un passé sinon glorieux du moins plein de noblesse que chanterait encore Hugues de la Bacalaria, le troubadour... Il suffit au randonneur de se laisser aller au long des chemins qui, de la vallée du Cern rejoignent à travers le causse la vallée de la *Laurens* et de découvrir les hameaux de *Laularie*, du *Chastel*, des Monteys ou de *La Brauge*, sans oublier *Pater Noster* ou Madeleine et tant d'autres petites combes, paradis des promeneurs, pour se laisser porter par les charmes parfois cachés de la Bachellerie...

Michel Niaussat, moine cistercien, fut aumônier des prisons. Il écrivit nombre d'ouvrages, tant sur son activité dans ce cadre que relativement à son ordre. Originaire du village, il y a régulièrement séjourné jusqu'à son décès en 2019.

Repères géographiques

La Bachellerie est située au carrefour de la D 6089 (ancienne *Route nationale 89*), allant de Bordeaux à Lyon et de la route D 704 venant de Limoges. L'autoroute A 89 y a un échangeur (Thenon). La préfecture de la Dordogne, Périgueux, est à une quarantaine de km à l'ouest et Brive-la-Gaillarde à une trentaine de km à l'est.

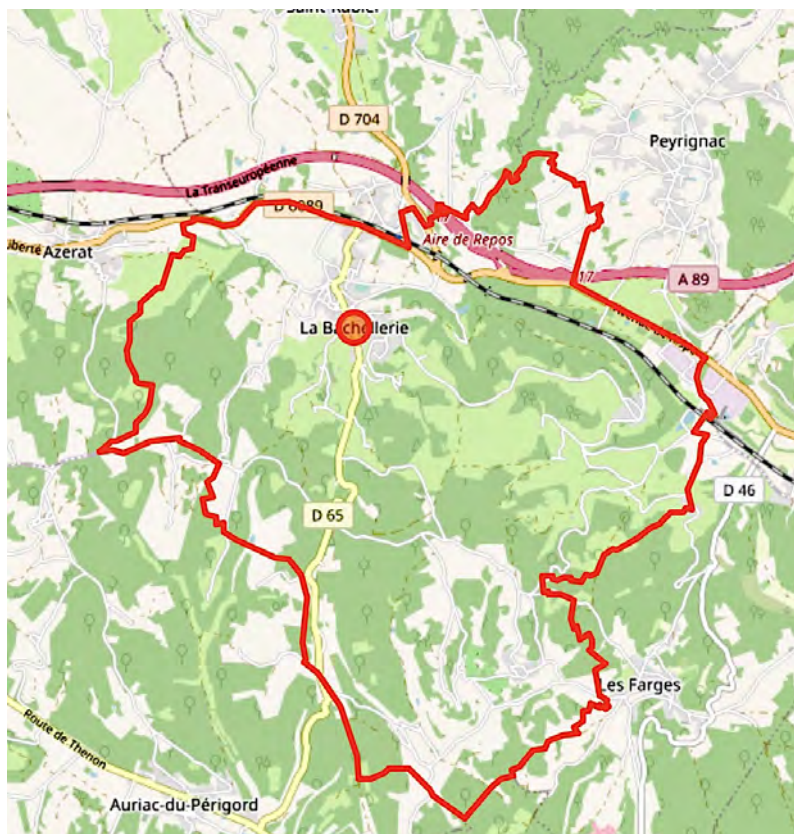


ILLUSTRATION 1 – La Bachellerie et son environnement. Source : OpenStreetMap, 2022

Première partie

La Bachelierie, années noires

Chapitre 1

Genèse des années noires

Les années de 1933 à 1945 ont bouleversé l'Europe. Elles ont été porteuses de destructions, de massacres et de deuils, de transferts de population, de réorganisation politique et territoriale. Elles ont abouti à un nouvel équilibre mondial.

En France, après l'espoir né du Front populaire, la défaite de 1939 voit l'avènement du gouvernement de Vichy, bien décidé à prendre le contre-pied de la République.

L'Occupation, la Résistance, puis la Libération, en un mot, la guerre, avec « ses privations, ses ruines, ses tortures et ses violences, a laissé des marques profondes dans le monde d'après-guerre. Si l'essor de la civilisation industrielle a fait disparaître rapidement les traces matérielles de la guerre, il n'en est certainement pas de même dans le domaine psychologique¹. De ces années noires émergera, cependant, une nouvelle société française avec ses conquêtes sociales, ses réformes économiques et institutionnelles et la modification des mentalités.

La Bachelierie a vécu, à son échelle, les bouleversements et les tragédies de ces années, et leurs répercussions sur les destinées de ses habitants.

1.1 Les Réfugiés espagnols

Bien avant le début de la Seconde guerre mondiale, la France accueillit un grand nombre de réfugiés qui fuyaient, soit le régime soviétique, soit les régimes fascistes allemand et italien. La guerre civile d'Espagne amena une vague importante de Républicains espagnols : civils, soldats blessés ou rescapés des batailles contre les Franquistes.

La Dordogne, en raison de sa situation géographique, fut l'un des départements qui, sur ordre du gouvernement, eut à faire face aux différentes vagues de réfugiés. Elle accueillit ainsi, en 1939, environ 7569 Espagnols, dont 1000 enfants, et 1002 blessés de l'armée républicaine.

La Bachelierie n'a pas hébergé de réfugiés espagnols, contrairement à Terrasson, mais

1. *Histoire de la France*, sous la direction de Georges Duby, Paris, Larousse, 1970, p. 556.

une de ses habitantes, Madame Loli Albert, résidente de la maison de retraite de Boulazac lors de l'entretien, née Dolores Moreno, le 22 avril 1931 en Espagne, dans la province de Catalogne, garde en mémoire ce que fut sa vie d'enfant bouleversée par la guerre civile et l'exil² :

En 1939, l'Espagne est en guerre. Nous habitons Girona [Gérone]³. Mon père, qui est maçon et mon oncle se sont engagés dans l'armée républicaine. Avec la famille, ma tante, ma grand-mère, ma cousine, nous sommes dirigées vers Figueras dans des carrioles, sous les bombardements⁴. On se réfugie dans des maisons évacuées, puis nous passons la frontière. Dans un petit village en France, nous sommes très bien accueillis ; les associations nous prennent en charge. J'ai oublié le nom du village, je sais seulement que nous y étions bien.

En 1940, mon père nous retrouve⁵. Il travaille comme ouvrier agricole dans une ferme⁶, il nous amène avec lui. C'est le temps de se poser un peu pour tous et de récupérer, malgré le travail de la ferme. Mon regard d'enfant n'analysait pas toute l'horreur vécue. On vivait le moment présent, c'est tout.

En 1941, une loi stipule que tous les réfugiés politiques⁷ doivent retourner dans les camps. Nous sommes dirigés vers le camp d'Argelès-sur-Mer, c'est le début de l'horreur.

Le camp est composé de hangars en tôle ondulée⁸. Il est tout en longueur

2. Les notes relatives à la guerre civile et au sort des réfugiés espagnols en France ont été rédigées d'après (Beevor, 2006) ; (ACER, 2007) ; (Pageot, 2005).

3. « Girona » est la prononciation espagnole. En catalan, on dit « Gerona » (Gérone).

4. Le départ pour Figueras doit se situer entre le 26 janvier 1939, jour de la chute de Barcelone, et le 2 février, date de l'entrée des troupes nationalistes dans Gérone. Le 28 janvier 1939, la France ouvrit ses frontières aux civils espagnols, et le 5 février aux soldats de l'armée républicaine. Ceux-ci seront désarmés à leur passage de la frontière. Environ 450 000 Républicains la traversèrent. Le 28 mars, Madrid tombait aux mains des nationalistes.

5. Le père de Madame Albert, qui était soldat, ne passa pas la frontière en même temps que sa famille. Il n'aurait pas pu demeurer, de toute manière, avec elle, car dès leur arrivée en France, les réfugiés étaient séparés, en deux groupes, femmes, enfants, vieillards et malades d'une part, et, soldats et hommes en âge d'être conscrits, d'autre part.

6. Les réfugiés espagnols eurent d'abord l'interdiction de travailler. Ensuite, pour des raisons économiques, ils y furent encouragés par le gouvernement français. Les départements de refuge étant à dominante rurale, ils furent souvent employés aux travaux agricoles ou forestiers, et souvent sous-payés.

7. Il peut s'agir du décret du 9 décembre 1941 du gouvernement de Vichy prévoyant l'internement de tous les étrangers et apatrides juifs entrés en France depuis le 1er janvier 1936. Le terme de « réfugiés politiques » désigne ici les Républicains espagnols qui n'avaient pas voulu répondre à l'appel de Franco exhortant « tous ceux dont la conscience était pure et le passé honnête... à reprendre la vie commune ».

8. Argelès fut le premier camp construit à partir de février 1939. Il y en eut d'autres où furent concentrés les Républicains espagnols : Saint-Cyprien, Barcarès, Bram, Agde, Septfonds, Gurs, Le Vernet d'Ariège, Rivesaltes. Certains, comme Le Vernet, passèrent, après la défaite française, sous le contrôle direct des autorités allemandes, et des milliers

face à la mer. Les femmes et les enfants sont ensemble ; un petit camp de nomades est à côté de celui des hommes. Tous séparés par de hauts barbelés. En son milieu, en longueur vers la mer, un couloir étroit qui permettait à un garde civil⁹ à cheval, de faire la surveillance.

Les entrepreneurs de maçonnerie de Perpignan avaient réquisitionné les hommes en bonne santé pour faire les gros travaux de construction, les baraques, etc. (Ces travaux furent exécutés « gratuitement »).

Au retour des hommes, les enfants creusaient sous les barbelés, juste un petit passage à leur taille pour voler la nourriture des chevaux - des gros haricots plats qui s'appellent « Garrofesses » en catalan, qui avaient un goût sucré – et aussi recueillir quelques gâteries ramenées par les hommes. Ça c'était merveilleux ! Mais il ne fallait pas se faire prendre sinon nous recevions des coups de fouet. C'est pourquoi, certains faisaient le guet pendant que d'autres creusaient, et toujours le plus près possible de la mer pour avoir une vue la plus large possible sur les gardes.

La cantine était un bâtiment indépendant, chacun avait sa timbale personnelle. Les repas étaient toujours les mêmes : bouillon, topinambours, carottes, parfois des lentilles. Nous avions tous faim et nous ressemblions à de petits Biafrais. Je me vois dans ces enfants du Tiers-Monde avec leurs grands yeux effrayés et un ventre proéminent.

Puis, nous avons eu la visite d'un prêtre espagnol venu de Barcelone : « Les femmes et les enfants peuvent rentrer en Espagne il n'y aura aucune représailles. ». Ce qui s'est révélé exact. Donc, nous sommes retournées à Gérone.

Avant la guerre, nous étions locataires et, bien sûr, la maison, maintenant, était occupée. Nous n'avons rien récupéré de nos affaires et de nos meubles. Ma mère s'est placée dans une famille bourgeoise. Et moi, pour lui permettre de travailler¹⁰,

j'ai été mise dans un orphelinat religieux près de Gérone. La pension « El Laseo ». Je n'y étais pas maltraitée mais j'étais séparée de ma mère. Je faisais pipi au lit et je restais sur les draps mouillés pour les sécher sans rien dire de peur d'être grondée. Dans cette pension, nous avions des cours d'espagnol et nous allions à la messe.

Plus tard, j'ai rejoint ma mère pour m'occuper des enfants de cette famille. Ils étaient au nombre de trois.

Ma sœur était nourrice sur la Costa Brava. Son mari faisait du charbon de bois dans la montagne. J'ai 12-13 ans alors. C'est à cette période que ma sœur a proposé à maman de nous héberger.

Nous quittons donc Gérone. Maman trouve des ménages à faire et moi, je donne des coups de main à mon beau-frère pour livrer le charbon aux

de réfugiés y périrent.

9. « Garde civil » est une traduction de Guardia civil, force de police à statut militaire.

10. Après la victoire de Franco, les conditions de vie des classes populaires s'aggravèrent. La guerre avait ruiné l'économie. Le pays dut vivre pratiquement en autarcie et certaines régions furent au bord de la famine. Pénuries et privations contribuèrent à dégrader l'état de santé de la population, déjà très éprouvée par la guerre civile.

clients, dans des paniers ronds en joncs tressés de grosseurs différentes selon la quantité souhaitée. À cette époque, une demoiselle m'a pris sous son aile et elle m'a fait baptiser. Dans la famille, nous étions indifférents à la religion.

À 14 ans, je suis rentrée dans une usine de confection. Je gagne bien ma vie et peux aider maman, qui est de plus en plus malade. Mais, à cette époque-là, on ne se soigne pas. Lorsque je ne travaille pas, je vais l'aider à laver les sols recouverts de faïences. Il fallait, pour les décaper, les brosser à genoux avec un produit à base d'acide qui brûlait les doigts. En 1947, Mon père avait réussi à rester en France. Pendant la guerre, il s'était engagé dans la Résistance et avait participé aux luttes des maquis des anciens d'Espagne dans la région de Luchon, où il s'était installé à la Libération¹¹. Il suivait les entreprises de maçonnerie. Le travail ne manquait pas en ce temps-là. Il travaillait dur mais gagnait bien sa vie et il a eu la chance de gagner 60.000 francs à la loterie. Il a réservé aussitôt un appartement et payé un passeur pour nous faire venir à Luchon¹².

Le voyage s'est fait à pied d'Andorre à l'Hospitalet dans la neige. Deux jours de marche et une nuit dans un refuge de montagne. Maman, déjà épuisée par les privations endurées en France, et en Espagne par son travail très pénible, en souffre beaucoup.

Parvenues à l'hôtel, un docteur appelé en consultation, dit : « Elle est très malade. ». Alors ma mère dit à mon père qui est venu nous rejoindre : « Tu vois, je suis heureuse, je te ramène ta fille. Je peux partir tranquille. »

Nous prenons le train pour Luchon, nous sommes le 1er mars. Le 1er avril, maman nous quitte. Il faut continuer à vivre malgré le chagrin.

1.2 Les évacués et les expulsés du Bas-Rhin

Entre 1934 et 1935, l'Allemagne nazie faisant peser de lourdes menaces sur la paix en Europe, le gouvernement français avait prévu en cas de guerre, des plans d'évacuation des habitants des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. C'est ainsi que deux jours avant la déclaration de guerre, le 1er septembre 1939,

11. Les « Anciens d'Espagne », qui participèrent à la Résistance, s'engagèrent principalement dans les formations politiques et militaires, Mouvements Unis de Résistance (MUR), Combat, Francs-Tireurs. Ils participeront à la libération de nombreux départements du Sud-Ouest. Des Espagnols avaient également rejoint les grands maquis : le Vercors, le Plateau des Glières, le Mont Mouchet.

À la fin d'août 1944, l'Union Nationale Espagnole (UNE) aligna des milliers de combattants sur tout le territoire français, dont de nombreuses femmes. On estime à environ 35 000 le nombre de résistants espagnols, hommes et femmes, fusillés, morts dans les combats ou dans les camps de concentration.

12. Il était quasiment impossible d'obtenir un visa de sortie du territoire espagnol. De plus, les familles des anciens soldats de l'armée républicaine restés en France étaient particulièrement surveillées. Il était donc nécessaire de payer un passeur pour traverser la frontière clandestinement.

l'état-major français ordonna l'évacuation des communes situées entre le Rhin et la ligne Maginot. Une seconde vague d'évacuation eut lieu en mai - juin 1940, au moment de l'invasion.

Le département de la Dordogne avait été choisi pour accueillir la population de Strasbourg et son administration, ainsi que celles d'une vingtaine de communes du Sud strasbourgeois.

Pourquoi la Dordogne ? Paul Valot, originaire de Périgueux, alors directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine avait déclaré au Président du Conseil que la Dordogne était mieux placée que n'importe quel autre département pour abriter un grand nombre d'évacués parce qu'on y comptait quantité d'immeubles vides.

L'évacuation fut totale. La préfecture du Bas-Rhin, l'administration des Cultes, l'inspection académique du Bas-Rhin, la Caisse d'épargne de Strasbourg, ou encore les Hospices civils se retrouvent ainsi à Périgueux.

Dès lors, le département de la Dordogne devient une terre de passage et de repli pour des dizaines de milliers de réfugiés. Au plus fort de l'évacuation, au mois d'août 1940, la Dordogne, qui comptait environ 380 000 habitants, accueillit, par vagues, jusqu'à 226 000 réfugiés, dont 80 000 en provenance du Bas-Rhin. Durant les hostilités, jusqu'à l'armistice, elle fut une terre d'asile, sans qu'il y ait de distinction entre confessions religieuses.

Le séjour en Dordogne ne fut pas toujours facile pour des gens qui arrivaient presque sans bagages (30 kg autorisés par personne) dans des lieux inconnus, et le commerce des Périgourdins pas toujours aussi agréable que les réfugiés l'espéraient.

Ce ne fut pas le cas à La Bachellerie.

Les réfugiés y furent accueillis quelques jours à l'hôtel-restaurant Michel, pendant la journée, et le foyer municipal (maison de Mademoiselle Prax en 2010) servit provisoirement de dortoir avant l'attribution d'un logement à chaque famille.

Deux habitants du village, Simone Michel, qui avait neuf ans à l'époque, et son époux Lucien Lasserre se souviennent.

Le nombre d'enfants ayant considérablement grossi depuis l'accueil des Strasbourgeois, la salle des fêtes était transformée en école publique.

Simone se souvient que deux jeunes Alsaciens instituteurs se sont succédé. Le second, M. Cor [transcription phonétique ; sans doute « Koch »], de 25-30 ans, était très apprécié des élèves.

Il a eu un jour, la mauvaise idée de faire des photographies d'une voiture qui était à réparer. Hélas, les maquisards le prenant pour un indicateur, détruisent l'appareil, le laissent en caleçon, et devant les élèves horrifiés, un homme sur chaque aile de la voiture, le chauffeur pousse le pauvre malheureux, humilié, dans les rues du village.

L'école a-t-elle été fermée après cet événement ? Nous n'avons aucun souvenir à ce sujet. [Cette école supplémentaire a vraisemblablement été fermée après la déportation des Juifs le 30 mars 1944.]

En été et en automne 1940, avec l'autorisation des autorités allemandes, 9/10 des évacués rentrèrent dans l'Alsace occupée. Ainsi, la plus grande partie de la population revint à Strasbourg après l'occupation de la ville, le 19 juin 1940. Trente mille personnes environ demeurèrent dans le département d'accueil. Parmi elles, la plupart des chefs de clinique et des professeurs de la faculté de médecine de l'université de Strasbourg, qui restèrent à Clairvivre et s'y dévouèrent.

Clairvivre, première cité sanitaire française, avait été créée entre 1930 et 1933, par la Fédération Nationale des Blessés du Poumon et Chirurgicaux (F.N.B.P.C).

Dans cette cité sanitaire, les malades étaient soignés sans être isolés de leur famille. Ils pouvaient reprendre une vie normale et travailler à un rythme compatible avec leur état de santé, grâce à un hébergement en pavillons d'habitation, « le village ». En 1937, Clairvivre, tout en continuant à fonctionner comme un sanatorium, accueillit des blessés espagnols. En 1939, les services hospitaliers universitaires de Strasbourg y furent repliés.

Après l'occupation de l'Alsace, une très grande partie du personnel soignant refusa de revenir à Strasbourg, mais le matériel y fut réexpédié. Le professeur Fontaine (voir la note suivante) et son équipe réussirent, cependant, à rendre à Clairvivre, son rôle médical et chirurgical. « L'hôpital des réfugiés » et « le village » furent inséparables des luttes de la Résistance. <https://www.clairvivre.fr/histoire-de-lepd>.

Qui de la population de La Bachellerie n'avait pas entendu parler du professeur Fontaine ?



PHOTO 1.1 – Le professeur Fontaine et son équipe en 1942. Photo aimablement communiquée par Marie Feyssaguet

Le professeur René Fontaine, né le 5 juin 1899 à Bischtroff-sur-Sarre (Bas-Rhin) et décédé le 23 novembre 1979 à Strasbourg, était chirurgien. À Strasbourg, il avait été élève de René Leriche (1879-1955), un des fondateurs de la chirurgie « douce », qui prend en compte le traitement de la douleur. Fontaine joua un rôle décisif dans la réorganisation de la cité sanitaire et contribua à en faire un lieu de refuge pour la résistance locale. Il termina sa carrière en 1969, doyen de la faculté de médecine de

Strasbourg. En 2009, une plaque commémorative de son action à Clairvivre a été apposée dans le cimetière des « Alsaciens ».

Une fois l'Alsace devenue allemande, le département fut une terre d'asile, pour ceux qui furent expulsés, ou refoulés par les autorités allemandes, à partir de juillet 1940¹³. C'est ce qui arriva à Marie Humbert et à sa famille, que leur refus d'obéir aux lois de germanisation, faillit conduire, dans un voyage sans retour, vers l'Allemagne ou la Pologne.

Je m'appelle Marie Humbert, épouse Fayssaguet, née le 12 septembre 1923. Expulsée de Strasbourg avec ma famille en décembre 1940. J'avais 17 ans. Mon frère aîné faisait son service militaire et, malgré la demande des autorités allemandes, avait refusé de quitter l'armée [française]. Mes parents ont supposé que nous étions sur la liste noire à cause de cela.

Les Allemands sont arrivés à la maison sans prévenir. Ils nous ont fait monter dans un camion, la baïonnette dans le dos. Nous avons tout laissé derrière nous. Interdiction d'emporter quoi que ce soit. Nous sommes partis avec ce que nous avions sur le dos. De là, nous avons été conduits dans un camp de concentration à Schirmeck¹⁴. Pendant huit jours, interdiction absolue de sortir. Nous étions suivis sans arrêt par un soldat armé, y compris pour aller aux toilettes.

Huit jours plus tard, départ de la gare de Schirmeck pour Lyon. Là, certains disaient : départ pour la Pologne¹⁵ ou pour l'Allemagne ou pour la France. Pour nous, le train part pour la France. Nous étions soulagés. Le train nous conduisit jusqu'à la gare de Hautefort. Là, un car nous attendait pour nous conduire à Clairvivre. Nous étions une quarantaine à descendre, dont le curé de notre paroisse.

Nous sommes installés dans un pavillon, la Croix-Rouge nous prend en charge et nous distribue vêtements et produits de première nécessité. Il y eut une vaste entraide entre habitants et réfugiés. Mes parents et mes frères vont travailler dans les fermes. Ils ramenaient à la maison des produits fermiers pour se nourrir. Et le pain que les gens faisaient eux-mêmes. C'était un délice. Amitié et solidarité étaient présentes tout le temps.

Ma sœur et moi étions allées nous inscrire au service ophtalmologique que venait de constituer à Clairvivre, le professeur Fontaine. J'étais dans l'équipe du professeur Redslob¹⁶.

13. L'Alsace occupée fut intégrée dans les structures de l'État nazi le 2 août 1940, et subit une germanisation à outrance. En particulier, la langue française fut interdite. Les opposants à cette politique furent expulsés, considérés comme « indésirables » ou « inassimilables ». Entre juillet et décembre 1940, environ 45 000 personnes furent expulsées. D'autre part, sur les évacués du début de la guerre, 60 000 ne revinrent pas en Alsace.

14. Ce camp fut un camp de redressement à la discipline très dure, et non un camp de concentration et d'extermination, comme le Struthof, situé non loin de là.

15. Les autorités allemandes procédèrent, par décision administrative, à des déplacements de familles alsaciennes dans des territoires occupés de l'Est, notamment dans certaines régions de Pologne ou d'Ukraine.

16. Le professeur Edmond Redslob, né à Strasbourg le 23 juin 1876 était ophtalmologue.

J'y étais avec une ancienne du service de Strasbourg. Nous nous sommes tout de suite bien entendues. Un dimanche, un garçon de quatre à cinq ans, dont les parents tenaient un restaurant à Terrasson, a été amené. Il s'était planté un couteau dans l'œil. Le professeur m'a demandé de l'assister, je suis tombée « dans les pommes ». Après, cela s'est mieux passé. C'était un homme rigoureux et sévère mais je crois qu'il m'appréciait. C'est là que j'ai rencontré Dédé, mon futur mari. Le professeur le savait et ne voulait pas que je le voie. Il me disait : ce n'est pas un garçon pour toi. J'ai compris plus tard qu'il aurait souhaité que je reste avec lui dans son équipe, après leur retour à Strasbourg. Mais j'avais fait mon choix. Malgré les énormes difficultés et les conditions dans lesquelles j'ai vécu après la guerre, je ne regrette rien. Il a été l'homme de toute ma vie. Mais ce temps à Clairvivre a été la plus belle période de ma vie.

À La Bachellerie, les réfugiés d'Alsace-Lorraine qui demeurèrent dans la commune en 1941, étaient tous de confession juive¹⁷. La Dordogne étant alors en zone libre, ils s'y croyaient en relative sécurité. Après l'occupation de la zone libre, le département devint pour eux une véritable souricière¹⁸.

À son retour en Alsace, il devint titulaire de la chaire de clinique ophtalmologique de la faculté de médecine de Strasbourg.

17. Les autorités allemandes d'occupation interdirent le retour des Juifs alsaciens évacués. La Dordogne, qui ne comptait qu'une quinzaine de familles juives avant la Seconde guerre mondiale, accueillit une partie importante de la population juive alsacienne. Dès lors, la communauté juive y compta de 7 000 à 10 000 personnes. (D'après Bernard Reviriego, *Les Juifs en Dordogne 1936 – 1944*, 2003.)

18. Voir plus loin, *Crimes de guerre*, page 36.

Chapitre 2

Temps de guerre

2.1 Prisonniers...

Après la défaite de 1940, une fois le régime de Vichy installé, les troupes françaises furent démobilisées, et les soldats et officiers faits prisonniers lors de l'invasion - plus d'un million - furent transférés en Allemagne. Leur sort fut très différent selon l'endroit où ils furent internés et selon les travaux auxquels ils furent contraints.

Trente et un hommes originaires de la commune de La Bachellerie avaient été mobilisés¹.

Jean-Noël Delmas, né le 27 décembre 1912, qui avait été incorporé dans un régiment de Tirailleurs marocains et fait prisonnier dans le Pas-de-Calais, trouva la mort dans ce camp, le 21 juillet 1945, six mois après l'occupation de la région par l'armée soviétique.

L'avis de décès reçu par sa famille après la guerre, porte la mention du village de Prusse orientale « Klein Dexe », soit Klein Dexen où fut construit en 1939 - 1940 un camp d'internement pour prisonniers de guerre non-officiers, un stalag, abréviation de Stammlager, connu sous le nom de « Stalag IA ». Les prisonniers étaient utilisés comme main-d'œuvre dans les alentours. Au fil de la guerre d'autres prisonniers y furent détenus, hommes et femmes, également employés comme main-d'œuvre.

L'implantation du « Stalag IA » a été favorisée par la proximité de la ville d'Eylau (aujourd'hui Bagrationowsk), distante de 6 – 7 km, située sur un grand axe routier, la Reichsstraße 128 (aujourd'hui la « A 195 russe ») et sur la ligne de chemin de fer Königsberg (Kaliningrad) - Prostken via Rastenburg (Kętrzyn).

Le village de Klein Dexen est aujourd'hui un lieu-dit dépourvu d'habitations, Furmanowo, situé juste au-dessus de la ligne de frontière tracée en 1945 lors du partage de la Prusse orientale entre l'Union soviétique et la Pologne. Rien ne marque plus l'emplacement du village, ni du stalag mais le cimetière qui y était lié, existe tou-

1. Vingt-neuf regagnèrent leurs foyers après la démobilisation. Les deux autres, Jean-Noël Delmas, du bourg, et Milou Riboulet, du village de Charnaillas avaient été faits prisonniers et connurent le même camp d'internement, le Stalag 1A, en Prusse orientale.

jours.

Milou Riboulet, par les hasards de la guerre, son endurance, sa débrouillardise put revoir la France après sa captivité. Voici les souvenirs, qu'il a livrés trois ans avant sa disparition survenue en 2009, de ce qu'il a vu et vécu au cours des sept années qui s'écoulèrent depuis son service militaire et changèrent le cours de sa vie.

2.1.1 Témoignage de Milou Riboulet

1937-1939

Camp militaire de Ketnoux [Cattenom]². J'ai été deux ans au service militaire sur la ligne Maginot au 168^e régiment d'infanterie. Je devais être libéré le 28 août 1939.

Mais, vu la déclaration de guerre en septembre 1939, j'ai été mis aux armées de la 5^{ème} compagnie du même régiment, le 168^e.

Pendant un an, nous avons fait des abris et des tranchées. De temps en temps un avion allemand passait et lâchait quelques obus, qui faisaient des morts. Mais beaucoup d'obus n'éclataient pas.

1940 : retraite et début de captivité

Un soir, le capitaine nous rassemble et nous évacue à Metz. Les Allemands nous prenaient à revers.

Ketnoux [Cattenom] – Metz, à pied dans la nuit, pour prendre le train. Il faisait chaud et nous étions chargés avec tout notre « barda ».

Pour me soulager et marcher plus facilement, j'ai mis le tout, et ma capote comprise, dans un des chariots qui nous accompagnaient, tirés par deux chevaux. C'est ainsi que j'ai perdu mes papiers. Beaucoup ne pouvaient pas suivre et se couchaient dans les fossés. Nous sommes arrivés 50 sur 300 !

À la gare de Metz, les trains étaient bondés. Certains étaient accrochés sur les marches extérieures. Le train nous a amenés dans les Vosges, une grande ville, peut-être Lure³. De là, on nous a conduit à Dommartin en situation de position⁴. Chacun a creusé son trou, en possession d'une mitraillette et de 600 cartouches. Le colonel nous a fait faire un barrage avec des brouettes, matelas, sommiers etc., tout ce que l'on pouvait récupérer dans les maisons qui avaient été évacuées. Il nous faisait préparer des canettes de bière remplies d'essence. Dans le goulot, un petit chiffon en guise de mèche. On devait la lancer sur l'ennemi.

2. La ville de Cattenom, chef-lieu de canton du département de la Moselle, est située au nord-est de Thionville.

3. La ville de Lure, chef-lieu d'arrondissement du département de la Haute-Saône est située en bordure sud du Massif vosgien.

4. De nombreuses localités françaises portent le nom de Dommartin, dont une commune du département des Vosges, à environ 50 km au nord de Lure, Dommartin-lès-Remiremont, située à 5 km de Remiremont, où l'armée allemande entra le 18 juin 1940.

Nous avons entendu arriver les chars de loin. Mais de les voir se déplacer en si grand nombre, à 80 km à l'heure, les hommes armés jusqu'aux dents, les manches retroussées, c'était effrayant. Je suis sorti de mon trou et me suis mis derrière le mur qui faisait angle avec la route. Le capitaine allemand s'est avancé à pied.

Je suis sorti de ma cachette, les bras en l'air, ce qui m'a sauvé la vie, car ensuite les grenades ont fait sauter les maisons et beaucoup de soldats qui étaient cachés dans les caves, ont trouvé la mort.

Direction Belfort.

Nous, qui avons survécu, avons été conduits à pied jusqu'à Belfort. Au fil des jours, nous étions un peu nourris par les habitants des villages où nous passions.

Un soir où il a tant plu, nous nous sommes arrêtés à une usine fermée qui fabriquait des boulons. Il y en avait des tas à l'extérieur qui nous ont servi de matelas pour dormir.

Le capitaine qui parlait le français nous disait : « Vous irez à la Kommandantur à Belfort. Grâce à l'accord d'Hitler avec Pétain, vous pourrez rentrer chez vous. ». Ce qui explique que malgré froid, fatigue et privations, nous étions (peut-être des milliers) tous confiants.

Belfort.

Lorsque nous sommes arrivés, on nous a tous enfermés. Nous étions peut-être 2000. Pas de nourriture. Nous étions couverts de poux et de vermine.

Un jour, un camion à benne ouverte est rentré dans le camp. Il était rempli à ras bords de miches de pain. Personne ne s'est donné le mot, mais d'un seul élan, comme une envolée de moineaux affamés, nous avons sauté sur cette manne bénie.

En un clin d'œil, le camion était vide. Les soldats armés n'avaient pas eu le réflexe de tirer. Chacun l'a caché où il pouvait, parfois sous les litières de paille pourrie. Hélas, l'enchantement a été de courte durée. Il a fallu les restituer, sauf bien sûr ce qui avait été mangé.

Quelque temps après, le capitaine nous rassemble et fait sortir des rangs les Alsaciens et les Lorrains avec chacun un petit drapeau à la croix gammée dans une main, nous les avons vu partir dans des camions pour une destination inconnue⁵. Ce séjour a été de deux mois environ.

5. Les prisonniers de guerre alsaciens et lorrains, et, parmi les Lorrains, ceux originaires du département de la Moselle, annexé de fait comme l'Alsace, par le régime hitlérien, furent libérés à condition de faire allégeance à l'Allemagne. Ceux qui refusèrent restèrent internés.

L'incorporation de force dans l'armée allemande des Alsaciens et des Mosellans fut décrétée le 25 août 1942. Le nombre total de ces « malgré – nous », qui furent recrutés au fur et à mesure des besoins et reçurent la nationalité allemande lors de leur recrutement, a été évalué, par les autorités françaises après la guerre, à 130 000.

Quant à leurs pertes, elles sont estimées à 32 000 morts et 10 500 disparus, principale-

De Belfort à Koenigsberg

Koenigsberg, ville portuaire de la mer Baltique, résidence de l'ordre Teutonique au milieu du XVe siècle, était devenue la capitale du duché de Prusse lors de sa création en 1525. Au moment de la Seconde guerre mondiale, c'était la plus grande ville de l'est de l'Allemagne. Au début de 1944, avec 360 000 habitants, elle se situe au 22e rang des villes allemandes. Endommagée vers la fin août 1944 par des bombardements aériens anglais, elle fut détruite en grande partie lors de la bataille dont l'issue fut sa prise par l'armée soviétique le 10 avril 1945, après trois mois de siège. La population, selon certaines estimations, comptait encore 150 000 personnes. Comme tout le nord de la Prusse orientale, Koenigsberg fut attribuée à l'Union soviétique par les accords de Potsdam. En 1947, la ville fut rebaptisée Kaliningrad.

Départ gare de Belfort dans des trains à bestiaux pour deux jours. Parfois le train s'arrêtait, nous n'avons eu le droit de descendre qu'arrivés à destination. Ainsi nos besoins pressants étaient faits sur place et nous n'avions que de l'eau à boire.

Nous étions trois copains du même régiment et l'un d'entre nous avait un dictionnaire. Cela nous permettait d'avoir une idée sur le chemin parcouru et lui en plaisantant disait : « Je crois bien qu'ils veulent nous faire visiter le pays. »

Arrivés à la gare de Koenigsberg, nous avons été accueillis par un groupe de femmes et d'enfants qui nous jetaient des pierres.

Ensuite, on nous a conduits dans un camp fermé plein de baraquements, en colonne par quatre. Nous étions plus de 2000.

2.1.2 Le stalag 1A

Arrivée au Stalag 1A

Le lendemain matin, on nous faisait monter dans des camions jusqu'à une place de la ville.

Là, c'était l'offre et la demande. Chaque employeur choisissait l'ouvrier qui lui convenait. On regardait les dents, l'état physique, etc. ; on tâtait du muscle. C'était le marché. J'ai tout de suite été choisi, avec 30 autres prisonniers, pour un chantier de fossés à creuser.

Tout le temps du chantier, qui était loin du camp, après le travail, nous étions enfermés dans une cabane avec un peu d'eau et du pain, et au bout de quelque temps la dysenterie. Pas le droit de sortir, les gamelles servaient à un tout autre usage que la nourriture. Le lendemain, on la nettoyait comme on pouvait.

À la suite de ce chantier, j'ai été choisi sur le marché, avec 25 autres prisonniers et toujours mes deux copains, pour travailler dans une ferme privée de 1800 hectares, qui appartenait à un célibataire.

ment en Union soviétique, où les survivants du conflit armé furent internés dans des camps. Le dernier rescapé rentra d'Union soviétique en avril 1955.

Ce propriétaire s'appelait Kosner, et l'endroit s'appelait Ruslack. La Prusse orientale avait surtout des fermes qui appartenaient à l'État. Celle-ci était réquisitionnée pour alimenter l'armée⁶.

J'ai été choisi dès le départ pour être cocher.

Chaque matin, je rencontrais une femme qui ne répondait jamais à mes salutations. Un jour, j'en ai eu marre, je n'ai rien dit et elle m'a interpellé : « Pourquoi vous ne me saluez pas ? »

Et je réponds : « Parce que vous ne me répondez jamais ».

Elle m'a craché à la figure, mais tous les jours suivants elle me saluait.

La maison du maître ressemblait à un petit château, dans une cour immense. La cour était entourée par des bâtiments en carré qui abritaient les écuries des chevaux de trait (12 attelages de quatre chevaux, trois juments de selle), une grange de 200 à 300 vaches laitières. De l'autre côté, une écurie d'une dizaine de vaches pour les domestiques à demeure et une porcherie de 200 cochons.

Le travail de chaque cocher (huit en tout) consistait à donner à manger aux chevaux trois fois par jour, impérativement à heure fixe. Quoi que l'on fasse dans la journée (course, travail aux champs), il fallait rentrer à l'heure pour les chevaux.

Un jour, j'étais aux champs, j'arrive en retard pour les soigner. Le maître était à cheval dans la cour et m'attendait. J'avais lancé l'attelage à fond et en passant l'entrée, sans ralentir assez tôt, j'ai accroché une pile du portail qui s'écroule. Nous nous toisons du regard sans rien dire, mais il me lance son fouet au visage. Je l'avais bien mérité. J'aurais pu avoir une bien pire punition.

Les attelages de quatre juments étaient conduits par le cocher assis en selle sur le « porteur de gauche » (le cheval de gauche), devant le chariot à quatre roues. Il y avait aussi des chevaux de selle, attelés à des voitures à capote sur deux grosses roues hautes.

Le contremaître chapeautait tout le personnel, prisonniers compris.

Le dortoir était un bâtiment en dur : une seule grande pièce avec 25 lits composés d'une planche recouverte de paille, étagés sur trois niveaux

6. Qu'en 1940-1945 « la Prusse orientale ait eu surtout des fermes qui appartenaient à l'État » est une erreur d'appréciation de Milou Riboulet. Le régime hitlérien ne mit pas en cause la propriété privée, pas plus dans l'agriculture que dans l'industrie (les biens juifs exceptés, qui furent « aryanisés »). L'idée de « fermes d'état » en Prusse orientale est sans doute, le résultat d'une projection de l'histoire plus récente de ces régions sur le passé. Projection facilitée par le fait que, pendant la guerre, les propriétaires ne devaient guère être présents ou, les rares qui l'étaient, et s'occupaient directement de leur exploitation, pouvaient être perçus comme de simples « régisseurs », qui administraient les terres pour le compte de L'État. De plus, la guerre avait accru l'omniprésence du parti nazi et le dirigisme du pouvoir, ce qui transparaît dans les termes « ferme privée réquisitionnée pour alimenter l'armée ». La guerre avait aussi entraîné une grande diversité de main-d'œuvre, dont de plus en plus de travailleurs et de travailleuses forcés de statut divers dont des prisonniers français. Cette réalité était peu compatible avec l'image qu'on avait en France d'une exploitation agricole privée.

Dans un autre bâtiment, un poêle à tourbe, une cuisinière et un prisonnier désigné pour la cuisine. Au menu, pommes de terre cuites à l'eau dans une petite chaudière, du pain d'orge, un morceau pour la journée. Une fois, une tête de sanglier pour améliorer le bouillon.

Nous n'avions pas faim, mais froid, - 35°, - 40°.

L'hiver, les ruisseaux gelés servaient de chemin pour aller chercher le bois. Nous avions la neige jusqu'à la ceinture. C'est souvent que l'attelage se renversait et que les oreilles et les doigts se gelaient. Les gardiens nous frottaient avec de la neige pour nous dégeler.

Le blé et l'orge ne se battaient que l'hiver. Les hangars fermés se trouvaient au milieu des champs. Le manche des fourches nous collait aux doigts par le froid.

Dans le besoin on est plein d'ingéniosité : mes chaussures de soldat étaient usées depuis longtemps. J'ai alors pensé à creuser avec mon couteau un morceau de bois de sapin. Pour couvrir le dessus du pied j'ai pris de la toile de lieuse que j'ai cloutée tout autour du sabot. La toile, très solide, montait à mi-mollet et était tressée sur le devant. Ainsi je n'avais pas froid aux pieds.

Travail de la betterave à sucre Le semoir sème la betterave. Lorsqu'elle a trois feuilles, on les démarie. On ne laisse qu'une betterave.

Le maître se mettait au premier rang, puis quelques civils, ensuite les prisonniers français, puis les Russes, et en dernier, la main-d'œuvre de femmes que j'allais chercher chaque matin à la prison de Tapiau [aujourd'hui Gwardeisk, en Russie]⁷. C'étaient presque en totalité des jeunes femmes allemandes qui avaient volé pour se nourrir. Chaque groupe de prisonniers était accompagné de gardes armés, toujours prêts à tirer.

Le terrain représentait 50 hectares environ. Il fallait une dizaine de jours pour la récolte.

Avec le cultipacaire, un engin qui tasse la terre après les semailles, en partant à 8 heures du matin, j'avais fait deux fois le tour de la terre à midi. Le paysage était désespérément plat, à perte de vue, mis à part quelques petits bosquets par-ci par-là.

7. La petite ville de Tapiau, qui se trouve à l'Est de Königsberg comptait un peu moins de 10 000 habitants. Centre commercial, notamment pour bois et produits agricoles (céréales, beurre, fromage), elle comportait depuis la fin du XIXe siècle, outre moulins et brasseries, une biscuiterie-sucrierie industrielle.

La prison était une institution pénitentiaire datant, elle aussi, de la fin du XIXe siècle, fondée sous le nom de *Armen- und Correctionsanstalt*, c'est-à-dire maison de correction et asile des pauvres. L'armée soviétique entra le 25 janvier 1945 dans Tapiau, qui devint russe sous le nom de *Gwardeisk*.

2.1.3 Fin de la guerre

Début 1945 Les Allemands poussés par les Russes, font évacuer toute la ferme, femmes et enfants.

Nous partons avec six chariots et l'indispensable. Moi, j'avais un chariot avec une dizaine de femmes et autant d'enfants. C'est l'affolement et le désespoir. Nous partons vers une destination inconnue pour fuir l'ennemi.

Une nuit, vers 2 heures du matin, nous nous trouvons dans un bois en plein champ de bataille entre Russes et Allemands. À cet endroit, les Allemands avaient construit des baraquements et des abris souterrains. Dans l'affolement, je détache les quatre chevaux et fais descendre les femmes et enfants dans les abris, sous les rafales de mitraillette et les obus.

Au petit jour, nous n'étions plus que trois. Les Russes nous ont alignés face à un mur et... nous avons pensé, notre dernière heure est arrivée. Au bout d'un moment, nous avons réalisé qu'ils étaient partis nous laissant la vie sauve.

Une multitude de soldats allaient dans tous les sens. C'était la confusion la plus totale.

Nous avons suivi un groupe au hasard, parmi lequel se trouvait un couple français avec un bébé d'environ deux mois dans un landau à quatre roues. La mère n'avait plus de lait. Le bébé mourait de faim. Nous avons par la Croix-Rouge quelques colis qui arrivaient à la ferme où nous étions. Avec quelques boîtes de lait en poudre, gardées précieusement en cas de besoin, ce lait a servi à le nourrir et à le sauver de la faim, du moins le temps que nous sommes restés ensemble.

Les Russes ne connaissant pas les routes, nous faisaient tourner en rond. Par deux fois, nous sommes passés devant la ferme où j'étais prisonnier. Tout avait brûlé. C'était le sort de toute ferme où nous passions.

Nous étions épuisés par la marche et la faim. Lorsque nous trouvions un abri et un peu de paille pour dormir, nous étions contents. Un matin, on a découvert que nous avions dormi sur une peau de vache qui avait été tuée et dépecée. Avec un couteau, nous avons pu faire de petites lanières, heureux de pouvoir se mettre quelque chose sous la dent.

Puis nous sommes tombés sur un barrage russe. Un officier parlant parfaitement le français, nous a longuement « cuisinés », nous prenant pour des espions. Notre veste était marquée KG [Abréviation de Kriegs-Gefangener, prisonnier de guerre], celle que nous avions en partant du stalag.

Ils nous ont conduit à Goubinem [Gumbinnen, aujourd'hui Gussew en Russie], à la frontière russe, dans une maison de 5 à 6 étages (la ville était évacuée)⁸ reliant Koenigsberg (Kaliningrad) à Vilnius, aujourd'hui

8. La ville de Gumbinnen, située à 125 km environ à l'Est de Koenigsberg, était, en 1944, une ville moyenne d'un peu plus de 22 000 habitants, traversée par le grand axe

capitale de la Lituanie, et par la ligne de chemin de fer Koenigsberg – Kaunas, autre ville de Lituanie.

Le 16 octobre 1944, le centre de la ville fut très endommagé par des bombardements aériens soviétiques mais à l'issue d'un combat de forces blindées, livré du 21 au 23 octobre, les troupes allemandes réussirent à immobiliser les troupes soviétiques, qui ne prirent la ville que le 21 janvier 1945. Gumbinnen, devenue russe, fut rebaptisée, en 1946, Gussew, en mémoire d'un capitaine de l'armée soviétique du même nom, mort en 1945. Les soldats russes nous ont fait vider les pièces de tout leur contenu par les fenêtres (meubles, etc.). De la paille comme matelas et, comme nourriture, ce que l'on trouvait.

Nous étions libres la journée. La nuit, les soldats avec leurs petits chevaux mongols, montaient les étages pour être près de nous et nous surveiller. C'était le temps de la survie. Dans les champs, nous trouvions des betteraves sucrées que l'on faisait cuire comme une compote. Lorsqu'on a faim, on mange n'importe quoi et ce que l'on trouve.

Au bout de deux mois, tous les Français (2150) ont été conduits dans un train à bestiaux à Kandalakcha, un port sur la Mer blanche⁹. On a traversé la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie.

Rentrés en Russie par Saint-Pétersbourg, sur une voie de garage. Arrêt pour tous et portes ouvertes, tous les prisonniers filent vers la ville. Ce n'était pas prévu. Les gardiens étaient fous ! Mais rien ne pouvait retenir ces gens de se ruer vers la vie. Le départ était pour le soir. Il a été remis au lendemain matin. Sans doute, les gardiens ont été punis.

Arrivés au camp, nous faisons la connaissance du mirador et de ses gardiens armés.

À chaque passage dans un camp russe, nous étions désinfectés, nus, au pulvérisateur. Une tenue complète « russe » nous était fournie : bandes roulées du pied jusqu'au mollet et bottes. Sur la tête, une coiffe sur laquelle on nous a fait coudre un petit ruban bleu blanc rouge. À nouveau toilette à fond. Ce n'était jamais un luxe. Nous étions couverts de vermine, ce qui à la longue ne nous dérangeait plus. Pour seule nourriture, nous avions du millet et de l'avoine. Même si on a faim, ça passe vraiment mal.

Pendant six mois, chaque jour nous sortions « accompagnés » dans les bois afin de couper et de ramener une bûche chacun pour chauffer les bâtiments qui étaient immenses. Nous étions dans des dortoirs, avec trois lits superposés de chaque côté des murs.

Un jour, deux gars ont réussi à sortir du camp et se sont retrouvés à la gare. À l'arrêt du train, un homme se met à la fenêtre et les regarde

routier Reichsstraße 128

9. Le port de Kandalakcha est situé au fond du golfe de Kandalakcha sur la Mer blanche, dans la partie méridionale de la presqu'île de Kola, à environ 280 km au sud du port de Mourmansk, situé au nord de la presqu'île, sur la mer de Barents. Il avait été aménagé dans les premières décennies du XXe siècle, en même temps que fut construite la ligne ferroviaire reliant Mourmansk à Saint-Pétersbourg, sur laquelle se trouve Kandalakcha.

avec insistance. C'était le consul français de Mourmansk qui se rendait à l'ambassade de Moscou.

Après les avoir interpellés, ayant vu leur petit drapeau bleu blanc rouge, il leur dit : « Mais que faites-vous là ? ». Ils expliquent qu'ils sont dans un camp avec 2150 Français. L'ambassade à Moscou n'était pas au courant.

À partir de là, on nous a fait planter des fleurs, nettoyer les extérieurs du camp et quinze jours plus tard, visite des généraux russes et américains. Comme cadeau : un paquet de cigarettes, un gâteau. Le consul a fait passer un imprimé à remplir par chacun pour envoyer à nos familles.

Tous nous croyaient morts. De Dordogne, nous étions trois.

Juin 1945.

Courant juin, nous partons en train à Mourmansk. En attendant les cargos, nous couchions sur les trottoirs mais il ne faisait pas froid.

Lorsque le premier cargo arrive plein de Russes, l'officier les fait mettre en rang par quatre, passe entre les rangs, dégrade les gradés, supprime leur baluchon, et une mitrailleuse devant, une mitrailleuse derrière, la colonne part vers une destination inconnue. Il ne fallait pas revenir vaincu¹⁰.

J'étais dans le premier convoi, et chacun contenait 600 prisonniers. Mes deux copains d'infortune – Jean Delord et Molinard de Plazac – me font promettre d'aller voir leurs parents. Molinard apprendra à son retour qu'il a perdu son fils de douze ans.

Là, on nous distribue une petite plaque de beurre, un paquet de cigarettes et bonheur suprême, nous en avons perdu le goût, un morceau de

10. Au cours de l'invasion de l'Union soviétique, l'armée allemande avait fait des prisonniers par centaines de milliers. Sur les quelques 5 400 000 combattants capturés par l'armée allemande durant la guerre, à peine 1 600 000 (soit moins de 30 %) survécurent aux traitements inhumains qui leur furent infligés en captivité ou au travail forcé chez l'ennemi. À l'approche de la fin de la guerre, en octobre 1944, le gouvernement soviétique mit en place une Commission du rapatriement et négocia un accord de rapatriement avec le Royaume Uni et les États-Unis, qui fut ratifié le 11 février 1945 à l'issue de la conférence de Yalta. Par cet accord, tous les ressortissants soviétiques, civils et militaires, présents sur les territoires contrôlés par les Anglo-Saxons devaient être livrés à l'Union soviétique.

Sur les 4 200 000 rapatriés – dont 1 600 000 prisonniers de guerre – sur lesquels on dispose d'informations fiables concernant leur sort ultérieur, seuls 18 % des anciens prisonniers de guerre furent autorisés, après une « vérification positive », à regagner leurs foyers, contre 75 % de civils. Parmi ces anciens prisonniers, 19 % furent versés dans l'armée et affectés principalement à des tâches de reconstruction pour une durée de trois ans ; 23 % envoyés pour une durée de cinq ans dans des « bataillons de reconstruction » dont le régime ne se distinguait pas de celui des prisonniers de guerre allemands, japonais, roumains ou italiens ; 250 000 furent, à l'issue de leur « filtration » condamnés à une peine de camp ou de relégation ; certains reconnus coupables de « trahison de la Patrie » furent frappés de lourdes peines, allant de dix à vingt-cinq ans de travaux forcés. Même dégradés, les anciens officiers furent traités plus durement que les hommes de troupe. (D'après l'article de Nicolas Werth, 2007.)

pain... blanc. Comment exprimer la joie des saveurs retrouvées ! Dans ces moments-là, les sentiments sont au-delà des mots.

La traversée se fait jusqu'à Dieppe.

Août 1945 : retour des prisonniers

Rapidement, nous sommes accueillis par les autorités, et surtout une personne par prisonnier pour s'occuper de lui, en particulier ; d'abord manger, puis télégramme aux familles, ensuite, mis à la gare pour rejoindre Paris et notre destination particulière.

Je suis arrivé à Charnaillas, le 28 août 1945. Dans le train, avec ma tenue russe, les gens disaient en patois : « On a été emmerdé par les Allemands, maintenant c'est par les Russes ! ».

Je suis arrivé à la gare de La Bachellerie, et à la Mule Blanche j'ai eu la surprise de rencontrer Jean Lagorce, qui venait me rejoindre, il avait été prévenu de mon arrivée, étant responsable des prisonniers originaires de La Bachellerie.

Arrivé à la maison, mon père n'était pas là. Ma mère en me voyant, a failli s'évanouir. Elle n'avait eu de mes nouvelles que par l'ambassade, à notre arrivée à Dieppe. Depuis mon départ de la maison [avant la guerre] je n'avais jamais eu l'idée de donner de mes nouvelles... Un voisin lui avait dit en patois : « Si j'avais un fils pareil, s'il était vivant, jamais il ne remettrait les pieds à la maison ».

Ma petite sœur avait peur de moi, elle avait deux ans à mon départ. La situation familiale était catastrophique – une grande misère – à travers le plancher de la cuisine, on voyait la cave, et dans la chambre, le plafond me faisait voir les poutres du grenier. C'est pourquoi je suis resté, pour eux.

J'aurais pu repartir à Paris, reprendre mon métier de garçon de café. Après la guerre, c'était l'âge d'or, ça l'était déjà avant la guerre. On gagnait ce que l'on voulait avec les pourboires. Il fallait travailler dur, bien sûr, mais avec une bande de copains, nous étions insouciantes et heureux, on faisait la fête dès qu'on pouvait et l'argent gagné était dépensé aussitôt.

De retour à la maison, mes parents étaient âgés. Ma sœur encore très jeune, étant la retardataire de sept enfants, était née en 1933. Nous étions sept enfants, mes frères avaient quitté la maison. Plus tard, j'ai appris qu'à la naissance de ma sœur, le maire, Monsieur Michel, avait donné une tourte de pain à mes parents.

2.2 Les travailleurs forcés en Allemagne : le STO

Après la victoire militaire allemande à l'été 1940, l'un des principaux projets du régime hitlérien fut l'exploitation systématique des ressources économiques de la France au profit de l'économie de guerre allemande.

Le traité d'armistice, signé le 22 juin 1940, jeta les bases de la politique d'occupation et définit le cadre d'une collaboration entre les autorités allemandes et le régime de Vichy. Tant en Zone Sud qu'en Zone occupée, la collaboration de l'État français présentait un double avantage. Les structures administratives françaises mettaient en place et faisaient exécuter les directives allemandes. Celles-ci étaient mieux acceptées par la population, puisque dictées par les autorités françaises. Par cette politique de « Collaboration constructive », le régime de Vichy pensait ménager, pour l'après-guerre, la place de la France dans une Europe dominée par l'Allemagne. Ainsi les besoins en main-d'œuvre de l'économie de guerre allemande eurent-ils pour conséquence que la main-d'œuvre française fut frappée de mesures de plus en plus dures.

De l'été 1940 à septembre 1942, après le transfert en territoire allemand d'environ 1,6 millions prisonniers de guerre, la priorité fut donnée à l'exploitation de la main-d'œuvre disponible en France. Cette exploitation prit deux aspects :

- l'exécution de commandes allemandes par les entreprises et les usines françaises, et l'utilisation d'ouvriers français sur des chantiers de l'armée et d'autres organisations allemandes comme l'organisation Todt ;
- le recrutement, sur le plan du volontariat, d'ouvriers pour les territoires allemands.

Ainsi fut créé le Service de la main-d'œuvre française en Allemagne.

De septembre 1942 à septembre 1943, ce sont les politiques de recrutement forcé d'ouvriers et de réquisition des jeunes pour l'Allemagne qui prédominèrent.

Les exigences du « plénipotentiaire général de la main-d'œuvre », le *Gauleiter* Fritz Sauckel, ne cessèrent de s'aggraver. Sous l'influence de Pierre Laval, qui « souhaite la victoire de l'Allemagne », le régime de Vichy collabora pleinement. En revanche, dans la population française, les mesures édictées se heurtèrent à une opposition croissante.

Fin juin 1942, une politique dite de la « Relève des prisonniers » fut lancée : pour trois volontaires qui iraient travailler dans les usines allemandes, un prisonnier de guerre serait libéré. En fait, il y en eut très peu. La propagande d'embauche volontaire n'eut pas l'effet escompté. A la suite de cet échec, le gouvernement français édicta le recensement général des travailleurs français, et l'obligation pour tous les inactifs de se trouver un emploi en France sous peine d'être envoyé en Allemagne. Par décret, le principe du travail obligatoire qui n'avait été instauré qu'en zone occupée, fut étendu à la zone libre.

Le 16 février, la loi sur le Service du Travail Obligatoire (STO) est appliquée à tous les jeunes gens âgés de 20 à 22 ans, quelles que soient leurs qualifications. La classe d'âge née en 1922 fut la plus touchée, et les exemptions ou sursis initialement promis aux agriculteurs ou aux étudiants disparurent dès juin.

Le débarquement allié et la libération de la France mirent fin aux plans allemands d'exploitation de la main-d'œuvre française.

Sur l'ensemble des travailleurs forcés (hommes et femmes) partis en Allemagne, on estime qu'entre 25 000 et 35 000 y ont perdu la vie, dont certains décapités, fusillés

ou pendus pour fait de résistance.

L'instauration du STO provoqua l'entrée dans la clandestinité de près de 200 000 réfractaires, dont environ un quart gagna les maquis en pleine formation. Elle accentua la rupture de l'opinion avec le régime de Vichy, ce qui constitua un apport considérable pour la Résistance.

Ceux qui n'avaient pas eu la chance, ou la possibilité, d'échapper à la réquisition furent malheureusement confondus avec le petit nombre des travailleurs volontaires. Leur sort de jeunes requis, ou rafles, soumis au STO avait cependant été dénoncé dans une brochure diffusée par la Résistance : « Travailleur civil, n'oublie pas, toi qu'on a embarqué de force pour l'Allemagne : tu n'es pas un volontaire mais un forçat ».

À la Libération, l'attribution d'un statut particulier aux « STO » donna lieu à controverses et à procès. Ils n'avaient été, ni des prisonniers, ni des déportés politiques ou raciaux. Le nom de déportés du travail leur fut refusé. Ce n'est qu'en 2008, en date du 16 octobre, que la qualité de Victimes du Travail Forcé en Allemagne Nazie leur a été reconnue par décret.

Par sa politique de collaboration, l'État français a fourni à l'Allemagne une des plus importantes masses de main-d'œuvre des pays occupés. Tous statuts confondus, au total, trois millions de Français travaillèrent pour la machine de guerre allemande, de gré ou de force¹¹.

Deux de ces anciens travailleurs forcés, Monsieur Lescure et Monsieur Deltreuil ont témoigné de leur dure expérience.

2.2.1 Témoignage de Raymond Lescure

Mon départ – déportation STO, a été le 11 juin 1943. J'en ai été informé par ce papier qui m'a été transmis par le service du travail obligatoire (STO) de Périgueux le 5 juin 1943 avec ordre de partir le 11 juin 1943. Je vous lis cette convocation :

Recommandé –

Le directeur départemental du Service du Travail obligatoire à Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Rabier.

En exonération de la loi du 1er février 1943 et des récentes instructions ministérielles relatives au Service du Travail Obligatoire des jeunes gens de la classe 1942, j'ai l'honneur de vous informer que les jeunes cultivateurs dont les noms figurent au tableau ci-après, ont été désignés pour être affectés au travail obligatoire en Allemagne.

Lescure Raymond, né le 28 avril 1922.

11. D'après l'ouvrage collectif, *La main-d'œuvre française exploitée par le IIIe Reich : Actes du colloque international du 13-15 décembre 200, tenu au Musée-Mémorial de Caen* (Caen, Centre d'histoire quantitative 2003), notamment les articles de Bernard Zielinski et Annette Wiewiorka

En conséquence, vous êtes chargé de les informer qu'ils sont requis de se présenter le jeudi 10 juin 1943, sous peine des sanctions prévues par la loi, au bureau de placement allemand, caserne du 26e régiment d'infanterie à Périgueux, en vue d'y souscrire un contrat de travail, le départ étant fixé au vendredi 11 juin 1943. Je vous prie de vouloir bien informer les intéressés qu'ils devront arriver à Périgueux munis des bagages qu'ils désirent emporter.

Le Préfet et par délégation... »

La signature n'est pas lisible sous le tampon et n'est pas suivie du nom du signataire en caractères d'imprimerie¹². C'est ce papier que le maire et les gendarmes m'ont apporté.

- Lorsque l'on a eu connaissance de cette réquisition pour le STO, des femmes sont venues, m'avez-vous dit, vous prier de partir car elles espéraient ainsi revoir leur mari, prisonnier en Allemagne.

M. Lescure : Oui, car le service du STO était effectué au titre de « La Relève ». Les jeunes devaient partir au travail obligatoire mais également au titre de la relève. Beaucoup de femmes dont le mari était prisonnier sont venues me supplier car on leur avait promis que si les jeunes gens partaient, leurs maris reviendraient d'Allemagne au titre de la relève. Mais bien sûr, ils ne sont pas revenus¹³.

- C'est à ce moment, celui où vous avez reçu cet ordre, qu'il y a eu des tentatives pour vous empêcher de partir en Allemagne, car bien sûr vous n'aviez pas envie d'y aller.

M. Lescure : Oui, bien évidemment. À ce moment-là, le maquis n'existait pas dans notre région. Il faut le noter. Mais on entendait parler du maquis du Vercors. Et alors, il y avait déjà, des gens, des bons Français, qui commençaient à se documenter pour essayer de voir comment ils pourraient nous éviter de partir. Mais moi, j'étais seul de la classe 42 à Saint-Rabier, je n'ai pas eu l'opportunité de partir au maquis.

12. La signature illisible de la convocation et l'absence du nom en toutes lettres répondent, peut-être, aux consignes données par le Noyautage de l'Administration Publique (NAP), mis en place par la Résistance et devenu opérationnel à partir de la mi-1943, qui étaient d'embouteiller les circuits administratifs, d'égarer les dossiers, de retarder l'envoi des documents du fait de l'absence de signature ou d'une signature incomplète. Mais ils pourraient aussi être le fait d'un responsable sentant « le vent tourner » et ne voulant pas « porter le chapeau » de la politique du régime de Vichy.

13. Le 22 juin 1942, Pierre Laval, redevenu chef du gouvernement quelques mois plus tôt, avait présenté le système de la « Relève » qui était de trois ouvriers spécialisés contre le retour d'un prisonnier, sur la base de 250 000 partants dont 150 000 qualifiés. Dès le surlendemain, il s'était fait traiter de « négrier » par la Radio anglaise. L'échange sera au final d'un prisonnier contre sept ouvriers.

- Mais quelqu'un vous avait proposé de fuir dans les bois, de vous y cacher et dit qu'il se chargerait de vous ravitailler.

M. Lescure : J'avais des voisins qui m'auraient aidé. Mais c'est surtout M. Priouzeau, adjudant de gendarmerie, chef de la brigade de gendarmerie de La Bachellerie. Il avait fait tout son possible pour m'aider. Il l'a fait dès que j'ai eu reçu mon ordre de partir¹⁴.

Sur les instructions de M. Priouzeau et de M. Soularue, autre gendarme, je devais partir sans trop de bagages. Il fallait tout de même aller à la caserne [à Périgueux] pour s'y faire inscrire et y laisser nos bagages. Entre-temps, j'avais réussi à trouver un camarade décidé à partir avec moi. Nous avons signé que nous étions présents.

Puis nous avons quitté la caserne sans savoir exactement où nous allions nous retrouver. Nous avons pour consigne de nous rendre 5, rue Aiguillerie, à Périgueux. Nous y avons rencontré M. Raoul Personne, marchand de cycles, qui nous a fourni de fausses cartes d'identité. Il nous a pris tous nos papiers et il les a échangés contre ces fausses cartes où était mentionné que nous étions cultivateurs. Nous sommes ensuite partis en direction de Trélissac.

Les Allemands étaient partout à Périgueux. Nous sommes passés devant la Préfecture car M. Raoul Personne nous avait dit que nous ne craignons rien. Et, c'est là que nous avons été repris par les Allemands.

Arrestation.

Nous avions, en effet, été pris d'un besoin très urgent, et nous nous étions soulagés avant même d'entrer dans le petit kiosque qui servait de toilettes publiques. Ce petit kiosque se trouve toujours au même endroit, dans le virage à côté de la Préfecture.

Un Allemand nous a surpris, nous a arrêtés en nous traitant de Schweine (cochons). Il nous a amenés à la Kommandantur, qui était à côté du Café de la Bourse. Nous avons été enfermés dans une pièce assez petite où nous n'étions hélas, pas les seuls. Nous y sommes restés de midi et demi environ jusqu'à 5 heures. À la fin, nous étions 46 enfermés dans cette pièce.

Les Allemands nous ont ensuite convoyés jusqu'à la gare de marchandise de Périgueux et fait monter dans un wagon à bestiaux. Ce wagon a été accroché au convoi de trois wagons formé pour l'ensemble de tous ceux qui partaient au STO. Nous sommes restés cinq jours dans ce wagon, sans nourriture. Nous recevions uniquement de l'eau par les hublots du wagon.

Je me souviens que, pendant le trajet, il y a eu, à un moment, des cheminsots qui ont tenté de faire évader les requis du STO. Ils passaient le long

14. Eugène Priouzeau, né en région parisienne en 1902, nommé Maréchal des Logis en 1930, titulaire de la médaille militaire, il a été affecté à la brigade de La Bachellerie le 10 août 1942. Arrêté fin mars 1944 pour son soutien à la Résistance et déporté au camp de Buchenwald, il est mort en déportation.

des rails, avec une clef sur l'épaule, faisant mine de vérifier les wagons en disant : « Vous êtes ici à Neufmoutiers-en-Brie, en Seine-et-Marne. Vous avez devant vous la forêt de Rochechilde. »¹⁵. Je ne sais si certains se sont évadés mais pour nous il n'était pas question de sortir du wagon.

Arrivée en Tchécoslovaquie¹⁶.

Le wagon a été ouvert seulement à « Bruix ou Brusque ». À « Brusque » [Brüx]¹⁷.

Il y avait deux camps, « Nederland ou Niedergoterland »¹⁸. Là, nous avons été regroupés avec d'autres requis du STO et emmenés à Duisbourg¹⁹. Là, il y avait des entrepreneurs qui venaient chercher ceux dont ils avaient besoin. Moi, j'avais le n° 15 et la Lettre L car je m'appelle Lescure.

J'ai été emmené dans une usine à Unter Polaun²⁰.

15. Sous le nom de « forêt de Rochechilde », il pourrait s'agir de la forêt de Ferrières, en Seine-et-Marne, qui fut la propriété de la famille Rothschild, ou, plus vraisemblablement, du Bois de Mandegris, un prolongement de la forêt de Crécy-la-Chapelle qui se trouve tout à côté de Neufmoutiers-en-Brie. Il est possible que, dans la région, on ait eu l'habitude de désigner globalement sous le nom de « forêt de Rothschild », cet ensemble forestier. La famille Rothschild possédait une résidence à Ferrières qui fut réquisitionnée par les Nazis et transformée en lieu de détention pour les soldats après avoir été dépouillée de ses biens les plus précieux.

16. Sauf mention contraire, les principales sources des notes concernant les territoires de la République tchécoslovaque occupés par l'Allemagne de 1939 à 1945 sont [Jehke, 2003.]

17. Brüx, en tchèque Most (son nom officiel après la création de l'État de Tchécoslovaquie à la fin de la Première guerre mondiale), est une ville industrielle du nord de la Bohême, située au pied des Monts des Sudètes, aux confins de la Bohême et de la Silésie, région riche en ressources minières. En 1938, ces régions furent rattachées à l'Allemagne sous le nom de Sudetenland, c'est-à-dire territoire des Sudètes. Les industries de guerre et celles de produits à usage civil et militaire y furent développées sans délai. Ainsi, en prévision de la guerre à venir, un grand complexe chimique de production de carburants à partir du charbon fut construit près de Brüx. Pendant tout le conflit, ce complexe employa des travailleurs forcés non allemands, de nationalité et de statut divers. Après la libération de la Tchécoslovaquie, en 1945, la population allemande eut ses biens confisqués et fut expulsée, à l'exception de l'infime minorité qui avait témoigné de son opposition à l'occupation et au rattachement partiel à l'Allemagne.

18. « Nederland ou Niedergoterland » est une déformation du nom allemand Nieder Georgenthal (en tchèque, Dolní Jiřetín) porté par une commune située dans la même subdivision administrative que Brüx, dont le chef-lieu était Aussig (en tchèque, Ústí nad Labem).

19. Le nom de « Duisbourg » (en allemand, Duisburg), sauf erreur, n'est porté que par la grande ville industrielle située au confluent du Rhin et de la Ruhr, dans la partie occidentale de l'Allemagne, vers sa frontière avec les Pays-Bas. Aucune localité du Sudetenland n'a pu être identifiée, dont le nom allemand évoquerait celui de Duisburg.

20. D'après la version allemande du site commercial multilingue de la firme Riedel, qui y était installée à l'époque (www.riedel.com), Unter Polaun semble avoir été le nom usuel d'une localité, dont le nom purement allemand aurait été Neuschloß.

La capitale de la Région, c'était Reichenberg²¹. L'usine était une verrerie de cristal de



PHOTO 2.1 – La carte de travail de R. Lescure en 1943

La firme privée allemande Riedel, sous l'autorité de laquelle était placé le chantier de travaux publics où Raymond Lescure travaillait, était une verrerie – cristallerie. Ses origines remontaient à l'ère préindustrielle, au milieu du XVIII^e siècle. Dans son usine d'Unter Polaun, créée en 1855, Riedel développa une production à très grande échelle de verre en tout genre. Pendant la Seconde guerre mondiale, la firme était dirigée par Walter Riedel (1895 – 1974), qui signa la carte de travail de Raymond Lescure.

Avec Walter Riedel à sa tête, la firme participa pleinement aux progrès technologiques réalisés dans le cadre de l'industrie de guerre allemande. Elle mit au point pour les radars, qui commençaient à être utilisés pour la détection des avions ennemis, des tubes cathodiques dont l'écran était du double de ce qui existait jusque-là.

À la libération de la Tchécoslovaquie, Walter Riedel fut arrêté et déporté en Union soviétique, où il resta détenu pendant dix ans, tandis que les biens de la firme furent confisqués et nationalisés par le nouveau régime tchèque. Cependant, en 1956, à son initiative la firme renaît, grâce au soutien de la firme spécialisée dans le cristal Swarovski, à Kufstein, en Autriche. (D'après l'historique en allemand mis en ligne par la firme Riedel sur son site, www.riedel.com)

Bien sûr je ne connaissais pas l'allemand, pas du tout. Si on me donnait une pelle et un balai, je comprenais qu'il fallait balayer mais cela n'allait pas plus loin. Alors, un gendarme est venu, c'était un Alsacien. Il parlait le français mieux que moi. Il a servi d'interprète. Ce gendarme m'a pris sous son aile et je puis dire que, grâce à sa protection, je n'ai pas été

Bohème, la firme Riedel. J'ai été versé dans les travaux publics mais je dépendais de cette firme. J'y suis resté 22 mois. Je suis parti le 11 juin 1943 et je suis revenu le 19 mai 1945.

malheureux.

J'ai été libéré le jour de l'armistice, le 8 mai 1945.

Sur la chambrée, qui comptait 80 personnes, nous avons été deux seulement à partir. Les autres voulaient rester pour découvrir le « monde nouveau ». En effet, nous avons été libérés par les Russes. Moi, j'ai dit à mon camarade : « Le monde nouveau que je veux découvrir, c'est Saint-Rabier ».

Lui, mon camarade était de la Manche, du canton de Mortain, là où avait eu lieu le Débarquement²². Nous étions au courant. Pendant le Débarquement, le soir, nous allions chez un Tchèque, à 9 heures moins le quart. Il nous faisait écouter la Radio de Londres. Ce Tchèque parlait français car il avait fait ses études à Paris. Par lui, on connaissait tout ce qui se passait. Il était le chef du réseau du maquis tchèque. Je me souviens de son nom. Il s'appelait Ladislav Krupka, sa maison était à Grossamer [dans les Sudètes, région qui avait été annexée par les Allemands].²³

Retour vers la France.

Avec mon camarade, nous sommes partis en direction de la France. Nous sommes allés de Reichenberg à Prague.

C'était pendant les combats pour la libération de Prague. Sur les routes, des groupes de prisonniers et de déportés du travail libérés côtoyaient des chevaux échappés des fermes. C'était une sorte d'exode. De tous ceux qui voulaient regagner leur pays.

Toutes les voies et tous les ponts avaient sauté. À Reichenberg, tout le monde devait traverser comme il le pouvait le fleuve qui coule dans cette ville. J'ai oublié son nom²⁴. Comme nous ne savions pas nager, un groupe de prisonniers a abattu un arbre, l'a mis à l'eau, nous sommes montés dessus et ils l'ont tiré jusqu'à la rive opposée. Avec des cordes peut-être, je ne me souviens pas bien.

Sur la route, nous avons pu attraper des chevaux qui erraient à l'abandon. Puis nous avons trouvé une voiture. Comme j'étais paysan, j'avais l'habitude d'atteler et de conduire les chevaux. C'est dans une voiture à cheval que nous avons atteint Prague sous un bombardement affreux. Nous y sommes arrivés le 11 mai. Les Allemands étaient sur les remparts des châteaux de Prague et ne voulaient pas se rendre. Ils ont tous été tués et cela, je l'ai vu de mes yeux. Ils ont été mitraillés jusqu'au dernier. Des avions mitraillaient d'abord, puis lançaient des banderoles où était écrit en français, en allemand et en toutes sortes de langues,

22. Mortain, chef-lieu de canton du département de la Manche situé à l'est d'Avranches, fut le lieu d'une des grandes batailles de Normandie qui suivit le Débarquement.

23. « Grossamer » désigne la commune Großhammer (Isergebirge). l'Isergebirge, « le massif de l'Iser », étant une partie des Monts Sudètes. Großhammer (Isergebirge) » faisait partie du Nieterland (voir note 42).

24. Le fleuve qui traverse la ville de Reichenberg (Liberec) est la Neisse de Lusace (en allemand, Lausitzer Neiße ; en tchèque, Lužická Nisa), un des affluents de l'Oder.

*l'ordre de se rendre, et que s'ils ne se rendaient pas à une certaine heure (j'ai oublié laquelle), l'offensive générale serait déclenchée.*²⁵

*Ensuite de Prague, je suis allé à Pilsen [en tchèque, Plzeň]. De Pilsen, par camions américains, nous avons été conduits à Ulm. Puis à Sigmaringen, ou l'inverse.*²⁶ *Je ne me souviens pas exactement. De là, convoyage dans des wagons de marchandises jusqu'à Longuyon. C'est là où j'ai retrouvé Jean Deltreuil. Ils étaient cinq accroupis contre un mur. Je me suis dit « ça, c'est des Bacheliers ».*

Puis Longuyon – Brive par le train, et de Brive en voiture jusqu'à La Bachellerie. J'y suis arrivé le 19 mai. C'était assez bien organisé, malgré les conditions. Il n'y a pas eu de changements de train. Nos wagons de marchandises étaient accrochés au fur et à mesure à d'autres convois.

De retour à La Bachellerie.

Il y avait treize mois que je n'avais pas eu de nouvelles de mes parents. Lorsque j'étais parti, mes parents étaient métayers à Saint-Rabier chez Levé... Comme je n'étais pas là, mon père ne pouvait plus travailler la propriété du colonel Levé. Il avait pris une métairie à Muguet. Mais, ça, je ne le savais pas.

La voiture qui nous avait amenés de Brive, s'est arrêtée devant chez Deltreuil. Le grand-père de Jean Deltreuil pleurait de joie en revoyant son petit-fils. Il m'a dit, tout en pleurant : « Tes parents ne sont plus à Saint-Rabier ». Or, sur la route depuis Brive, le chauffeur avait raconté : « Les Allemands ont tué ci, ont tué là ». À Terrasson, la mairie n'existait plus, ni les maisons au Quatre-Routes. J'ai cru, en entendant le grand-père, que mes parents n'étaient plus de ce monde.

Dans le bourg, des amis m'ont pris pour m'emmener chez mes parents. Arrivés à la Mule Blanche, le propriétaire de l'hôtel de la Mule Blanche, M. Champarnaud, qui me connaissait bien, n'a pas voulu que je monte à Muguet. Il m'a dit « Moi, je vais monter prévenir tes parents ». La

25. Les Allemands capitulèrent le 8 mai 1945. Officiellement, Prague fut libérée le lendemain, le 9 mai 1945, par l'armée soviétique. Les accords de Yalta signés en février avaient fixé une ligne de démarcation pour délimiter les zones réservées à chacune des puissances alliées. Les forces américaines, qui avaient pris Pilsen (en tchèque, Plzeň), situé sur cette ligne de démarcation, ne poussèrent donc pas jusqu'à Prague, où le 5 mai, la Résistance tchèque avait déclenché une insurrection. Elle reçut l'aide inopinée d'une unité de l'armée Vlassov, d'anciens soldats soviétiques opposés à Staline qui avaient formé leur propre armée, ralliée à Hitler. Cette unité qui venait de changer de camp contribua à chasser les Allemands de Prague. Dans la ville libérée, des groupes de soldats allemands continuèrent à se battre. C'est à l'écrasement d'un de ces groupes qu'assista Raymond Lescure, arrivé dans la ville le 11 mai.

26. Le nom de Sigmaringen est resté dans la mémoire française de la Seconde guerre mondiale comme ayant été en 1944-1945, la résidence du Maréchal Pétain et le siège d'une « commission gouvernementale » qui prolongea le régime de Vichy. En raison de leur situation géographique respective, il paraît vraisemblable que le trajet entre Ulm et Sigmaringen se soit fait d'Ulm à Sigmaringen.

veille, M. Champarnaud les avait vus en allant chercher le lait car mes parents faisaient le lait, ils avaient parlé de moi dont ils étaient sans nouvelles et ils étaient très inquiets.

Alors, MM. Galard Père et fils m'ont accompagné doucement. Nous avons monté la côte à pied. Mais arrivés en bas de la maison, il y avait plein de monde. Parmi les prisonniers qui étaient venus, se trouvait le mari de cette dame qui m'avait tant supplié pour que je parte afin qu'il puisse revenir. (C'était le père du maire de Saint-Rabier, Edmond Delpy). Et ce monsieur était allé avertir mes parents : « Raymond est là ». Ce fut un moment...

Il y a des moments pénibles. Un épisode particulier de ma période au STO me revient en mémoire :

Un jour, en revenant de mon travail, j'avais réussi à sauver une enfant qui était tombée dans une fosse à purin. J'avais dû pour cela entrer jusqu'à mi-corps dans la fosse, qui faisait peut-être un mètre cinquante. Mon contremaître allemand avait demandé que, dans la mesure où j'avais sauvé cette enfant, je sois rapatrié dans ma famille. Le contremaître s'était occupé de mon dossier mais je n'ai rien vu.

Par ailleurs, j'ai eu connaissance d'un article qui avait été publié dans la presse en France, et peut-être en Allemagne, à propos de ce sauvetage. Je vous le donne à lire :

« Un bel acte de courage. Nous nous faisons un plaisir de reproduire ci-dessous l'acte de cœur de Lescure Raymond, de Saint-Rabier, requis au STO. Monsieur Lescure Raymond, habitant Saint-Rabier, qui accomplit actuellement son service du travail obligatoire au titre de la classe 42, revenant l'autre jour de son travail et passant devant une grande fosse à purin, profonde de plusieurs mètres, aperçut tout à coup, juste la tête d'un gosse qui dépassait au-dessus de cet élément liquide. Il ne perdit pas son courage et malgré que ne sachant pas nager, il sauta au secours de cette enfant.

Après de nombreux efforts, il la prit par les cheveux et la jeta sur la berge. Mais le sauveteur, ne pouvant lui-même se dégager, était enfoui jusqu'aux épaules, et il fallut qu'il attende le passage d'une autre personne pour qu'il puisse à son tour être libéré. La gosse, âgée de trois ans ne fut sauvée qu'après trois jours de grands soins. Et maintenant, elle est complètement remise. Le courageux sauveteur fut, d'une part récompensé par son patron, et par le père de la petite, qui, revenant du Front, apprit la nouvelle et sut le remercier de son courage. La France salue le courage de ses fils ». Envoyé par A.L. Faure.

Comme vous pouvez le constater, cet article contient des choses fausses. Je me suis dégagé tout seul. Les dimensions de la fosse sont exagérées. Et le père venu me remercier, je ne l'ai jamais vu.

Malgré cet article, je n'ai rien obtenu du tout.

2.2.2 Témoignage de Jean Deltreuil :

En septembre 1939, j'avais 17 ans. J'avais poursuivi mes études jusqu'au brevet supérieur. Je ne pensais pas être agriculteur. J'avais l'intention, je peux vous le dire maintenant, d'entrer dans la police. Mais la déclaration de guerre est arrivée, qui a tout arrêté.

J'ai été victime du gouvernement de Vichy et de l'occupation allemande. J'ai été envoyé automatiquement aux Chantiers de jeunesse à Saint-Pé-de-Bigorre.²⁷

À mon retour des Chantiers, où j'étais secrétaire et vaguemestre, le décret Laval et Pétain a décidé que la classe 42, c'est-à-dire tous les jeunes gens nés en 1922, partiraient en Allemagne au titre de la Relève. Pour que les prisonniers français reviennent, eux qui étaient là-bas depuis déjà quatre ans.

Malheureusement les choses ont été autres, les prisonniers sont restés et nous nous y sommes allés. Je suis resté là-bas exactement 23 mois. Dans la province des Sudètes, sur les bords de l'Elbe. J'étais à 28 km à l'Ouest de Prague. Les Sudètes sont une province très riche, c'est pour cette raison qu'Hitler l'avait occupée. Quarante centimètres de terre arable et dessous, vous aviez le charbon à foison.²⁸

- Vous pouvez nous expliquer comment vous étiez traités par les Allemands, pendant toute cette période ?

M. Deltreuil : Ceux qui travaillaient normalement étaient traités en ouvriers, de manière correcte.

Une anecdote : J'ai toujours été un gars débrouillard, dynamique. J'étais responsable d'un camp de civils français tout en travaillant dans une entreprise de lignes électriques à haute tension. Nous étions logés dans un petit patelin comme ici, où une brave femme nous faisait le rata. L'entreprise lui fournissait un gars pour l'aider à porter le charbon et à peler les

27. Les Chantiers de jeunesse étaient une organisation paramilitaire, créée le 30 juillet 1940 par le régime de Vichy, sur proposition du général de la Porte du Theil, commissaire général chargé du regroupement des jeunes démobilisés. Le décret, signé par le maréchal Pétain et le général Weygand, stipulait que les obligations militaires des jeunes de la zone libre sont remplacées par un service de six mois dans des groupements de jeunesse, sous l'autorité du ministre de la Famille et de la Jeunesse. Selon l'historien Robert Paxton, les chantiers seraient « une réponse partielle au diagnostic de la décadence », décadence des valeurs morales et du respect de l'ordre due au Front populaire. Les Chantiers de jeunesse par leur vocation à former, au sein de groupes implantés dans la nature et dans des conditions spartiates, une masse de jeunes hommes disciplinés et encadrés, inquiétèrent, à la longue, les autorités nazies. Ils furent dissous en 1944 après la déportation de leur fondateur. Un grand nombre de membres passèrent au maquis lorsque les autorités allemandes d'occupation réclamèrent le départ vers l'Allemagne de 30 000 d'entre eux.

28. Sur les Sudètes, voir plus haut.

pommes de terre. Et ce gars, nommé Jean André, de Summens dans le Gard [sans doute Sumène, un chef-lieu de canton du Gard], écrivait tous les jours. Il avait plus de temps que nous qui étions sur les chantiers. Un beau jour, je lui ai dit : « Mais, qu'est-ce que tu peux bien trouver à écrire chez toi, tu sais bien que nous n'avons pas le droit d'écrire ce qui se passe ici. Ni que les Anglais et les Américains viennent bombarder ». Il ne m'a pas écouté et un jour, la Gestapo s'est trouvée à la porte. La dame du bistro m'appelle : « Johan, komm ! »²⁹ car je faisais fonction d'interprète, ayant un peu potassé l'allemand, pour ne pas être tout à fait démuni. J'étais également interprète entre les Italiens de l'armée de Badoglio qui étaient passés à la dissidence contre Mussolini, et les Allemands.³⁰

La Gestapo m'a demandé : « Vous avez un nommé Jean André ? J'ai répondu : oui. Dites-lui de venir et qu'il prenne ses bagages. » Et plus jamais, on a eu de nouvelles de lui.

- À quelle époque exactement êtes-vous parti pour l'Allemagne et quand êtes-vous revenu ?

M. Deltreuil : Je suis parti exactement le 11 juin 1943. J'ai vécu cinq jours et cinq nuits dans un wagon. Nous sommes arrivés en gare d'Eger [en tchèque, Cheb], le 16 juin, après être passés par Landau, Dresde, Leipzig³¹.

Et j'ai dormi dans un châlit de 70 cm de large avec Reyjal de Peyrignac. Nous sommes restés là-bas 23 mois mais nous n'y sommes pas restés ensemble. En effet, le lendemain de notre arrivée, les Allemands nous ont demandé d'établir une liste pour aller travailler dans les entreprises. Comme j'avais fait un peu plus d'études que les autres – pour leur malchance, ils étaient tous très peu allés à l'école – ils m'ont tous dit : « Tu fais la liste, tu fais la liste ». J'ai fait cette liste mais, pendant ce temps,

29. « Johan, viens ici ! ». « Johan » est un diminutif de « Johannes », forme allemande du prénom française « Jean ».

30. Le général Badoglio (1871-1956) contribua à l'avènement du fascisme en Italie et fut le héros de la campagne d'Éthiopie. Opposé à la participation de l'Italie à la guerre aux côtés de l'Allemagne, jugeant l'armée insuffisamment préparée, il est écarté de l'armée et du pouvoir. Il y revient après la chute de Mussolini et signe, le 3 septembre 1943, un armistice avec les Alliés. Après cet armistice, les Allemands considérèrent les soldats italiens comme des traîtres et les internèrent dans des camps.

31. Eger (en tchèque Cheb) se trouve à la pointe occidentale de la Bohême, à la frontière avec l'Allemagne, sur la rivière qui longe le nord-ouest de la Bohême, l'Ohře, dans une région plutôt rurale, de repos et de résidence d'été à proximité des trois grandes stations thermales de Bohême occidentale, Karlovy Vary (Karlsbad), Mariánské Lázně (Marienbad) et Františkovy Lázně (Franzensbad).

Occupée par des troupes allemandes, le 1er octobre 1938, au lendemain des accords de Munich, la ville fut intégrée le mois suivant dans les territoires sudètes allemands et donna son nom, au Regierungsbezirk le plus méridional du nouveau Reichsgau, Sudetenland, les deux autres étant celui d'Aussig (Ústí nad Labem), le plus au nord, et celui de Troppau).

Reyjal s'était un peu écarté et s'était inscrit sur une autre liste. Pour cela, nous n'avons pas travaillé ensemble. Mais je l'ai revu

- Étiez-vous dans le même train que celui où est parti M. Lescure ?

M. Deltreuil : Je le crois mais je n'en suis pas sûr. Il y avait beaucoup de monde à Périgueux, à la gare. La Gestapo, les parents qui accompagnaient. Mon père m'avait accompagné.

J'ai vécu là-bas avec Barrière (qui n'est plus là), Matthieu du Chastel (décédé également), Caillerie, Audit. Nous étions une dizaine.

- Quand avez-vous été libéré ?

M. Deltreuil : La Libération, c'est autre chose.

C'est que là-bas, nous étions dans le no man's land. Nous étions entre les lignes. Les Américains étaient déjà à Karlsbad - maintenant c'est Karlov Vary - et les Russes à 30 km d'Eger où je me trouvais. La hantise, c'étaient les Russes. À ce propos, je ne veux pas faire de polémique, ni porter un jugement politique, je dis simplement la vérité.

En 1944 [1945, en réalité], les Russes avaient déclenché une offensive à Breslau [en polonais Wrocław, aujourd'hui en Pologne] en Prusse orientale³². Les prisonniers français qui étaient en Poméranie ont fui l'avance russe, en venant vers nous en Tchécoslovaquie.³³ Ils avaient vu les troupes de choc russes, pas d'uniforme, leur foulard, et un couteau. Ils nous avaient tous dit : « Les gars, fuyez les Russes, fuyez les Russes car les troupes de choc ne regardent personne. Ils ne connaissent personne. Si vous avez une bague, ils vous couperont le doigt pour avoir la bague. » Nous avions la trouille. Les Russes étaient à 30 km du village où j'étais, Polerad [en tchèque, Polerady] à côté de Saaz [en tchèque, Zatec].³⁴

Comme pendant deux ans j'avais été chauffeur sur des tracteurs, nous sommes partis - 24 civils et 24 prisonniers français - avec un tracteur, deux remorques à quatre roues et une réserve de 400 litres de gas-oil.

32. Breslau, en polonais Wrocław, est située à l'ouest des territoires qui composaient la Prusse orientale, démembrée en 1945, et, faisait partie de la Basse-Silésie. La ville ne capitula que le 7 mai 1945, après un siège de 82 jours.

33. La Poméranie, ancienne province de Prusse, bordée par la mer Baltique, se situait au nord de la Basse-Silésie entre le Brandebourg et la Prusse Orientale, dont elle avait été séparée entre 1919 et 1938 par le couloir de Dantzig. Sa capitale, la ville portuaire de Stettin, (en polonais Szczecin), fut prise par l'armée soviétique le 26 avril 1945.

34. Saaz, aujourd'hui Zatec, était, à la veille de la guerre, dans le Sudetenland, une agglomération d'un peu plus de 16 000 habitants. Aujourd'hui encore la ville est le centre d'une des régions houblonnières tchèques. Le village de Polerad (en tchèque, Polerady), où séjournait Jean Deltreuil, se trouvait dans un secteur d'industrie minière. On y exploitait un gisement de lignite, qui était utilisé pour l'alimentation d'une centrale thermique. Il se pourrait donc que l'« entreprise de lignes électriques à haute tension » dans laquelle travaillait J. Deltreuil ait été liée à cette centrale.

Partis en direction de l'ouest pour trouver les Américains. On les a trouvés, une semaine après, à Altermau, avant Bamberg et Bayreuth.

Les Américains nous ont requis le matériel : tracteur et remorques et nous ont parqués. C'était normal. Ensuite, ils nous ont embarqués sur des camions américains. Comme toujours, je me suis trouvé responsable, choisi par les copains pour établir des listes et avoir un numéro de transport. On partait 24 par 24 dans des GMC.

J'avais le n° 340 et en bout de la file des camions. Le premier de la file est tombé en panne. Il n'a pas pu démarrer. L'ordre des camions a été décalé et nous nous sommes retrouvés avec mon groupe, répartis par 12 sur deux half-tracks.

Et ce jour-là, le Bon Dieu a été avec moi. Le camion que nous aurions dû prendre, était conduit par un soldat noir. Tous les conducteurs étaient des soldats noirs qui conduisaient à tombeau ouvert sur les routes défoncées par les bombardements, creusées d'énormes trous. Le camion où j'aurais dû me trouver, s'est renversé en bas d'une descente et a vidé tous les gars. On a passé la nuit dehors car ils nous ont fait descendre de nos half-tracks pour transporter les blessés.

Ensuite, nous sommes revenus par le train jusqu'à Longuyon. Et de Longuyon, nous avons débarqué à Brive. Les trains partaient en Allemagne, si je me souviens bien, de Bamberg. Mais on roulait à vue, un train suivant l'autre. Le retour a pris quinze jours. Longuyon, Paris et direct Brive, en un seul jour. C'est à Longuyon que j'ai rencontré Lescure et nous sommes restés ensemble. Nous avons été reçus à Brive, où un repas nous a été offert, mais nous n'avons rien mangé. Une camionnette est venue nous prendre et nous a débarqués à La Bachellerie.

Pendant ces 23 mois, j'avais été coupé du monde. Je ne savais rien de ce qui s'était passé ici. Pendant 18 mois, je n'ai pas eu de nouvelles de France. J'avais seulement pu faire passer un message par la Croix-Rouge, grâce à un copain prisonnier. Dans ce message, j'informai simplement que j'étais en bonne santé. Ma famille ne savait pas où j'étais exactement et n'aurait pas pu m'envoyer de courrier ou de colis. Nous les STO, nous étions une catégorie qui n'avions jamais existé et donc, aucune convention de Genève ne nous a protégés. Nous n'avions pas droit aux colis comme les prisonniers qui, eux, en touchaient régulièrement. Eux, avaient des cartes-lettres pour leur correspondance.

C'est grâce à la carte-lettre donnée par un prisonnier, Raymond Freymen de Saint-Lô, que j'ai pu écrire une fois à mes parents. Nous étions les bâtards de la société et nous le sommes restés. Nous n'avons jamais été reconnus, par personne. Nous, les jeunes, nous étions loin d'être volontaires. Ce qui nous a porté tort, ce sont les personnes de 40 ans, les Volontaires du Travail.

Me réhabituer à la vie civile a été difficile et long. Nous avons été coupés du monde et ça été dur de côtoyer, de fraterniser à nouveau, avec les uns et les autres. Avec le temps...

2.3 Les prisonniers de guerre allemands à La Bachellerie

Au printemps 1945, au moment où les prisonniers de guerre français amorçaient leur retour au pays, des milliers de prisonniers de guerre allemands vont arriver en France. Une circulaire interministérielle du 29 septembre 1945, adressée aux commissaires de la République [préfets] précise :

« Dès la fin de l'année, la France va se trouver à la tête d'un million, puis au printemps 1946, d'un million et demi de prisonniers allemands³⁵. Or, les travaux de reconstruction auxquels sont principalement destinés ces prisonniers peuvent difficilement être multipliés à l'heure actuelle faute de matériaux. Le problème se pose donc de les employer à des tâches différentes afin qu'ils ne restent pas oisifs dans les dépôts militaires, à la charge de l'économie française. »

Un certain nombre de prisonniers seront ainsi employés dans les exploitations agricoles pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. Le retour des prisonniers de guerre français et des requis du STO va, en effet, s'étaler sur deux ans.

Dans le secteur agricole, le sort des prisonniers de guerre allemands sera bien préférable à celui de ceux qui furent employés dans d'autres secteurs de production ou au déminage.

Selon le ministère du travail, les prisonniers constitués en commandos étaient mis à disposition des communes ou des groupements d'employeurs agricoles. Ces commandos devaient être amenés chaque matin et reconduits chaque soir au cantonnement par des gardiens titulaires d'un port d'armes. Les agriculteurs préféreront loger et nourrir « leurs prisonniers » comme des ouvriers agricoles ordinaires. Un « responsable des prisonniers » sera nommé dans chaque commune.

C'est ce qui s'est passé à La Bachellerie, où, selon les chiffres gardés en mémoire, cinq ou six prisonniers furent employés dans des familles de la commune. Bien que cette commune ait été durement éprouvée par les crimes et les exactions des forces allemandes, ces prisonniers y vécurent paisiblement, comme en témoigne Claudette Chabert, qui avait alors neuf ans environ.

2.3.1 Témoignage de Claudette Chabert

*On allait les chercher à Brantôme, un camp de prisonniers.*³⁶

35. Le nombre de prisonniers de guerre allemands est évalué aujourd'hui à 750 000 hommes, dont 440 000 furent livrés à la France par les Américains. Sur ce nombre, 250 000 ont travaillé dans les exploitations agricoles. (Source : Bernstein et Milza, 2009)

36. Le camp de Brantôme dépendait administrativement de Châteauroux (12ème région). L'effectif total des prisonniers s'éleva à 37 000 hommes. (Source : <http://assoc.orange.fr/memoiredегuerre>). À La Bachellerie, il y en avait environ six employés dans les fermes : un ou deux à la Genèbre, un ou deux chez M. Cazal, et un ou deux chez Chabert. Deux prisonniers étaient employés par la commune, et un chez le peintre, M. Chantalat.

Chez nous, nous avons eu deux prisonniers, l'un à la suite de l'autre : Otto, puis Joseph. Ils avaient environ entre 25 et 30 ans, grands et bien bâtis. Ils étaient célibataires et étaient logés chez nous comme des ouvriers agricoles. Et mangeaient à notre table. Pour ceux qui étaient employés par la commune, ils étaient logés dans une maison du centre du bourg qui avait été louée, dans ce but, par la mairie.

Tous les prisonniers allemands de la commune étaient sous la responsabilité de M. Bayle. À La Bachellerie, les prisonniers étaient libres de circuler et de se réunir entre eux le dimanche.

Chez nous, ils aidaient à tous les travaux de la ferme. Otto comprenait bien le français mais ne le parlait pas. Joseph, lui, le comprenait, parlait un peu et cherchait à apprendre. Lorsque nous faisons nos devoirs, Joseph écoutait et tentait de comprendre ce que l'on faisait.

Je me souviens d'une Messe de minuit où tous les prisonniers allemands étaient présents, amenés par M. Bayle.

Je me souviens aussi que, pour Noël, Joseph avait fabriqué un petit lit de poupée pour Simone qui avait quatre ans, un camion et une locomotive en bois pour les garçons, Pierre et Alain. Joseph, avec l'aide du prisonnier employé par M. Chantalat, avait teinté le petit lit de bois blanc et peint en bleu le camion et la locomotive, et leurs roues en rouge. Le matin de Noël au réveil, les jouets étaient dans la cheminée. Moi, qui étais grande, je les avais vus les apporter en cachette des enfants pour les confier à ma mère.

Je ne me souviens plus de la période exacte où sont partis « nos » prisonniers mais je me souviens avoir entendu dire que certains de ces prisonniers étaient repartis par leurs propres moyens, sans attendre l'ordre officiel de rapatriement.

Pour la famille Lapeyre, l'arrivée d'un prisonnier allemand représenta bien plus qu'un apport de main-d'œuvre.

2.3.2 Témoignage de la famille Lapeyre

Au début de leur arrivée, en fin d'année 1945, les prisonniers allemands travaillaient tous à l'entretien de la commune sous la surveillance de Léon Laroche, ancien prisonnier de guerre. Ils étaient logés dans une maison (actuellement rue des Martyrs) et nourris par la commune, puis ils sont repartis au camp [de Brantôme].

Au bout de plusieurs semaines, les mêmes prisonniers sont revenus mais cette fois dans des familles d'agriculteurs, et un chez un plâtrier. Ils étaient alors logés dans les familles.

Walter Busterg est arrivé à La Brauge chez M. et Mme Lapeyre. C'était un célibataire d'une trentaine d'années. Il était menuisier de profession, ce qui est d'une grande utilité dans une propriété. Il était gentil et très vaillant.

Le chef de famille Jean Lapeyre, 36 ans, prisonnier de guerre était de retour depuis le 15 mai 1945. Dans la maison, il y avait ses parents âgés, sa jeune épouse et leur petit Pierre de six ans.

Ce dernier se souvient que son père avait acheté un dictionnaire français pour aider Walter à communiquer. Les repas se prenaient à la même table et Walter avait une chambre à côté de celle du jeune couple.

Tous les prisonniers allemands ont été démobilisés en même temps en août 1948 ou 1949. Pierre se souvient que son père a accompagné Walter à Saint-Pierre-des-Jaux (Haute-Vienne), peut-être parce qu'il avait repoussé son départ, n'ayant pas terminé un ouvrage qu'il avait commencé et qu'il voulait finir.

Nous avons eu de ses nouvelles jusqu'à son mariage, avec promesse d'une visite mais la vie... et le temps qui passe...

2.4 Crimes de guerre

De nombreux travaux d'historiens ont été publiés sur la Résistance et la Milice en Dordogne, sur le sort réservé aux Juifs réfugiés dans le département par les autorités d'occupation assistées du gouvernement de Vichy, et sur les exactions et les crimes commis en 1944 par la Division Brehmer et la Division Das Reich.

Le nom de La Bachellerie et les témoignages de ses habitants sont cités à plusieurs reprises dans les ouvrages concernant le Terrassonnais.

Une journée de mars 1944 a eu lieu la rafle des Juifs réfugiés à La Bachellerie. Ce 30 mars était resté, en partie, enfoui dans les mémoires. Une femme et un livre ont été à l'origine du travail accompli pour en faire revivre le souvenir.

L'évocation de ces familles juives par Marguerite Lagorce, la boulangère du village, engagée aux côtés de la Résistance, ont ranimé cette mémoire.

Un livre, publié en 2003, celui que Bernard Reviriego, conservateur des Archives départementales de Dordogne a consacré à l'histoire des Juifs du département entre 1936 et 1944, a permis de retrouver les traces des disparus et des rescapés.³⁷

Plus récemment, Martial Faucon, dans Les Enfants martyrs de La Bachellerie, a retracé, outre les différentes étapes de la guerre et de la Résistance en Terrassonnais, ce que fut cette journée, grâce aux récits recueillis par Arlette Moreillon.³⁸

Le 18 mai 2008, une stèle a été inaugurée en mémoire des 33 femmes et enfants, en tout quatorze familles, réfugiés à La Bachellerie depuis 1939, arrêtés le 30 mars

37. Cf. (Reviriego, 2003). Il s'agit d'une recherche extrêmement rigoureuse et méthodique, qui s'appuie sur une documentation inédite et a recours en permanence aux témoignages d'époque, sans jamais oublier l'aspect humain. Le livre, reconnu par Serge Klarsfeld comme une « œuvre importante et exemplaire », est aussi un mémorial : sa dernière partie comporte près de 1700 notices biographiques.

38. Martial Faucon, en coopération avec la municipalité de la commune, Les Enfants martyrs de La Bachellerie. Mémoria édition(2009).

1944, et déportés à Auschwitz, le 13 avril 1944, par le convoi n° 71. Cinq personnes seulement en sont revenues.

Rappel des faits par Bernard Reviriego, dans son discours, lors de la cérémonie :

« La plupart de ces familles étaient originaires de Pologne, ou encore de Roumanie, puis elles s'étaient établies à Strasbourg, ou à Colmar, où des enfants étaient nés. A partir de septembre 1939, la Dordogne devient le lieu de repli de la population de Strasbourg, riche d'une communauté israélite qui trouvera ici une terre d'accueil et des gens hospitaliers et même, dans les pires moments, des sauveteurs. Mais les forces d'extermination qui les rattrapent au mois de mars 1944 sont à l'œuvre depuis longtemps et la grande majorité des communautés juives a été déjà décimée dans les camps de mise à mort d'Auschwitz, de Maidanek, de Treblinka, de Sobibor, ou bien dans les forêts et villages d'Ukraine, de Pologne, de Lituanie ou de Biélorussie.

Du 24 mars au 3 avril 1944, une division de la Wehrmacht, commandée par le général Walter Brehmer, est spécialement constituée à Paris pour être envoyée en Dordogne avec un objectif répressif : frapper les mouvements de la Résistance, terroriser ses soutiens dans la population, mais aussi, et c'est une dimension essentielle longtemps méconnue, traquer, fusiller, déporter les Juifs.

La division Brehmer est, en effet, responsable, en 10 jours, de la déportation ou de l'exécution en Dordogne, d'environ 390 Juifs, et ce nombre prouve que cette opération, qui constitue l'une des grandes actions militaires lancées en France contre la Résistance entre février et avril 1944, présente une particularité : l'idéologie nazie, pour qui la destruction des Juifs d'Europe était plus importante que les objectifs militaires, alors même que le sort de la guerre est joué, y tient un rôle prépondérant.

Le 30 mars au matin, un détachement composé de 300 à 400 hommes est envoyé à la Bachellerie. Il est assisté par des éléments de la Gestapo de Périgueux, en possession de listes établies en concertation avec la Milice : communistes ou supposés tels, ressortissants anglais, personnes soupçonnées d'aider le maquis et, enfin, les Juifs.

À l'issue des opérations de Police et de la sélection qui en résulte, 14 hommes, dont 10 Juifs sont arrêtés et fusillés. Leurs noms figurent sur la stèle de la Genèbre. Les autres membres de la famille, c'est-à-dire les femmes et leurs enfants, soit 33 personnes que nous commémorons aujourd'hui, sont transférés au 34ème régiment d'artillerie de Périgueux.

Après quelques jours, ces victimes sont envoyées à Drancy, puis au camp d'Auschwitz, par le convoi n° 71 du 13 avril 1944. Il y avait 17 enfants parmi eux, pour un voyage sans retour. Et pour les survivants et leurs familles, un deuil impossible, une obligation de mémoire mais aussi la conscience que, comme l'a écrit un auteur, la mémoire ne nous sauve pas de la mémoire, mais l'oubli nous tue. »

Sur cette journée et sur la fin de la guerre, quelques témoignages, recueillis par

Arlette Moreillon, ne figurent pas dans le livre de Martial Faucon. Ces témoignages, livrés difficilement comme ceux déjà publiés, permettent de percevoir les sentiments d'enfants natifs de La Bachellerie, témoins directs ou indirects des événements.

Simone Lafarge-Caillet, alors âgée de treize ans, fut un des enfants natifs de La Bachellerie, dont la vie a été bouleversée par ce jour tragique du 30 mars 1944.

Un témoignage sur une tragédie familiale et locale est très difficile et pénible.

Je vais essayer d'être fidèle aux souvenirs de notre grand-père, René Lafarge, et de Jean, son fils, garagistes à La Bachellerie, connus pour leur travail très sérieux et l'esprit de service (Ils avaient réparé des voitures du maquis). Grands collectionneurs d'armes, ils les avaient laissées en présentation dans le garage.³⁹

Ma grand-mère m'a dit que, dans la matinée du 30 mars, les Allemands sont venus au garage chercher mon grand-père. Jean, très attaché à son père, n'a pas voulu le laisser aller seul. Il a tenu à l'accompagner.

D'autres Allemands ont demandé à notre grand-mère et à sa mère de 82 ans de partir après avoir pris ce qu'elles voulaient emporter. Affolées, elles n'ont emporté que deux paires de chaussettes ! Puis elles ont pris la route de Thenon (8 km). Elles apercevaient les fumées du garage au loin. Mon père, dès son arrivée a compris. Il a pleuré trois jours durant.

Les familles surveillaient le passage des camions ouverts, chargés d'hommes, en direction de Périgueux, en espérant reconnaître les leurs. Plus tard, nous avons été avertis que nos pauvres hommes, avec huit autres, avaient été fusillés au lieu-dit « La Genèbre », le 30 mars 1944 au soir.

La sépulture a eu lieu, je crois, huit jours après. Ma grand-mère, papa et moi avons été autorisés à y participer. Seulement trois membres de chaque famille pouvaient se rendre à la sépulture. Je me revois dans l'église de La Bachellerie pour une messe. Ensuite, les cercueils ont été transportés par une charrette jusqu'au cimetière.

J'avais 13 ans. C'était bien dur, mais j'étais consciente d'une certaine responsabilité vis-à-vis d'eux.

Dès que nous en avons eu l'autorisation, nous sommes allés voir les décombres de la maison et du garage. J'ai trouvé sur un muret une boîte calcinée. A l'intérieur, des plis de ce qui devait être des billets de banque que j'ai brisés, sans le savoir, avec la seule pression du doigt.

Je me souviens qu'avant cette tragédie nous allions près du Cern apprendre à pêcher les gardons avec ce cher grand-père, et l'écouter jouer du violon. J'ajoute que notre père, Georges Lafarge a échappé par miracle au même sort.

39. Par ordre des autorités d'occupation, les armes à feu, les armes blanches, ainsi que les postes de radio, devaient être remis à la mairie, sous peine de lourdes condamnations pouvant aller jusqu'à la peine de mort. La présence d'armes, même de collection, « laissées en présentation dans le garage » aggrava le cas de René Lafarge, déjà accusé de soutenir la Résistance.

Simone Michel, fille des propriétaires de l'hôtel Michel, a gardé en mémoire depuis ses neuf ans, deux faits.

René Laugénie, qui avait appris en captivité, les rudiments de la langue de Goethe, a permis à plusieurs reprises de faire l'intermédiaire entre les Allemands et les habitants. À l'hôtel Michel, il a pu faire admettre aux autorités allemandes que les gens qui étaient présents, étaient des pensionnaires de passage. [Il s'agit de la famille Wachtel qui a ensuite été cachée chez Ninette Dufour et a passé la nuit du 30 au 31 dans la salle des corbillards. Cette famille fait partie des rares rescapés de la rafle].

Il a également obtenu que les soldats quittent l'hôtel et arrêtent leurs beuveries à minuit ! Sinon, ils étaient là toutes les nuits.

Tout ce bruit, ce vacarme, ce danger incessant que je sentais et qui planait sans cesse autour de nous me terrorisait. ».

Claudette Chabert, habitant loin du centre du bourg, ne pouvait, à huit ans, que percevoir sans comprendre car rien ne pouvait être dit, le drame survenu.

Ce jour-là, nous étions avec mon frère Dédé et ma sœur Nanou, sur le Causse à garder les bêtes. Et, de là, nous avons vu tout à coup des maisons qui brûlaient à la Bachellerie, à Saint-Rabier ainsi que le château de Rastignac. Nous nous demandions ce qui arrivait. Nos parents sont montés nous chercher pour que nous rentrions immédiatement à la maison. Je me souviens que nous étions plus étonnés qu'effrayés, ne comprenant pas ce qui arrivait.

Le lendemain, nous entendions les adultes parler entre eux de ce qui était arrivé à La Bachellerie. Ils en parlaient à mots couverts.

À l'école, je me souviens bien de Monique Netter et de son frère qui étaient, avec moi, dans la classe de Mme Lidove. Et après la rafle, je ne les ai plus vus. Je ne me souviens pas que l'institutrice ait dit un mot sur leur absence. Pour moi, il m'a semblé qu'un silence immense s'était abattu sur le village après la disparition de tous ces gens.

Environ deux ans plus tard, dans la classe de M. Périlhous, dès que nous travaillions mal, les noms de « ses » élèves disparus nous étaient cités en exemple. Ils étaient tous de très bons élèves. Ils n'avaient pas pu être inscrits au tableau d'honneur accroché au mur, à côté de son bureau, mais ils étaient gravés au tableau d'honneur de sa mémoire. Les noms de ces élèves, c'était sa litanie, les jours de colère. Une manière à lui, d'honorer le souvenir de ces enfants.

Quant aux journées de la fin de la guerre, elles demeureront inscrites « comme si c'était hier » dans la mémoire de Lucien Lasserre, alors âgé de huit ans.

Ma grand-mère vivait au fond du bourg. Sous la maison de M. et Mme Osmond, il y avait une grotte d'où l'on apercevait la nationale 89 et le plateau de Muguet au-dessus de la voie ferrée.

Avec des jumelles, j'ai vu le défilé incessant des Allemands en fuite. Les soldats sur des vélos étaient attachés les uns aux autres à l'arrière des camions formant une chenille sur deux rangs, l'une à droite, l'autre à gauche. Les Allemands tiraient sur tout ce qui bougeait.

Nous habitions une petite maison sur la 89, celle-ci n'existe plus, mais elle était située à côté du garage des Lafarge, brûlé le 30 mars. Je peux dire que je n'ai jamais eu peur.

Pas loin de là, se trouvait un couple d'Alsaciens, Hospitalaire [transcription phonétique] et sa femme. Je le vois encore avec sa musette sur le dos. Il paraît qu'il allait à Brive à pied. On disait de lui qu'il laissait des messages aux Allemands par un jeu de pots de fleurs sur les fenêtres ! Il est tombé sous les balles des maquisards à la fin de la guerre.

Kemper, aventurier allemand, ancien soldat de la Légion étrangère, a lui aussi largement facilité l'œuvre de répression. Il est amené une fin d'après-midi à Fonbouillant par deux maquisards qui le laissent sur place agonisant.

La Nationale 89, toute proche était un feu incessant de tirs.

C'est plus tard que M. Périllhou, l'instituteur de La Bachellerie, va chercher Kimper en brouette et le ramène chez lui. Se sachant condamné et vivant maritalement, il demande au prêtre de les marier. Le 10 mars, il expie ses crimes sous les balles justicières du maquis. Sa femme a subi le même sort.

Leurs trois petites filles ont été accueillies pendant quelques jours à l'hôtel-restaurant Michel. (Ce que sont devenues ces petites filles, le village l'ignore.)

De la fin de cette guerre, Michèle Faure petite fille de Mme Auphèle s'en souvient comme d'une attente perpétuelle. Celle du retour de son père.

En 1940, son père M. Faure et M. Edmond Michelet sont les premiers sur Brive à créer un groupe de résistants auquel leurs épouses participent activement. Tous deux sont arrêtés en janvier ⁴⁰et déportés en 1943.

Dès l'arrestation de Monsieur Faure, Michèle et son petit frère vont chez leur grand-mère à La Bachellerie où est accueillie également sa nièce Constance Bonhomme.

À la rentrée scolaire 1943, Michèle entre à l'école installée alors dans l'ancienne salle des fêtes au fond du bourg. Elle se souvient parfaitement de l'épisode dramatique de l'instituteur alsacien M. « Cor » (cf. 1.2).

Dans l'attente de son père, chaque occasion marquante était une attention mise de côté pour le retour tant espéré. Préparant sa communion solennelle en mai 1945, elle dit à sa mère : « si papa n'est pas là, nous ne ferons pas de fête ». Ainsi fut décidé. Aucun préparatif.

Quelques jours avant la cérémonie, la nouvelle est tombée : « Il est libéré ! » Joie

40. Très exactement en février 1943 selon la biographie d'Edmond Michelet consultable sur la Base de données historique de l'Assemblée nationale.

immense des retrouvailles malgré la mémoire des épreuves traversées et l'inquiétude de ses proches au vu de son état de santé.

Deuxième partie

La Bachelierie, années de paix

Chapitre 3

La transformation du bourg et des villages

L'eau, l'électricité, le téléphone, la poste, les moyens de transport sont les facteurs les plus importants des transformations de la commune, comme dans d'autres régions françaises.

Elles ont débuté pour La Bachellerie dès la fin du XIX^e siècle avec l'arrivée de l'eau dans le bourg, mais les transformations importantes s'amorcent dans les années 1950, grâce au dynamisme des maires successifs, aux subventions de l'Etat, aux aides financières du Conseil général ou à la création des communautés de communes¹.

Auparavant, la vie dans la commune s'organisait sans automobiles ni supermarchés. Il n'était pas nécessaire, alors, de se rendre à Terrasson pour consulter le percepteur, ni au Lardin pour déposer plainte. Perception et gendarmerie étaient sur place. On reconnaissait son chemin sans panneaux indicateurs, ni noms de rue.

Et, certains s'en souviennent, les journées se déroulaient, sans électricité, sans eau « sur l'évier », sans téléphone et sans ordinateur. Tous les trajets ordinaires se faisaient à pied, un ordinaire s'étendant souvent bien au-delà des confins du domaine de la commune.

Toutes les transformations de la commune n'ont pas seulement influé sur la vie de ses habitants mais aussi sur le métier de ses maires.

3.1 Mener l'eau à La Bachellerie

Lente et longue aventure, puisqu'elle commence pour le bourg en 1888 et se termine pour l'ensemble de la commune en 1976. Elle nécessitera générosité et ténacité. Avant

1. Les communautés de communes ont été créées par les articles 71 et suivants de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, afin d'exercer en lieu et place des communes membres un certain nombre de compétences définies par la loi et par leur statut. C'est donc une forme souple de coopération locale (à compléter par Martine)

le confort de la pompe ou du robinet, chacun allait, pour ceux qui ne possédaient pas de puits, puiser l'eau à la source.

3.1.1 Chaque village avait ses sources, chaque source ses qualités

À la Font-Bouillant, la source avait un débit au mois d'août de 32 litres/seconde. (cf. témoignage de M. Deltreuil). Son nom provient du bouillonnement de l'eau surgissant de terre. Encore aujourd'hui, des résurgences de la source, dans l'étang de M. Dupuy, (au pont des Joncs) font des bulles en permanence.

Autrefois, la source alimentait un lavoir où les femmes allaient, l'hiver, laver la laine de mouton, car l'eau y était moins froide qu'ailleurs.

L'Ozelou était une source, en bordure du Cern, près du Pont des Joncs, qui coulait en abondance et ne tarissait jamais. Elle inondait le chemin lors de fortes pluies. Elle avait été captée par un simple tuyau qui traversait le chemin jusqu'au pré d'en face, ce qui simplifiait la récupération de son eau.

Caquetrue, au bord du chemin sur la route de La Lande, près de la propriété de M. Laugénie, était très fréquentée et très appréciée l'été car elle était très fraîche. Elle est aujourd'hui, polluée et condamnée.

Au lieu-dit Madeleine, ancien village dépendant de La Bachellerie, devenu hameau, une source ne tarit jamais. Victor Grand écrit dans ses Annales du Terrassonnais, qu'au milieu de ce village existait une fontaine remarquable et que l'on y voyait encore les vestiges d'un cimetière.

Non loin de cette source, une chapelle avait été dédiée à Sainte Madeleine (Archives du Périgord, P. Carles).

Sainte Madeleine, fêtée le 22 juillet, était invoquée comme la pécheresse qui demanda pardon à Jésus, en pleurant. « À la Sainte Madeleine, il pleut souvent car elle a vu son maître en pleurant » et « Sainte Madeleine, pluie amène ».

En temps de grande sécheresse, on se rendait en procession à la chapelle, puis après sa ruine, à la fontaine, pour demander la pluie. Ce qui ne manquait jamais d'arriver, foi des Anciens.

Souvenir de cette procession, une croix existe toujours sur l'ancien emplacement public de la fontaine. Refaite en 1965, elle appartient désormais au domaine privé d'une maison attenante (source D. Sourny).

Sur la route des Farges, en partant de La Brauge, à 100 mètres du carrefour, coule la source de la Mazelle où les gens viennent encore quérir de l'eau. À La Brauge, même, existe toujours une source et son lavoir.

Près de Laularie, une source alimentait trois fontaines et un lavoir.

Sous les Monteyx, deux sources, l'une bâtie dans le talus, l'autre, en bordure de la route.

À Fonvielle, à trente mètres de la route, belle source captée, bâtie en demi-lune.

À Charnaillas, la source existe toujours mais le lavoir est désaffecté.

Au Chastel, trois sources se déversent dans un réservoir au sud des Rocs (chemin des Baudaines) mais le lavoir qu'il alimentait n'existe plus.

À Synzelas, la source s'est perdue et son lavoir a disparu.

Une source et un lavoir existaient autrefois à Pater-Noster.

Et sur le chemin qui rejoint le hameau de Mirabel à la ferme de La Faurie une source alimentait un lavoir.

Dans les bois du domaine privé de Rastignac, au fond d'un vallon coulaient neuf sources dont beaucoup se sont perdues. Non loin de « neuf-fonts », une statue de la vierge, adossée à un grand rocher a été honorée par des processions jusqu'en 1914. Les promeneurs toujours libres d'accéder à ces bois continuent de fleurir la statue.

Si pour certains la source demeure objet de culte, elle est pour d'autres, symbole de la vie agreste :

L'oudou forto dous boueis, no tourtre que roucounou
Lou cop de talou d'un lebrau
Et lou terme pialat que trauco la roucailho
Plantat de magreis genébriés
L'aïgo claro, las founts giclant de dins la solo
De lo blassuro d'un rouchié

L'odeur forte des bois, une tourterelle qui roucoule,
le coup de talon d'un levraut...
Et le coteau pelé que perce le rocher
Planté de maigres genévriers
L'eau claire, les fontaines jaillissant de la terre
De la blessure d'un rocher...

(Paul Grelière. La Dordogne, ancien Périgord – Périgueux, Ed. Imprimerie Joucla, af. 2e guerre mondiale)

Reste en mémoire, très loin de l'évocation poétique, un travail pénible et répétitif : aller puiser l'eau puis la transporter.

3.1.2 L'eau potable, il fallait aller la chercher

Henriette avait 10 ans en 1951, et sur ses épaules reposait toute la maisonnée. Sa mère est hospitalisée depuis 1960, le travail et la corvée d'eau elle connaît !

La ferme de M. et Mme Colin, dans le creux du Vallon, lui permettait parfois de s'approvisionner au puit***. C'était moins loin, mais que d'embûches pour y accéder. Mémoire d'Henriette Laroche.

bourg qui ne possédaient pas de puits personnel.

Dans les années 1870,

« L'horaire des gens de La Bachellerie était réglé comme suit : on se levait à quatre ou cinq heures, on allait à son jardin ou à la fontaine qui était située à 500 mètres du bourg, on y voyait une théorie de gens portant leurs seaux ou leurs cruches sur une épaule, à l'aide d'un bâton, pourvu à chaque bout d'une encoche pour recevoir le « chambalou » (l'anse) du récipient. »

Voyage à La Bachellerie - Livre de la famille Tanet.

À cette époque-là, les habitants du bourg s'approvisionnaient en eau à l'emplacement de l'actuel square Eugène Raymond. Il s'agissait du premier captage de l'eau de la Fontaine Bachelière. Des traces de ce captage ont été découvertes lors de travaux chez la famille Chabert. C'est à cet endroit que s'allumait tous les ans le feu de la Saint Jean.

Non loin, existe toujours le lavoir, créé après le second captage, en 1888.



PHOTO 3.2 – Vue du lavoir de la Font bachelière en 2021

Un beau bâti en pierre recouvert d'ardoises soutenues par des poutres apparentes. La source captée jaillit en abondance, été comme hiver, dans le bac carré qui alimente le lavoir qui peut accueillir environ une huitaine de lavandières.

Agenouillées dans le gare-genoux « la banche » fait de planches, rembourré de paille ou d'un coussin, les lavandières mouillent le linge sale, le savonnent, le brossent, le rincent rapidement puis elles se relèvent et l'emportent une fois dégrassé, pour le faire bouillir, chez elle, dans une lessiveuse.

provenance d'Azerat qui est venue troubler le déroulement de la cérémonie. Les habitants de La Bachellerie aux cris de « Vive la République » couvrent la voix des manifestants, preuve de leur attachement au régime mis en place après l'abdication de Napoléon III. (d'après l'Avenir de la Dordogne du 30 avril 1888).

Une fois le linge bouilli, elles reviennent au lavoir, s'agenouiller à nouveau, pour le grand rinçage, dans l'eau claire. Elles y plongent les pièces de linge. Leurs mains semblent les abandonner au courant, pour les rattraper, gorgées d'eau, les tordre, les replier et les battre. Elles frappent le linge à l'aide d'un battoir sur un rebord de pierre incliné vers l'eau où se dispersent les traces de lessive, le plongent à nouveau. Elles l'essorent enfin en le tordant.

Seuls, le gros savon, la brosse et le battoir sont utilisés. Et la force des bras. En particulier, pour l'essorage des draps de grosse toile et le transport de la lessive ou de « la bugeade » comme disaient les femmes.

Un autre lavoir existait en bas du bourg au lieu-dit « Le Bassin » en bordure du Cern, en entrant dans le village par la N. 89. Dans ce lavoir, les femmes utilisaient quelquefois des planches à laver.

Les lavoirs étaient des lieux de rencontre.

Au « Bassin » les femmes parlaient ou plaisantaient d'autant plus qu'elles savaient la route pentue vers le haut du bourg et la brouette lourde à pousser, alourdie par le linge mouillé.

Les premières machines à laver ne sont arrivées à La Bachellerie qu'à la fin des années cinquante.

En montant dans le bourg, à l'angle de la route appelée la petite rivière (où est construite l'HLM du stade) se trouvait un grand abreuvoir en pierre taillée.

Les vaches limousines qui appartenaient aux propriétaires du secteur (Famille Deltreuil, Chanteloube...) venaient chaque matin et chaque soir s'y désaltérer.

Elles envahissaient la route de leur pas tranquille, connaissant leur parcours. Cérémonial bien rodé, il n'y avait pas besoin de beaucoup de monde pour diriger le troupeau. Une personne à l'avant, une autre à l'arrière, chacune munie d'un bâton qui servait plus de canne que de trique. Un chien, fort de sa mission, surveillait les opérations. Attention aux espiègles qui auraient eu envie de quelques fantaisies. Il était là pour redresser la situation.

Les voitures, encore rares, n'avaient pas la priorité et devaient attendre le passage du cortège.

Bien avant la disparition de l'abreuvoir, le lavoir ne servait déjà plus. Comblés de terre, seuls affleuraient les anciens rebords de pierre.

Il faudra attendre les années soixante pour que l'eau atteigne chaque foyer du bourg. Auparavant dans les années cinquante, seules quatre bornes-fontaines apportaient du confort aux ménagères. En fonte rouge, une pression sur le gros bouton jaune et l'eau arrivait directement dans le seau. Leur emplacement : à l'angle de la rue des Combes (maison Alonier), en bas de la rue des Fours, rue de la République entre les deux maisons Deltreuil et rue Jean Faucher face au foyer municipal.

« Mon premier travail, l'approvisionnement en eau »

Monsieur Deltreuil, ancien maire de la Bachellerie décrit les difficultés à surmonter pour mener à bien cette opération.

C'est moi, en tant que maire qui ai fait mener l'eau à la Bachellerie. J'étais conseiller municipal en 1953 sur la liste de M. Tocah qui habitait au Bassin.

Pour ce qui est de l'eau, le Conseil général, M. Tocah étant maire et moi, conseiller, avait capté la source de la Font-Bouillant. [Source choisie après étude pour son débit très important et constant]. Ensuite, le syndicat d'adduction d'eau devait partir de la Font-Bouillant puisque la prise d'eau et la station de pompage se trouvaient là.

Le maire, M. Tocah, un brave homme, un saint homme mais qui commençait à être sur le déclin, a refusé une première subvention de 5 millions de francs pour construire un château d'eau sur le Causse, en disant qu'il attendrait d'avoir tout l'argent nécessaire pour l'opération. Il a tellement tenu le syndicat en haleine, que le syndicat a abandonné le projet et a préféré subventionner l'adduction d'eau à Coly. Et le captage d'eau de la Font-Bouillant n'a rien donné. Il est là-bas, enterré et il a dû servir, une fois seulement, lorsque Coly a manqué d'eau.

Quand j'ai été élu maire en 1959, mon premier travail a été l'approvisionnement en eau. Seulement, il se posait un problème. La Bachellerie se trouvait isolée. Elle n'avait pas adhéré au syndicat d'adduction d'eau, au contraire des autres communes : Peyrignac, Saint-Rabier, Châtre.

Pour rattraper le coche, ils étaient en train de chercher sur le bord de la nationale 89 où faire une station de pompage en relation avec Saint-Rabier. Saint-Rabier devant être servi bien avant la Bachellerie, puisque le maire de Saint-Rabier, M. Mandral, voyant que M. Tocah tergiversait, lui avait dit : « je t'abandonne » ! Et il avait adhéré au syndicat. La Bachellerie était ignorée.

J'ai fait alors une proposition au syndicat : « Moi, je vous donne un terrain, tous frais payés, à condition que les travaux marchent de pair avec ceux de Saint-Rabier. Et ça a marché.

Et, où est la station de pompage ? Je vais vous le dire. J'étais propriétaire de 7 ares, que mon grand-père avait gardés pour faire le jardin de la maison où l'on est. Le syndicat ne pouvait en accepter le don, alors je l'ai vendu pour 1 franc symbolique. Et la Bachellerie a eu l'eau un peu avant Saint-Rabier. Les gens l'ignorent. Mais c'est ce qui s'est passé, je le jure sur la tête de mes deux petits-fils. »

En 1976, le réseau d'approvisionnement en eau de l'ensemble de la commune était terminé.

En 2020, la commune était toujours alimentée en eau, comme quatorze autres communes, par le syndicat d'adduction d'eau potable (SIAEP) de la région de Condat. L'alimentation de ce syndicat était faite par la source d'Aigueperse pour la commune

d'Auriac du Périgord et par deux forages situés à Condat-sur-Vézère qui permettaient de distribuer l'eau sur l'ensemble des autres communes.

Au début des années 1990, le SIAEP, au vu de l'augmentation de la consommation, a souhaité diversifier son approvisionnement en eau. Après de nombreuses études, les géologues ont conclu que le site le plus favorable se trouvait dans le vallon entre Charnaillas et les Farges.

Le forage de Charnaillas d'une profondeur de 300 mètres donne une production de 80 m³/h d'eau potable. Pour répondre aux normes de qualité de l'eau en particulier au niveau turbidité, il a été nécessaire de construire une unité d'ultra-filtration par membrane, technologie de filtration ultra-moderne et l'une des premières installée en France sur eau potable. Elle permet une épuration parfaite sans aucune utilisation de produit chimique.

Ce forage a été définitivement mis en service en 2006. Il alimente sept communes du syndicat et sécurise son alimentation en eau potable. (Renseignements sur ce forage fournis par le maire de Condat-sur-Vézère)

3.2 Réseaux électriques et électroniques

3.2.1 Des vaches électriques ?

En 1914, l'électricité était déjà à La Bachellerie. Les gens possédaient une lampe par maison, dans la cuisine. Il n'y avait pas de compteur, ils payaient au forfait.

Un petit transformateur était installé face au Monument aux morts³. A côté du Monument aux morts, depuis 2006, une autre stèle s'élève à la mémoire des femmes et des enfants juifs, arrêtés le 30 mars 1944, puis déportés à Auschwitz..

À l'installation du transformateur, lorsque les vaches passaient devant pour aller à l'abreuvoir matin et soir, elles étaient prises d'une sorte de danse de Saint-Guy car le transformateur n'avait pas de prise de terre et leurs sabots ferrés devenaient conducteurs d'électricité. Elles se sont d'elles-mêmes vite éloignées de cet endroit et ont modifié leur trajet rituel. En 1940, les poteaux qui étaient en bois, ont été remplacés par de la ferraille. L'électricité n'existait que dans le bourg⁴. Ce n'est qu'en 1946, que l'électricité a atteint les villages.

En 1936, la sonnerie électrique des cloches avait été installée par le curé, le Père Noailles, à la suite du résultat d'une kermesse qui avait rapporté 30 000 francs.

3. Le Monument aux morts est situé sur la place « Gouverneur général Cournarie », anciennement appelé place du Coderc. Ce monument aux morts est en granit de Bretagne acheté aux « Marbriers de Paris », le coq est en pierre. Le projet du monument a été voté par le Conseil municipal en février 1920 et exécuté en juillet 1922. (Voir annexe 2)

4. Les travaux d'électrification du bourg avaient coûté 1 108 500 francs dans les années trente. Ils ont duré deux ans de septembre 1930 à février 1932 (selon le procès-verbal des travaux d'exécution signé par M. Michel, maire de La Bachellerie et sénateur de la Dordogne, M. Vaux chargé des travaux et de l'exécution des travaux accompagné de M. Dayre, ingénieur du Génie rural).

Cette kermesse avait été organisée par Mme Labadie, grand-mère de Ninette Dufour. Mme Labadie faisait le catéchisme aux enfants de la paroisse et montait des pièces de théâtre. La sonnerie des cloches avait été installée par l'électricien, M. Georges Lustrissy.

L'installation de l'électricité, a été achevée, en 1947, soit une trentaine d'années avant l'alimentation en eau de la commune.

3.2.2 De fixes en portables

En 1925, à la Bachellerie, seules trois lignes téléphoniques étaient installées. Le n° 1 était celui d'un particulier Malley Guy, le n° 2 était celui de la gendarmerie et le troisième, celui de l'hôtel de La Mule Blanche (voir 5.7.2, page 105). L'annuaire officiel de cette année-là : « Réseaux téléphoniques des départements des régions de l'Ouest et du Sud-ouest » ne comportait que 1020 pages dont 20 pages pour le département de la Dordogne.

Une jeune femme qui travaillait à la Poste pendant la période soixante-soixante-dix précise que :

Dans les années soixante, les abonnés sont à peine une trentaine pour la commune de La Bachellerie. Vouloir obtenir une communication pour Brive à 40 km ou pour Azerat à 2 km pouvait être un vrai parcours du combattant. « Le 22 à Asnières » était à peine exagéré puisque deux, voire trois opératrices pouvaient intervenir.

Pour l'étranger, les demandes d'appel étaient centralisées à Paris. Une indication d'attente de 2 à 3 heures ou même d'une journée pouvait être requise. Il était à cette époque plus facile d'atteindre les États-Unis que certaines régions d'Espagne ou d'Italie. Mémoire de Marie-Lise Dubois.

En 2012, 731 pages blanches et 650 pages jaunes composaient l'annuaire départemental. Si l'on suppose qu'un foyer possédait alors au minimum une ligne téléphonique fixe, un téléphone portable et souvent un accès à Internet, il est facile d'évaluer l'ampleur de l'évolution.

3.3 Les routes : d'une Nationale à une autoroute

La Bachellerie est située en bordure de la Nationale 89, à proximité de la sortie n° 17 de l'autoroute A 89.

La N89 de Bordeaux à Lyon, par Périgueux, Tulle et Clermont-Ferrand qui traverse en son milieu le Massif central a été le trait d'union entre l'Europe et le Midi aquitain, la route des trois A (Alpes, Auvergne, Aquitaine).

Au long de cette nationale, demeurent des traces de l'ancienne voie romaine de Bordeaux à Lyon. (D'après Paul Grelière. La Dordogne, ancien Périgord – Périgueux, Ed. Imprimerie Joucla, af. 2e guerre mondiale)

La Nationale 89⁵ avait mis fin à la mauvaise réputation de la région en matière de transport. Le Conventionnel Vergniaud pouvait dire : « Je ne crois pas que les chemins de l'enfer puissent être plus mauvais que les routes du Périgord. »

En 1854, l'état des routes s'était amélioré mais leur entretien était encore confié aux particuliers.

Cette situation a perduré longtemps. La photographie ci-dessous montre une vue de la route allant de La Bachellerie à Montignac en 1953, dont on voit bien qu'elle n'est pas goudronnée.



PHOTO 3.3 – Vue des Fraux en 1953. On voit que la route vers Montignac n'est pas encore goudronnée (source : Mme Siaussac)

À La Bachellerie, le conseil municipal avait instauré un « rôle de prestation » à exécuter pour les travaux de réfections des routes, selon ordre du préfet. Exemple d'« avis gratis » d'entretien vicinal adressé aux particuliers.

Sur un rôle de prestation voté par le conseil municipal, et rendu exécutoire par le Préfet, vous êtes compris pour 6 journées d'homme, journées d'âne, journées de cheval d'attelage de luxe, journées de paires de bœufs, vaches ou veaux, journées de cheval et mulet de selle, de somme ou de trait, journées de voiture, charrette etc., journées de voiture de luxe. Vous avez déclaré vouloir acquitter votre taxe en nature.

5. La route nationale Bordeaux-Lyon fut tracée sur les plans de Perronet, directeur général des Ponts et Chaussées, d'après les études de Prémontier. Elle fut ouverte en 1770, au pied des Roches de Malemort à trois kilomètres de Brive. En 1789, cette route n'arrivait encore qu'à Terrasson, elle était, du reste, destinée à suivre et à rectifier sur la majeure partie de son parcours dans notre province, l'antique voie romaine qui, depuis seize cents ans, était la communication la plus directe entre Paris et le bas Limousin. Le travail de Prémontier fut repris en 1822 et achevé entre Terrasson et Périgueux grâce aux démarches du Duc de Doudaerville et du Marquis de Rastignac. Annales du Terrassonnais p. 23.

Vous êtes prévenu que les travaux s'ouvriront le 13 juillet 1855 ; vous êtes en conséquence requis de faire ou de faire faire pour votre compte, sur le chemin de Montignac à la Bachellerie n° 1, 6 journées d'homme, journées d'âne, journées de cheval d'attelage de luxe, journées de paires de bœufs, vaches ou veaux, journées de cheval et mulet de selle, de somme ou de trait, journées de voiture, charrette etc., journées de voiture de luxe.

Les ouvriers devront être rendus sur les travaux à 5 heures du matin, le jour sus-indiqué et jours suivants, s'il y a lieu, munis de pelles, pioches et autres instruments nécessaires aux travaux.

Faute par vous d'obtempérer à la présente réquisition, votre cote sera de droit exigible en argent.

Vous devez porter au lieu des travaux la présente réquisition, que vous ferez quittance au dos, à la fin de chaque journée, par le fonctionnaire chargé de la surveillance des travaux.

L'ouverture du tronçon d'autoroute Saint Laurent sur Manoire - La Bachellerie a eu lieu le 9 janvier 2004. Il fluidifie la circulation entre Bordeaux et Lyon, en allégeant le trafic de la nationale.

Toutes les infrastructures autoroutières (péages, centre d'entretien, gendarmerie, logements de fonction du personnel ASF et des gendarmes soit 23 logements) sont implantées sur le territoire de la commune.

Tout à la fois, renouveau et développement sans précédent pour La Bachellerie, avec un apport de population conséquent (une centaine de personnes) et quarante-cinq emplois créés sur le site autoroutier, c'est également, un début de désenclavement et un gage de développement futur de son bassin d'emploi.

3.4 Institutions communales et services essentiels

3.4.1 De la poste à l'agence postale

Mémoires de M. Deltreuil, Mme Lapeyre, M. et Mme Roubinet, Mme Marie Lyse Dubois, Autrefois, la poste de La Bachellerie dépendait de la poste centrale de Hautefort. Elle était située chez Madame Verdier, l'entrée du bureau donnait côté rue de la République, la porte côté rue Pommier donnait accès à la cabine téléphonique.

Ensuite, jusqu'à la fin des années 1950 environ, elle a été installée face à la bascule publique qui servait à peser les gros animaux les jours de foire [actuellement place Priouzeau]. C'était une grange transformée par M. Passerieux. Le logement du postier était à l'étage, au rez-de-chaussée entraient les clients du bureau de poste.

En 1965, la poste de La Bachellerie était une petite structure mais elle regroupait tout le trafic du courrier de Saint-Rabier et de Peyrignac. Deux facteurs distribuaient le courrier qui était trié à La Bachellerie. M. Pierre Vignal, puis son remplaçant Paul Perthuis, effectuait la tournée celle de La Bachellerie et de ses villages (La Genèbre,

Madeleine, Rastignac, les Ringuettes, puis La Fontaine, Le Poirier, la Terrière, le Lac et enfin le Palin, les Monteyx, Charnaillas, Laularie, Mirabel et le Mas de Leyrou. René Barrière se chargeait lui du circuit de Peyrignac et des « Ecartés ». Le courrier de Saint-Rabier, sitôt trié était amené au bureau du facteur-receveur de Saint-Rabier.

Le service des télégrammes, nombreux à l'époque couvrait le même secteur. La transmission et la réception se faisait au bureau de poste par le Central de Périgueux.

La tournée la plus longue était celle de Pierre Vignal, 40 km environ, à vélo par tous les temps, avec pinces au bas du pantalon et képi sur la tête, képi dont il était très fier. Il a été très déçu lorsque celui-ci a été remplacé par un béret.

Pierre Vignal était également garde-champêtre. L'« Avis à la population » selon la formule consacrée rassemblait au rythme du tambour les gamins qui passaient par là. Le bouche-à-oreille faisait le reste.

Le guichet de la poste assurait tous les autres services : mandats et Caisse d'Epargne, peu ou pas de chèques en ce temps-là.

C'est faute de pouvoir acquérir un local suffisamment grand que la poste centrale ne s'est pas installée à La Bachellerie mais à Hautefort. Quand la population de La Bachellerie a diminué, la commune a été rattachée à la poste de Thenon. Les facteurs dépendent de Thenon mais desservent tous les hameaux et les bourgs.

Dany Lapeyre, collègue de Marie Lyse Dubois se souvient du traitement particulier du courrier de la gendarmerie, lorsque celle-ci était encore à La Bachellerie :

« Le courrier des gendarmes arrivait de Périgueux dans une sacoche fermée sous scellés.

La gendarmerie étant installée en face de la poste, lorsque le courrier n'avait pas été déposé, à l'heure de l'enlèvement, une des postières déclenchait l'alarme qui résonnait dans la gendarmerie, jusqu'à ce que le chef ouvre la fenêtre et crie : « Les filles, j'arrive ». Le courrier, au départ, placé dans la sacoche, était scellé sous les yeux du gendarme. »

Sept postières et deux postiers⁶ se sont succédé à La Bachellerie de 1954 à 1974.

En 1970, la poste actuelle a été installée près de l'ancienne mairie.

En 1974, M. et Mme Roubinet prennent la succession de Mme Brun. M. Roubinet est receveur et son épouse travaille au guichet.

Ils gardent un souvenir inoubliable de leur séjour à La Bachellerie. Leurs compétences et leur gentillesse les ont fait apprécier par tous ceux qui les ont connus et qui ont eu besoin de leurs services.

« C'était, disaient-ils, une époque incroyable. Le fonctionnement et les mouvements de fonds étaient très importants. Nous étions évidemment

6. De 1954 à 1956, Mme Lafon, Mme Périlhou, Mme Subrigie, M. Faure. Puis, sont venues deux receveuses Mme Malardel, et Mme Mazaudon. Au début des années 70, Mme Brun intègre la poste actuelle, puis en 1974, Mme et M. Roubinet.

tenus à une grande rigueur et une totale confidentialité. En novembre 1981, une promotion nous est proposée pour Razès. Nous ne pouvions refuser cette opportunité. Du sixième échelon de notre carrière, nous accédions ainsi, au troisième. À notre grand regret, nous avons dû quitter La Bachellerie ».

Les sept années passées dans le village leur ont permis de tisser des liens étroits avec les habitants, partageant avec eux leurs soucis et leurs joies. Ils ne manquent jamais l'occasion de demander des nouvelles des uns et des autres.

Depuis 2009, la poste est devenue une agence postale communale dont l'accueil est assuré par Madame Lydie Dieudé, en contrat à durée indéterminée. La commune a signé une convention avec le centre régional et prend en charge les frais du personnel et du bâtiment. La permanence a lieu les lundis, mardis, jeudis, vendredis et samedis matin de 9 heures à 12h30.

3.4.2 De la gare au PANG (Point d'accès non géré)

La ligne de chemin de fer Brive-Périgueux a été inaugurée le 17 septembre 1860, un mois après sa mise en service, le 31 août, par la circulation du premier train pour Brive. Cette ligne a desservi dix fois par jour jusqu'en 1977 la gare de La Bachellerie située sur le territoire de Saint-Rabier⁷, commune limitrophe. Le trafic y était important tant en voyageurs qu'en marchandises.

Pour les voyageurs, parmi lesquels des lycéens rejoignant leur établissement scolaire, les destinations étaient toutes les gares échelonnées sur le trajet Brive ou Périgueux, et pour certains bien au-delà après correspondance à l'une ou l'autre des têtes de ligne. Pour les marchandises, des wagons transportant bois, céréales, animaux, viandes, noix, vins... étaient chargés ou déchargés à la gare.

À la création du chemin de fer, face à la gare, le grand immeuble a été longtemps l'hôtel des voyageurs tenu par la famille Teillet apparenté à la famille de Jean-Charles et Elisabeth Dupuy.

Les locomotives étaient à vapeur et pour se ravitailler en eau, tous les trains s'arrêtaient à la gare de La Bachellerie qui possédait un château d'eau. Les trains à vapeur ont circulé sur cette ligne jusqu'aux années 1970.

En été, les enfants grimpaient, le plus discrètement possible, le long du réservoir pour aller nager dans le château d'eau.

Un des derniers chefs de gare M. Sainturat Baptiste a pris ses fonctions en 1951.

7. Une délibération du conseil municipal de St Rabier en date du 24 novembre 1912, considérant que cette gare est construite sur sa commune demande que le nom de celle-ci soit connu des négociants et marchands. Elle propose que le nom de St Rabier, figure à côté de celui de La Bachellerie, vœu approuvé par le conseil d'arrondissement. Refusé par la direction du chemin de fer le 10 septembre 1912.

Un deuxième chemin d'accès à la gare sera peu après établi côté Brive, également demandé par la commune de Peyrignac.

Il était logé à la gare dans le même bâtiment que son « bureau ». Une seule porte permettait de passer de l'un à l'autre.

Le dernier chef de gare a été André Pasquet qui a pris sa retraite en 1967. En 1977, la gare a été remplacée par un P.A.N.G (point d'arrêt non géré). Le train ne s'y arrête plus que deux fois par jour. En 2010, à l'occasion des Journées du Patrimoine et sur l'initiative de l'association « Mériller-vapeur de Coulounieix, Chamiers », on a fêté les 150 ans de la ligne du chemin de fer Périgueux – Brive- La Gaillarde.

Aujourd'hui, le train se prend, régulièrement, aux gares de Condat-Le Lardin ou de Thenon, à environ sept kilomètres de La Bachellerie ou à Terrasson à 14 km. Il faut donc disposer d'une voiture pour prendre le train.

3.4.3 Une perception bachelière, d'abord itinérante

Jusque dans les années 1980, moment où elle a été supprimée et transférée à Terrasson, malgré le combat acharné du maire M. Léon Michel, la perception était implantée à La Bachellerie mais son emplacement a souvent varié.

Auguste Chastanet fut percepteur de 1873 à 1881. Il fut aussi un écrivain en langue d'Oc (<http://la-bachellerie.over-blog.com/tag/ecrivains/>).

En 1883, le percepteur était M. Pierre Marcel Gros, et en 1887, M. Guillaume Joussein, et leur bureau, étaient installés dans le bourg.

En 1959, au début du premier mandat de Jean Deltreuil, la commune fait l'acquisition d'une belle demeure en pierre, au cœur du village face à la Place du 30 mars.

Cette maison avait été la résidence et l'étude d'un notaire, puis une pharmacie s'y était installée. Mademoiselle Delsoulier, descendante de la famille des pharmaciens, propriétaire, la vend à la commune pour une somme de 42 000 francs. Le rez-de-chaussée divisé en deux parties va devenir la mairie et la perception.

Au début des années soixante a lieu l'inauguration. Selon Jean Deltreuil la perception desservait alors huit communes, la Bachellerie était la plus importante du canton.

Deux histoires de percepteurs (mémoire de Mme Marie-Lyse Dubois et de Mme et M. Chastanet⁸).

Le percepteur Monsieur Aupy qui a précédé M. Chastanet, tenait ses permanences dans une pièce face à l'église.

La moustache roussie par la cigarette de maïs à moitié consommée, c'était un monsieur débonnaire et affable.

Marie-Lyse Dubois raconte que sa maman lui avait ordonné d'accompagner à la perception, sa grand-mère Elise Durand, l'épouse du Toine qui avait eu une jambe blessée à la guerre de 14 et qui boitait beaucoup.

8. Il s'agit d'un homonyme du précédent, sans rapport familial avec lui, qui a exercé environ un siècle plus tard.

Donc, avec son petit vélo, Marie-Lyse âgée de six ans allait chercher sa grand-mère, une fois par trimestre depuis la Fontaine Bachelière jusqu'au fond du bourg afin que celle-ci récupère sa pension. Et pourquoi ? Parce qu'elle ne savait pas signer. C'était donc la petite fille qui avait été investie de cette mission avec l'accord tacite du percepteur... Il y a prescription.

Le dernier percepteur de La Bachellerie fut Monsieur Chastanet, qui termina sa carrière dans la haute fonction publique mais garde en mémoire tous les chemins de La Bachellerie.

Monsieur Jean-Pierre Chastanet est né en 1934 à Turenne au lieu-dit « Landrieux », sa mère était postière. Yvette son épouse est née à Cublac en 1933. Ils ont la chance de pouvoir faire tous deux des études secondaires qui vont leur ouvrir les portes de l'administration mais non sans efforts.

De 1952 à 1955, Yvette sera aide-temporaire au Trésor et Jean-Pierre à la Banque de France, à Périgueux. C'est dans cette ville qu'ils font connaissance, passent leurs premiers concours du Trésor et se marient cette année-là. Puis Jean-Pierre part à Paris, devient titulaire et ensuite contrôleur.

Son service militaire effectué, il est rappelé en Algérie et démobilisé en 1958.

En 1968, il obtient son diplôme d'inspecteur du Trésor et est muté en 1969 à Neuvic. En 1977, il est muté à Terrasson.

La perception de La Bachellerie fonctionnait alors avec deux agents de recouvrement employés à plein temps, Mesdames Christine Regner et Nanou Rougerie.

À son arrivée, M. Chastenet effectue la fusion avec le bureau de Terrasson. Il effectuait de ce fait deux fois par semaine une permanence à La Bachellerie, ce qui permettait d'établir une relation de proximité et de convivialité avec les contribuables de la commune.

Son épouse est agent de recouvrement.

Les deux époux, chacun à leur niveau, travaillent en étroite collaboration avec le maire et la secrétaire de mairie, Mme Lavaud (voir son témoignage p.).

Ils gèrent une partie de la fiscalité de la commune : recouvrement des impôts directs, délivrance des permis de chasse en grand nombre, droit de pesage, gestion des tickets des douches municipales qui ont existé au stade municipal de 1950 à 1985. S'y ajoutaient le paiement des pensions effectué sous la responsabilité du percepteur, tous les placements du Trésor, comptes bancaires, ASS.CMP. (Assurance Caisse nationale de prévoyance).

Toutes ces opérations cumulées représentaient des sommes d'argent très importantes. Mme Yvette Chastanet transportait tous les mois jusqu'à 100 000 francs de l'époque dans sa voiture sans jamais être inquiétée mais sans grande protection non plus.

Un seul vol important a eu lieu à Terrasson en décembre 1986, peu de temps avant une nouvelle mutation de M. Chastanet.

Mme Chastanet est restée en poste à Terrasson.

Son époux, lui, continue son périple vers de plus hautes fonctions : formations, concours, mutations. C'était le parcours du combattant obligatoire pour chaque perceuteur désirant s'élever dans la Fonction publique.

Mme Chastanet prend sa retraite en 1993 et son mari en 1995.

Tous deux se souviennent avec émotion de leur passage à La Bachellerie où ils ont tissé des liens d'amitié avec les habitants. M. Chastanet raconte avec grand plaisir ses parties de chasse avec les familles Deltreuil, Lhiaubet et avec Jean-Marie Lustrissy. Parties accompagnées de casse-croûte mémorable dans la cabane des chasseurs. M. Chastanet visualise encore tous les chemins qui jalonnent la campagne autour de La Bachellerie.

Une fois à la retraite, M. Chastanet a pu se consacrer à la géographie qui le passionne depuis son enfance. Ses charges professionnelles ne l'ont pas écarté du commerce de ses semblables qu'il a plaisir à entretenir.

3.4.4 La mise en place de la signalisation

Témoignage de M. Lescure

Un des grands changements, pour qui revient après une longue absence, est de voir chaque rue du bourg porter un nom. Autrefois, dans les années cinquante, on connaissait son chemin, on savait où aller. Sinon les explications étaient simples : « c'est près de chez Untel, ou tout en haut, pas loin de la Fontaine Bachelière ou pour aller au Jarry, tu prends le chemin de Rastignac ».

Monsieur Léon Michel était maire depuis déjà deux mandats. Son souhait le plus cher était de donner des noms aux rues du village. Cela avait été longtemps débattu à certaines séances de conseils municipaux.

Professeur d'histoire et de géographie, il a été d'une aide précieuse. Son 3e mandat de 1981 a été hélas de courte durée puisqu'il a été emporté par une grave maladie en 1982, à l'âge de 76 ans, regretté par tous pour sa grande valeur.

C'est en 1983 que M. Lescure, premier adjoint, a été élu maire. La dénomination des rues a été votée par le conseil municipal le 10 juillet 1981. Les noms des routes et des chemins existaient eux depuis bien longtemps, sans être signalés.

M. Deltreuil connaissait la signification ou l'origine de certains de ces noms.

Témoignage de M. Deltreuil

« La rue des Fours. Cette rue se nomme ainsi car autrefois, il y avait un bâtiment qui abritait les fours communaux au nombre de trois. »⁹

9. L'existence de trois fours montre l'importance de la population de La Bachellerie. Un four communal a continué à fonctionner à La Brauge entre les deux guerres. La dernière fête du pain dans ce four a été organisée par la municipalité en 1996 avec l'aide du boulanger M. Vergnolle et des bénévoles. Une fête qui était très conviviale, et qui attirait une multitude de gens. Un four privé à la Brauge appartenait à M. et Mme Brout. M. Brout a offert deux tableaux qui sont installés dans le chœur de l'église.

À l'époque, toutes les familles faisaient leur pain, quelle que soit leur condition. Qu'ils soient ouvriers ou paysans, tous le faisaient pour la semaine. Mais tout le monde n'avait pas un four chez soi, donc il y avait des fours communaux.

Les gens apportaient leur bois, la pâte prête à cuire et il y avait une personne assujettie à ce poste, qui chauffait les fours, surveillait la cuisson des pains. Moyennant une redevance. Soit un pain, soit une tourte, ce qui avait été convenu. Convention fait loi. C'était un nommé Josa qui faisait cuire le pain pour tout le monde. Dans ces fours, on portait les dimanches et les jours de fête les gâteaux à cuire et les volailles à rôtir. Et c'est le père Chanteloube, le père de Michel et de Pierrot, qui, lorsqu'il a acheté cette grange pour faire le maquignon, a démoli les fours pour construire une grange.

Le nom de la rue « Chemin de la petite rivière » qui passe sous l'église vient du fait que ce chemin conduisait au lieudit « Petite Rivière ».

Ce n'était pas comme maintenant une route, mais un chemin étroit pour deux roues seulement. On passait avec un tombereau mais on ne pouvait pas se croiser avec un autre véhicule. « Petite rivière », c'était un lieudit, comme Pont des Joncs pour le pont sur le Cern.

Un village de la commune porte le nom de Pater-Noster et savez-vous pourquoi ?

Une fois, passé ce village, la côte qui descend vers Auriac. elle était alors tout entourée de bois et décrivait de nombreux tournants. À cette époque, il y avait la foire de la Sainte Catherine, le 25 novembre, à Montignac et la foire de la Saint Antoine, le 17 janvier. Les gens y allaient vendre des bœufs et le soir, ils revenaient, avec de l'argent sur eux et des brigands les attendaient dans cette côte ».

Lorsque ces gens atteignaient le village sans avoir été attaqués, ils faisaient le signe de la croix. C'est pour cela que le village s'appelle Pater Noster, c'est la légende qui s'attache au nom de ce village.

La commémoration du 30 mars et de l'exécution des fusillés à la Genèbre [leurs noms sont gravés sur le Monument aux morts] a été instituée tout de suite après la guerre. C'est Marcel Michel, père de Léon Michel, qui en a été le responsable. Une stèle a été érigée en 1945 ».

Cette stèle, déposée sur le lieu des exécutions (domaine de la Genèbre) a été créée gracieusement par Monsieur Grau, professeur d'architecture au lycée de Sarlat avec la participation de ses élèves. Il était l'époux d'une des sœurs de Bob et Koki Meeckel.

3.4.5 Il y avait aussi un fossoyeur et un cantonnier

Le fossoyeur n'existe plus..Il y a désormais des entreprises funéraires qui se chargent des travaux qu'il assurait autrefois.

Cette fonction venait en complément d'un autre métier ou d'une autre activité. Le fossoyeur augmentait ainsi ses revenus.

Outre les enterrements, il était chargé de l'entretien du cimetière. La commune lui versait une petite subvention et les familles lui versaient un complément. Le jour de La Toussaint, le fossoyeur se tenait à l'entrée du cimetière pour recevoir son obole.

Il y eut M. Maillebal, maçon fossoyeur, M. Clément Faugeron, puis Fernand Géraud.

Pendant de nombreuses années, Simone, l'épouse de ce dernier, enlevait avec sa tranche les mauvaises herbes et lavait les caveaux. « Trésor » (le sobriquet du fils de Fernand Géraud) a pris leur suite. Maintenant, le cimetière est entretenu par les agents communaux.

Dans l'ancien cimetière, de nombreuses croix en fer forgé, véritables œuvres d'artisan, sont en perdition sur des concessions en état d'abandon.

« Les cantonniers ce n'est plus comme autrefois. C'étaient des figures typiques, disait M. Deltreuil.

Guillou Chavanel, par exemple, il s'asseyait par terre, étalait son journal et cassait la croûte. Le rendement n'était pas élevé. Le proverbe dit « La sueur du cantonnier est chère ».

André Feyssaguet et son épouse sont venus habiter à La Bachellerie en 1973 près du stade.

Il était cantonnier à Grange d'Ans, mais quel homme ! Vaillant et dur au boulot, sa passion était la danse. Même plus très jeune, il partait avec sa mobylette au bal musette qui se faisait autrefois avec un simple accordéon. De quoi mouiller la chemise ! Le matin, frais et disponible, il était toujours à l'heure au boulot. Et l'hiver, s'il y avait trop de mauvais temps, le gel ou la neige, la dizaine de kilomètres à pied ne lui faisait pas peur.

Ses amis sont restés les Lathoumetie, où il buvait le café et parfois déjeunait le midi, comme chez d'autres habitants qui l'invitaient parfois.

Quand André Feyssaguet, voyait que d'autres cantonniers se servaient de désherbant, il était fou : « moi, je fais tout à la tranche et à la faux ! », c'était vrai. C'était un amoureux de la terre et du travail bien fait.

Dans notre village, combien ont-ils rendu de service, son épouse et lui, lorsqu'ils étaient à la retraite. Combien de haies de thuyas, d'arbres plantés, de fruitiers greffés qui tous ont pris.

3.5 L'évolution du métier de maire

3.5 La transformation de la vie dans la commune s'est accompagnée d'une évolution des fonctions du maire. Une plus grande adaptation aux besoins des habitants et une réorganisation administrative voulue par l'Etat, la région ou la commune elle-même, exigent maintenant du maire d'importantes qualités de gestionnaire et d'entrepreneur.

La gestion d'une commune, ce n'est jamais simple

Témoignages de MM. Deltreuil et Lescure.

« J'étais conseiller municipal en 1953 sur la liste de M. Tocah qui habitait au Bassin. À cette époque-là, dit M. Deltreuil, et depuis longtemps, c'était un honneur d'être maire.

Les maires signaient les actes d'état-civil, mariaient les gens et ils s'en tenaient là. M. Michel, par exemple, s'en était tenu là.

La commune n'avait pas de chemins, n'avait pas de routes, n'avait pas l'eau. Il n'y avait pas non plus de salle municipale. Avant moi, le percepteur avait vaqué dans cinq appartements différents dans la commune, alors qu'il y avait toujours eu une perception à la Bachellerie. Personne n'avait jamais pensé à l'installer dans une demeure fixe.

La perception, qui se trouvait à La Bachellerie car la commune se trouvait être la plus importante du canton, desservait sept communes. Dans les années 1920, la perception était chez Bernard Deltreuil, chez Billon, après 1925, ensuite, sur la place du village chez M. Grand [actuellement Delmas] en 1930, chez M. Delpech. Ensuite place de l'église, maison Dubreuil (coiffeur), pour les percepteurs, M. Rossel et M. Aupi.

J'ai acheté la demeure des dames Delsoulier pour y installer la perception, la mairie et son secrétariat, là-haut sur la place.

Il y a un autre fait que l'on ignore. Si je n'avais pas été maire, jamais Mlle Delsoulier n'aurait donné son terrain. Elle ne l'aurait pas donné à M. Léon Michel. M. Michel était franc-maçon et les Delsoulier étaient bonapartistes¹⁰ et jamais ils n'auraient donné de terrain à des francs-maçons. Autrefois, les Delsoulier et les Fonbelle se considéraient comme bonapartistes. Entre eux et les Michel c'était la guerre de religion. Mais comme j'étais bonapartiste tendance modérée, Mlle Delsoulier a donné son terrain à la commune.

Lors du regroupement administratif des perceptions et des trésoreries, la perception a quitté La Bachellerie.

En même temps, sur l'emplacement de la gendarmerie brûlée par les Allemands, j'ai fait construire le foyer rural avec la cantine scolaire en sous-sol »

Pour M. Lescure : « Le maire a toujours eu beaucoup de responsabilités. Jean Deltreuil a été élu 6 ans avant moi en 1959, j'ai été son deuxième, puis son premier adjoint. J'ai été élu maire en 1982 et mon dernier mandat s'est achevé en 1995. »

10. Ce terme de bonapartiste n'est pas à prendre dans son sens habituel : partisan de Napoléon, mais dans celui de tenant des partis de droite. Cette utilisation remonte aux premières années de la Troisième République, un gouvernement républicain ayant été instauré après la guerre de 1870 et l'abdication de Napoléon III. Cette République n'était pas largement acceptée et la désignation « bonapartiste » qualifiait alors une large part de ces opposants, par exemple, les partisans du général Boulanger.

La chance d'avoir une très bonne secrétaire de mairie

Pour moi, compte tenu de mon instruction, j'ai eu la chance d'avoir une très bonne secrétaire de mairie : Marie-Claude Lavaud. Je n'aurais pas pris la place de maire si je n'avais pas eu cette secrétaire, car du côté de l'écriture je suis faible.

Voici comment elle est devenue secrétaire de mairie.

Son père et moi étions amis intimes.

Pierre et Raymond, ce n'est pas difficile, lorsque les parents de l'un, le cherchaient, il était chez l'autre. Et vice-versa. Malheureusement, Pierre qui était chef de gare a été tué dans l'exercice de son travail, en gare d'Uzerche. Sa fille Marie-Claude avait quatre ans et sa sœur un an, je les connaissais bien (et je m'en suis un peu occupé en souvenir de leur père).

Lorsque Mme Périlhou, secrétaire de mairie, a pris sa retraite de secrétaire de mairie, Marie-Claude était alors secrétaire de l'office départemental d'HLM de Périgueux. Mme Périlhou avait été remplacée par Mlle Josette Leymarie qui habitait à Lanouaille.

Cette jeune secrétaire avait dû prendre pension à La Bachellerie chez Portais où un jeune gendarme résidait aussi. Tous les deux timides comme il y en avait pas.

Heureusement au cours d'une réception donnée après un contrôle de sécurité par le sous-préfet, j'avais réussi à les rapprocher. Et quelques mois après, nous avons été invités au mariage de Mlle Leymarie et du gendarme Nouzarède le 7 juin 1975.

Mais le gendarme a été nommé à Périgueux et notre secrétaire allait partir. Tout à fait par hasard, je rencontre le maire de Périgueux, Charmiers, qui cherchait une secrétaire. Je le connaissais bien car il avait fait son Chantier de jeunesse avec moi. Je lui dis : « J'ai ton affaire ». Et au maire de La Bachellerie M. Léon Michel : « Je connais une secrétaire qui pourrait remplacer Mme Nouzarède. Je me fais fort de l'amener ici, si vous êtes d'accord ». M. Léon Michel : « Je te donne tous pouvoirs ». Le soir, je suis allée voir Marie-Claude à Saint-Rabier : « Es-tu prête à venir à La Bachellerie ? » Et c'est ainsi que j'ai pu travailler avec Marie-Claude.

À La Bachellerie, dit Marie-Claude Lavaud, j'ai commencé avec pour maire M. Léon Michel, ex-professeur de français latin-grec histoire-géographie. Il avait été grand résistant. Il était d'une grande sympathie et avait d'énormes connaissances. Il lui arrivait souvent, lorsqu'il rédigeait courriers ou délibérations, d'écrire un poème ou une pensée sur un coin de feuille.

Quelques mois avant son décès, M. Michel avaient eu des problèmes de santé, il souffrait beaucoup et marchait difficilement. Un soir, avant le week-end de la fête votive, les forains s'installaient et des câbles courraient sur la Place du 30 mars. En quittant la mairie, devant ses difficultés je lui proposais de l'accompagner jusqu'au bout de la place afin de

lui éviter une chute. Sa réponse fut : vous n'y pensez pas ! Si on voyait le vieux maire au bras de la jeune secrétaire !

Au cours de son mandat M. Michel s'est battu pour obtenir le maintien de la Brigade de gendarmerie à La Bachellerie ; mais la commune de Le Lardin, riche de la taxe professionnelle des Papeteries, a fait édifier une nouvelle caserne, aux normes, avec logements de fonction modernes. La Bachellerie a donc perdu le match.

M. Michel a continué sa lutte sur un autre terrain, la cession gratuite à sa commune, par le Département de l'ancien immeuble « gendarmerie », arguant l'incendie de ce bâtiment par les Allemands en 1944 et l'arrestation et la mort du chef de Brigade en camp de concentration. (Cet immeuble avait été acquis par le Département avec le produit des dommages de guerre).

Il avait également entamé des démarches auprès de diverses administrations pour demander une étude de désenclavement du secteur géographique par l'aménagement d'une « autoroute Océan-Montagne » (Bordeaux-Clermont). À l'époque ces démarches avaient été vaines.

C'est également sous son mandat qu'ont été dénommées les rues du bourg.

M. Michel mourut en 1982 et fut remplacé par M. Jean dit Raymond Lescure qui était maire-adjoint depuis plusieurs années.

Témoignage de R. Lescure

C'est le départ de la gendarmerie qui l'a tué.

M. Michel, mon prédécesseur, c'est le départ de la gendarmerie de La Bachellerie qui l'a tué. Nous avons tout fait pour la garder dans la commune, cette gendarmerie qui a été déplacée illégalement. Nous avons démissionné mais rien n'y a fait, la politique a vaincu.

J'avais beau dire à M. Michel : « Léon, ne vous cassez pas la tête » mais rien n'y faisait. Un jour où nous revenions de Sinzelas, il me dit : « Tu vois la gendarmerie va déménager le 1er avril, je donne ma démission et tu me remplaces. » Et moi : « Léon, ne parlez pas de ça. »

Il a fait une hémiplegie peu de temps après. Avec son accord, le transfert des pouvoirs a été fait au niveau de la préfecture, je n'étais pas maire, je n'étais que fondé de pouvoirs.

À la demande de Mme Michel, je suis allé le voir, une dernière fois. Il a ouvert les yeux et en présence de sa femme et de son fils, il m'a dit : « Toi, maire ». Il est mort deux heures après environ.

Ensuite, j'ai été élu maire, normalement. Cela n'a pas posé de problèmes.

Sous-préfet, préfet, chef de région et grand patron de la SNCF...

Le sous-préfet téléphone au préfet pour demander une sortie de territoire et trois jours après, nous partons à Limoges pour un rendez-vous à 11 heures avec le préfet. Dans son bureau, M. Faure, le chef de région

était là et me dit : « Je crois que vous arrivez un peu tard et que l'affaire est rendue ». Le sous-préfet : « Mais Monsieur l'ingénieur, comment peut-on faire la vente sans en référer au maire ? » M. Faure : « Je ne suis pas bien au courant de l'affaire » et il appuie sur un bouton. Et voilà qu'arrive M. Bessoul, le grand patron avec qui j'avais dîné : « Tiens, vous êtes là ! » et au préfet « M. le maire est l'oncle de Jean-Claude Maury et voilà la lettre que j'adresse à son neveu. A partir d'aujourd'hui, c'est lui qui me chasse de mon bureau ». Et comme, on avait apporté tous les cachets nécessaires, on a eu le sous-seing et l'affaire était faite.

T'es un type, toi, t'es un type. *Le lendemain, se tenait une réunion à Beauregard de Terrasson. M. Delmas annonce : « M. Lescure, maintenant, il vous faut trouver autre chose car l'ancienne gare est achetée par un exploitant forestier et un entrepreneur de maçonnerie ». Alors, je me lève doucement, je prends le sous-seing et je le lui apporte en lui demandant d'en faire une lecture publique. On était propriétaires. Dans la cour de la mairie de Beauregard, Lucien Delmas m'a dit : « T'es un type, toi, t'es un type. ».*

C'était une époque difficile *« Pour mon mari, » remarque Mme Lescure, « c'était une époque difficile car nous avions une ferme importante. M. Michel, maire en titre, vivait à Périgueux, mon mari était donc beaucoup à la mairie. Mais il y avait le travail de la ferme à assumer, c'était difficile pour moi malgré la présence et l'aide de mes parents.*

En revanche, j'ai été satisfaite qu'il soit maire ou conseiller municipal, lorsqu'il a eu son accident de taureau. Être obligé d'être tout le temps à la mairie, d'être accaparé par la gestion de la commune, lui a permis de ne pas ressasser ses douleurs et ses difficultés physiques. »

Le témoignage de Marie-Claude Lavaud qui fut secrétaire de mairie pendant les mandatures de M. Léon Michel, M. Raymond Lescure et de M. Moulinier complète les témoignages ci-dessus et énumère la diversité des actions à mener dans une commune rurale.

Témoignage de Madame Lavaud

M. Lescure et son équipe municipale ont continué la lutte pour l'obtention de « l'immeuble gendarmerie ». Ils ont obtenu satisfaction, l'ont aménagé et en 1985 s'y installaient Mairie (secrétariat, bureau du maire, archives, salle du conseil municipal), Trésor Public, Bibliothèque municipale, salle polyvalente, et 4 logements locatifs, l'ensemble équipé du chauffage électrique (locaux inaugurés le 13/7/1985).

M. Raymond Lescure, chasseur et agriculteur de profession, avait participé au remembrement communal qui avait fait beaucoup de vagues.

Il faisait partie avec quelques autres agriculteurs, de l'Association Foncière de Remembrement. Il connaissait les coins et recoins de la commune, les emplacements des bornes, connaissait aussi les références ca-

dastrales et les propriétaires de bien des parcelles de terrain. A ce titre, il était souvent contacté pour résoudre quelques problèmes ou répondre à bien des demandes de renseignements.

Ce mandat fut aussi marqué par l'acquisition du terrain SNCF gare de marchandises où furent installés la Coopérative agricole et Stand 24 (casse de voitures et réparation de véhicules).

Il y eut également l'aménagement du Stade Amélie Delsoulrier (main courante autour du terrain, réaménagement de vestiaires-sanitaire avec eau chaude solaire, court de tennis) dont l'inauguration eut lieu ce même 13/7/1985.

En 1989 M. Lescure, qui après 30 ans à la tête de la commune, d'abord comme conseiller, puis comme adjoint au maire, et enfin comme maire de 1982 à 1989 manifesta le désir de céder sa place (cf. bulletin n° 14 le mot du maire) et composa une liste au dernier moment. Ont été élus : 8 conseillers d'une liste et 7 de l'autre. Mme Françoise MEEKEL, ex-adjointe au maire, élue maire fut la première femme à la tête de la commune. Ce fut un mandat difficile : la quasi-totalité des propositions de la majorité était refusée par l'opposition.

Les principales réalisations furent :

- L'informatisation de la mairie,
- L'aménagement de la bibliothèque municipale dans les locaux communaux place du 30 mars, l'achat de nombreux ouvrages et le maintien de l'adhésion à la Bibliothèque Départementale,
- La cession de terrain à la SAHLM pour la construction de logements HLM rue A. Moreillon,
- La réhabilitation de l'école et l'organisation du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) avec SAINT-RABIER,
- La plantation de l'« arbre de la liberté » dans le parc de la mairie par les enfants de l'école,
- L'amélioration du bourg par la réfection des trottoirs et des places de la Poste, de l'Eglise et de la Salle des Fêtes,
- La prise de position pour le tracé de la future autoroute A89 sur notre zone géographique,
- Le projet de construction de pavillons supplémentaires près de l'école par l'OPDHLM.

Mme Meekel, discrète, rédigeait parfois personnellement les courriers administratifs sans les faire dactylographier, intervenait elle-même auprès des divers services administratifs et surtout sociaux tant pour la commune que pour ses administrés, ce sans en faire référence. En 1995, M. Roland Moulinier, médecin de la commune, fut élu maire sans avoir été conseiller municipal.

Il arrivait donc, tout neuf, sans connaître la mécanique communale. Les débuts ensemble ont été parfois un peu tendus et compliqués avec nos « caractères réciproques un peu difficiles » ; mais nous nous sommes adaptés et avons appris à nous apprécier. Ce mandat et le suivant a vu bien des réalisations :

- *La création d'un lotissement avec la construction de logements pour les gendarmes du peloton autoroutier,*
- *La création de plusieurs lotissements communaux d'où arrivée de nouveaux habitants, puis, conséquence oblige, l'agrandissement de l'école, la création d'une garderie périscolaire et centre aéré puis d'une nouvelle cantine scolaire, l'aménagement de l'esplanade desservant l'école et de l'aire de jeux et de loisirs,*
- *L'aménagement extérieur de l'église, la rénovation du bourg plus l'assainissement collectif et l'effacement des réseaux*
- *La création avec quelques communes voisines d'une des premières communautés de communes de l'arrondissement (CC Causse et Vézère), avec mise à disposition de locaux dans l'immeuble mairie,*
- *L'acquisition d'un immeuble au centre du village avec création d'un commerce de proximité.*

Toutes ces réalisations ont été possibles grâce à la pugnacité du maire mais aussi et surtout à l'implantation de l'A89. L'échangeur situé en grande partie sur la commune a aussi apporté une aisance financière non négligeable.

Les secrétaires de mairie restent et les maires passent Marie-Claude Lavaud, au regard des responsabilités des maires et de leurs actions, décrit les difficultés mais aussi l'intérêt de son métier.

Après deux années dans le privé puis cinq années à l'OPDHLM et cinq années à la mairie de Thenon, me voilà en août 1979 à la mairie de La Bachellerie par mutation

À Thenon, dès mon arrivée le maire m'informait des tâches et surtout des devoirs d'une secrétaire de mairie : discrétion, secret professionnel, privilégier le contact et l'aide aux concitoyens.

À La Bachellerie, je ne fus pas particulièrement bien accueillie par quelques habitants car je n'étais pas domiciliée sur place mais à 2,5 km, à Saint-Rabier. Mais pour les « vieux » (c'était leur expression) originaires du village et en âge d'être mes parents ou grands-parents, j'étais « de chez eux » : je parlais patois. Nombreux, de ce fait, m'ont tutoyé immédiatement.

Le métier de secrétaire de mairie de commune rurale était un métier difficile mais combien intéressant : difficile car il fallait avoir des notions en droit administratif, public, civil, électoral, urbanisme, mais aussi en matière d'aide sociale, comptabilité, connaître la sténodactylo et savoir rédiger en style administratif.

Le poêle à bois et la machine à calculer

À mes débuts la mairie était Place du 30 mars. Elle était composée de deux pièces : le secrétariat et le bureau du maire qui servait également de salle de réunion et de mariage. Le secrétariat était équipé d'un vieux

poêle à bois dont les pierres réfractaires avaient presque totalement disparu. Il était allumé chaque matin par M. René David qui stockait des bûches pour la journée. Il fallait donc réalimenter régulièrement. Mais... combien de fois, prise par le travail, c'était le froid qui me rappelait à l'ordre. Alors, il fallait aller chercher quelque menu éclat de bois au bûcher puis souffler sur les quelques braises restantes pour faire repartir le feu. On en rit aujourd'hui : c'était il y a trente ans, au siècle dernier (sic).

Il était de coutume bien avant mon arrivée que la secrétaire vende les cartes de chasse de l'amicale locale et que la secrétaire remplisse les imprimés de demande de visa et l'annexe de capacité à l'activité de chasse. Elle connaissant les rubriques par cœur et ainsi chacun gagnait du temps. Moyennant ce service chaque chasseur donnait 1 F. Ceci permettait à la secrétaire d'acquérir un petit matériel. En ce qui me concerne la première acquisition au bout de 3 années fut une petite machine à calculer Casio qui remplaça un « gros char d'assaut » électrique. Je repense parfois à cette machine combien appréciée pour sa maniabilité mais aussi pour sa performance : nous avons fait carrière ensemble au moins 10 ans avec la pile bouton d'origine !

Le budget communal

Je n'avais jamais fait un budget communal. J'avais appris dans les livres mais ne savais pas pour autant me débrouiller seule. Comme dans la plupart des communes rurales le percepteur- receveur faisait le budget avec le maire.

Dès le budget 1980 le receveur demandait au maire ma participation à son élaboration, ce qu'il refusait. Mais le dit receveur, M. Chastanet, insistait sur la nécessité et obtenait satisfaction. Il m'apprit rapidement les « ficelles ». Je pouvais ensuite préparer le budget avec le maire ; le receveur faisait ensuite la vérification, apportait ses conseils financiers et modifications nécessaires.

J'ai remercié et remercie encore M. Chastanet pour son aide, sa compréhension et ses précieux conseils qui m'ont permis de mieux assumer ma tâche.

Ordinaire et aventures de l'Etat-civil

Au début de ma carrière bien des démarches se faisaient à la mairie.

Un enfant naissait : la déclaration se faisait à la mairie ; si l'enfant naissait à la maternité les parents passaient quand même par la case mairie pour obtenir une fiche familiale d'état civil à fournir à la caisse d'assurance maladie, la caisse d'allocations, la mutuelle, ...

Une personne mourrait : la famille passait par la mairie pour les extraits d'actes de décès, pour les fiches familiales d'état civil à fournir aux divers organismes d'assurance ou de retraite.

Mais la tenue de l'Etat civil était loin d'être routinier

Un jour un monsieur s'est présenté, trempé jusqu'aux os, venant de je ne sais où, désirant faire une reconnaissance d'enfant avant naissance. Je lui ai fait remarquer que je pouvais prendre sa déclaration mais que la démarche n'était pas anodine. Il m'a répondu vouloir reconnaître l'enfant le premier car un autre prétendait être aussi le père.

J'ai insisté sur l'importance de sa démarche, l'ai invité à réfléchir davantage. Il est parti sans faire la reconnaissance. Je n'ai jamais su qui il était ni comment l'histoire s'est terminée.

Une autre fois, un vendredi après-midi, veille du mariage d'une fille mineure, elle se présente en pleurs avec son fiancé : sa mère n'acceptait plus qu'elle se marie. Selon ce que j'avais appris il fallait l'autorisation de chacun des parents pour procéder au mariage, mais je ne possédais pas de Code à consulter. Je téléphonais donc au Tribunal et mon interlocuteur ne savait pas me renseigner et le substitut était momentanément absent.

Me rappellerait-on avant la fermeture des bureaux ?

Moment de panique ! Angoisse générale !

Enfin, après un long moment, la marche à suivre m'a été donnée, le jeune couple a pu se marier le lendemain.

Et, une course à la carte d'identité... *Un matin, à l'ouverture, une maman a téléphoné pour demander comment faire pour que son enfant puisse se rendre en Angleterre avec son collègue : sa carte nationale d'identité était périmée. Le départ avait lieu en début d'après-midi.*

J'ai immédiatement téléphoné à la secrétaire générale de la sous-préfecture de Sarlat expliquant le cas. Cette dernière refusait catégoriquement d'établir une carte provisoire du fait qu'il ne s'agissait pas d'un cas prévu par les textes. Je l'ai suppliée de ne pas pénaliser un enfant pour une erreur de ses parents. J'ai enfin obtenu satisfaction mais il fallait déposer à la dite sous-préfecture un extrait de naissance établi par la mairie de naissance, des photos de l'enfant et un justificatif de domicile des parents. C'était donc une course contre la montre qui s'engageait. Elle a été gagnée à la satisfaction de tous et surtout de l'enfant.

Aujourd'hui ce serait impossible, on ne se connaît plus entre administrations, les agents sont à mon point de vue moins compréhensifs et humains mais aussi contraints au respect des textes. De plus ce n'est plus la sous-préfecture qui établit les cartes.

À la mairie on faisait aussi...

les demandes d'aide juridique, d'aide sociale, les déclarations de pertes de cultures, les demandes de subventions agricoles (prime à la vache allaitante, prime à l'herbe, etc.), les échanges blé/pain, les inscriptions au chômage, les demandes de validation annuelle du permis de chasser, les inscriptions ou radiations de la liste électorale, les relevés de matrice

ou plan cadastral, la réalisation de photocopie, l'envoi de fax, et j'en oublie certainement.

Ecrivain public, assistante sociale... *Mais il y avait aussi, il y a encore une dizaine d'années, des habitants venaient se faire aider pour la rédaction de courriers, l'établissement de déclarations de revenus, remplir les imprimés de demandes de retraite, de déclaration URSSAF gens de maison, A ce sujet une dame âgée ex-enseignante me demandait chaque trimestre de l'aider à faire sa déclaration URSSAF et, me prenant mes mains dans les siennes, me disait chaque fois : « ma petite, il y a quelques années, je n'aurais pas eu besoin de vous, mais maintenant... »*

Peu de temps après mon arrivée, un chasseur s'est présenté, a fait sa demande de visa de validation de son permis de chasser et a demandé une carte de chasse. Lorsqu'il a voulu régler il m'a donné son chéquier et m'a demandé de lui rédiger les deux chèques, ce que je refusais. Mais il m'a humblement avoué ne savoir le faire et a ajouté : « si on ne peut pas faire confiance à la secrétaire de mairie ! ? » J'avoue avoir été étonnée. La secrétaire de mairie d'une commune rurale n'était donc pas que secrétaire du maire. Elle était également écrivain public, assistante sociale, psychologue, confidente. Elle pouvait tout voir, tout entendre mais ne rien dire. Un des maires disait d'ailleurs : quand on vient à la mairie on donne d'abord des nouvelles du nouveau-né, ou/et du pépé et la mémé et ensuite on passe au sujet pour lequel on est venu.

L'aide aux familles et sécurité routière *Il y a encore une vingtaine d'années l'école et la mairie avaient la visite de l'assistante sociale de secteur 7 à 10 fois par an, voire davantage si nécessité. Étaient évoqués les problèmes rencontrés par les familles lui permettant ainsi de leur rendre visite et trouver des solutions.*

Les gendarmes également venaient souvent en mairie pour évoquer familles, circulation, sécurité. Chaque mois de novembre la gendarmerie effectuait la « campagne éclairage » des véhicules automobiles sur la place près de la mairie. Il s'agissait du contrôle des phares.

Ceci permettait de mieux se connaître et de « faire du préventif » au bénéfice des concitoyens.

Cantine scolaire *Durant plusieurs années j'ai beaucoup apprécié d'assurer la surveillance des élèves du CP au CM2 (30 environ).*

Bien que parfois difficile le break de midi au milieu d'enfants me permettait de recharger les batteries. La plupart, gentils-coquins, m'ont laissé de très bons souvenirs.

Encore aujourd'hui il n'est pas rare que lors d'une manifestation d'anciens élèves viennent à moi, me présentent leur conjoint, leur(s) enfant(s) et partagent avec moi des souvenirs. J'en éprouve beaucoup de plaisir.

La partie la plus pénible du métier. *Il y a quelques années les personnes décédées sur la voie publique, dans un accident, étaient menées à la mairie du lieu de décès (elles sont maintenant conduites à l'hôpital ou au funérarium).*

Il arrivait que les corps soient « remis en état » dans la mairie.

Il fallait fouiller leurs effets personnels pour connaître leur état civil et adresse afin de dresser l'acte de décès. Il y avait ensuite le contact avec la famille.

Pour moi, il s'agissait de la partie la plus pénible du métier : en plus du problème de la mort elle-même, j'acceptais très mal cette fouille nécessaire que je ressentais comme un viol.

Avant l'informatique *L'établissement des listes électorales et des cartes d'électeur se faisaient manuellement –pas même à la machine à écrire car le chariot n'était pas assez large pour les listes, et les cartes étaient trop petites pour être tenues par les tampons caoutchouc de la dite machine. On connaissait ainsi la population, les adresses, bien des dates de naissance et noms de jeune fille des dames.*

Aujourd'hui avec les ordinateurs, la plupart des démarches se réalisent par Internet. Maire et secrétaire ne connaissent pas ou mal les habitants qui ne se connaissent pas non plus. On vit à la campagne comme à la ville.

Dans le domaine administratif : auparavant secrétaires de mairie et responsables divers se connaissaient par téléphone interposé, que ce soit services de la Préfecture et Sous-préfecture, des Impôts, de l'Équipement, du Trésor, Cela nous permettait –confiance aidant- d'apporter des modifications ou compléments à certains dossiers. Nous gagnions ainsi du temps et par conséquent de l'argent (public).

Je ressens que dans tous les domaines on a perdu l'habitude de saluer, de sourire, de plaisanter, d'avoir une parole aimable ou encourageante, d'ajouter un petit mot sympathique ou de remerciement à une demande écrite de renseignement ou de service.

Formation mutuelle En 1996 une nouvelle employée, Edwige, a été recrutée pour le secrétariat. Elle connaissait et maîtrisait l'informatique dont je n'avais que de vagues notions. Elle me formait donc en la matière et de mon côté je lui apprenais le métier de secrétaire de mairie. Nous nous sommes donc formées mutuellement.

Dès ses débuts elle voulait que son travail soit terminé à la fin de chacune des journées. Mais elle a vite déchanté : entre les coups de téléphone, les administrés au guichet, répondre au maire, aux élus, au public, elle n'avait pas fini, au moment de la débauche, les tâches que nous avions fixées.

Il faut se dire que le travail au secrétariat de la mairie n'est jamais le même, n'est jamais terminé. Il comporte tout au cours de la journée des faits nouveaux, des incidents, des problèmes parfois urgents à régler, Combien de fois faut-il donc reporter le travail non urgent au lendemain ?

Edwige, élève assidue, a très vite appris le métier et acquis les notions de service public.

Durant onze années nous nous sommes bien entendues, avons toujours partagé le travail et les soucis professionnels, au point que nous avons eu de la peine à nous séparer lorsque l'heure de ma retraite a sonné.

Je remercie tous ceux - élus, public, - qui m'ont aidée à bien faire mon travail, à l'aimer, et tous ceux qui m'ont fait confiance.

Malgré le travail et les efforts des maires pour sauvegarder la vie locale, ce qui a disparu ou presque, ce sont ces personnes qui habitaient dans le bourg ou les villages, mais vivaient sans être exclues aux franges de la communauté.

Chapitre 4

L'agriculture, quelle relève ?

À la fin de la Seconde Guerre Mondiale et pendant les années cinquante La Bachellerie, comme nombre de villages français, a tenté de refermer les cicatrices de la guerre : reconstruire ce qui a été brûlé ou détruit et poursuivre ou développer une modernisation que la guerre avait stoppée.

L'élan qui a alors porté la France s'est traduit en particulier, par une vague de natalité, le baby-boom, une croissance économique extrêmement rapide accompagnée d'une profonde « modernisation ». Ce mouvement a fortement impacté l'agriculture et le nombre des exploitations a singulièrement chuté. Il s'agit d'un très important sujet, qui sera simplement illustré ici par quelques témoignages.

4.1 De la civilisation du « dos courbé » au machinisme agricole. Témoignage de Monsieur Lapeyre

La vie agricole, entre 1918 et 1939, selon M. Lapeyre, n'a pas beaucoup changé. De 1945 à 1960, la vie a ressemblé à celle d'avant la guerre.

Les bêtes, c'est-à-dire les vaches et quelques bœufs, étaient utilisées pour le travail de la terre. Les chevaux servaient à labourer la vigne mais surtout à se déplacer. Avant 1939, tout le monde à La Brauge avait un cheval. La guerre n'a pas permis de les garder. À la Brauge, il ne restait plus qu'un cheval, chez mes parents.

Autrefois, il y avait peu d'animaux, quelques chèvres, quelques moutons, très peu de vaches. C'était maigre. On utilisait peu les animaux pour le travail. Ainsi les vignes étaient travaillées à la main. Ce n'est qu'après 1900 que mon grand-père a utilisé une vache pour travailler la vigne qu'il avait replantée.

Après la grande crise du Phylloxera, les gens ici se sont retrouvés sans rien dans les poches pour repartir. Ils n'avaient que leurs deux bras. C'était difficile d'acheter du bétail et très risqué d'emprunter. Seuls les

gens riches prêtaient de l'argent et si l'on ne pouvait rembourser, ils prenaient les biens de l'emprunteur. Les bêtes, ça coûtait.

Comme bétail, on préférait le mouton car la reproduction est rapide. Au bout d'un an, on a un petit agneau. Avec une vache, il faut du temps. Entre la fin du drame du phylloxéra et la guerre de 14, il ne s'est écoulé guère que vingt-cinq ans. C'était bien peu de temps pour reconstruire une économie qui avait été totalement détruite. Beaucoup de gens étaient partis pour tenter leur chance ailleurs. Puis les dégâts de 14-18, il a fallu les effacer. Beaucoup de familles se sont retrouvées sans hommes.

Le pays a recommencé à prendre vie vers 1925-1930. Mais avec de petits moyens. La mécanisation n'existait pas, le travail se faisait avec le bœuf ou le cheval, toujours avec du matériel qui n'évolue pas beaucoup.

L'utilisation des engrais a commencé à partir de 1936. On achetait alors du guano. Puis, en 1939-1940, la Cianamine qui coûtait fort cher et de ce fait était peu utilisée. Puis, les scories de potasse. Avant ces engrais, seul le fumier était utilisé. Tous ces engrais donnaient un bien meilleur rendement et les agriculteurs y ont tout de suite été favorables. Ces rendements ont favorisé l'extension des propriétés par le défrichage. Nous n'avons découvert que les engrais n'étaient pas bons pour l'environnement que lorsque les écrevisses ont commencé à crever dans le Sern¹. Vers les années soixante-65.

Les insecticides ont été introduits beaucoup plus tôt, au moment de l'apparition des doryphores². On a employé pour les combattre, le sulfate de plomb. À l'école, lorsque j'étais enfant, on demandait aux élèves de ramasser les insectes adultes et de les détruire pour éviter leur reproduction. Pour la vigne, l'utilisation du sulfate de cuivre et de la chaux est ancienne également mais peu nocive. Actuellement dans nos régions, il y a peu de réflexions menées par les agriculteurs pour utiliser d'autres moyens que les engrais et les insecticides. Mais il faut savoir que sans engrais ni insecticide, rien n'est produit.

La mécanisation de l'agriculture pour être rentable doit être appliquée sur de grandes surfaces. Ce qui était très difficile dans le cadre du système parcellaire à l'ancienne. L'État, sensibilisé à ce problème, a lancé aux environs de 1957 un grand programme du remembrement (9 millions d'hectares à réorganiser sur l'ensemble du territoire). L'État s'est engagé à soutenir à la hauteur de 80% les frais de l'opération, qui implique en effet, pour obtenir des plus grandes étendues cultivables, l'arrachage des clôtures et des haies et le tracé de nouveaux chemins d'accès praticables par les tracteurs. Ce remembrement a lentement abouti à un profond changement du paysage français³.

1. Selon les époques, le nom de ce cours d'eau s'est orthographié Sern ou Cern.

2. Doryphore : en 1917, le doryphore est entré en France aux environs de Bordeaux, par voie maritime provenant des États-Unis dans des bagages personnels ou dans des caisses de végétaux exotiques. Puis il a envahi l'Europe, les Pays de l'Est et l'ex-URSS.

3. Pour la France entière, le remembrement se fit lentement, le total des parcelles remembrées passe d'un million d'hectares en 1952 à 2,5 millions d'hectares en 1957, ce qui

4.2 Le remembrement : témoignage de maires

Le remembrement à La Bachellerie, comme partout en France, s'est accompli avec difficulté et a suscité critiques, discussions et controverses. Il a eu lieu sous les mandatures de Messieurs Deltreuil et Lescure et s'est terminé en 1969. Les deux maires témoignent :

Témoignage de Jean Deltreuil

« Le remembrement, dit M. Deltreuil, j'ai déconseillé de le faire, à tous mes collègues maires et exploitants agricoles. Tous en effet, avaient les yeux fixés sur les parcelles que l'on m'attribuait et ne voyait pas celles que l'on me retirait. Et, c'est une des raisons pour lesquelles je n'ai pas été réélu maire. J'étais propriétaire de parcelles dans la plaine et on aurait souhaité me voir perdre ces terres et attribuer des parcelles sur le Causse.

Le remembrement a duré un peu trop longtemps dans la commune parce que la société qui faisait les travaux annexes, a fait faillite. Il a fallu reprendre les rênes, lancer de nouveaux appels d'offres, redistribuer les travaux à une autre société. C'est ce qui a prolongé la durée du remembrement. Celui-ci a débuté en 1962 ou 1963 et s'est terminé en 1966.⁴

Les travaux annexes sont : le défrichage, l'arasement des talus, l'arrachage des haies, l'ouverture de chemins. Le remembrement ne permet plus le droit de passage au travers d'une parcelle. Toute parcelle doit avoir un accès public. »

Témoignage de Raymond Lescure

« C'était le maire M. Léon Michel⁵, successeur de M. Deltreuil, qui était président de l'Association foncière du remembrement, mais comme sa spécialité n'était ni l'agriculture ni la voirie, il m'a confié cette charge. Le tracé des routes était décidé par les membres de la Commission, le Génie Rural et la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture) étaient aussi là comme intervenants.

Pour la délimitation des parcelles, celui qui a eu le plus de responsabilité, c'était M. Bernard, le géomètre de Bordeaux. Quant à moi, j'avais la responsabilité de faire respecter le travail du géomètre. Le géomètre plaçait des piquets pour délimiter les parcelles mais les gens malhonnêtes déplaçaient les piquets. Comme j'avais tous les plans de la commune et

est fort peu

4. Selon les archives de l'Association foncière de Remembrement, celui de la commune se serait terminé en ce qui concerne les travaux en 1969-1971, pour les litiges et réclamations en 1988. Pour le remembrement intercommunal lié au passage de l'autoroute, le dossier ouvert en 2000 aurait été clos en 2002.

5. Succession des maires de La Bachellerie : M. Jean Deltreuil du 22 – 3 – 1959 au 28 – 3 – 1971 ; M. Léon Michel du 28 – 3 – 1971 au 9 – 5 – 1982 , M. Lescure étant adjoint, puis premier adjoint au maire.

que j'étais le seul à connaître l'emplacement des bornes, j'ai été habilité, en qualité de président, jusqu'en 1975, à trancher en cas de litige. C'était une grosse responsabilité, j'étais responsable civilement. En cas de réclamation, c'était mon avis qui prévalait.

Il n'y a eu que deux réclamations. En particulier, une personne avait déplacé de 1 m, 50 les piquets au détriment du voisin. Sa faute a été reconnue et cela lui a coûté cher. Une amende d'environ 1 000 francs de l'époque.

4.3 Vouloir demeurer paysan

4.3.1 Témoignage de Raymond Lescure

Dans les années cinquante, certains habitants de la commune ont dû choisir entre un travail régulièrement rémunéré et la poursuite du métier de leurs ancêtres⁶. Avec tout ce que ce choix pouvait impliquer de difficultés et de privations.

Souvenirs de jeunesse

Un milieu familial de métayers.

« Je suis né le 28 avril en 1922. Mes parents étaient métayers. Ils sont partis de Badefols d'Ans pour aller à Lafayolle, commune de Granges d'Ans. Là, ils sont restés plusieurs années.

J'ai commencé à aller à l'école à Granges d'Ans qui était à six kms de La Fayolle. C'était très loin pour y aller à pied. Mon père a cherché quelque chose de plus facile pour que ma sœur et moi allions à l'école.

Il a alors pris une ferme à Saint-Agnan où nous étions environ à 200 m de l'école. Lorsque nous étions à La Fayolle, je n'allais pas souvent à l'école, compte tenu de la distance, lorsqu'il pleuvait trop par exemple. Avec l'école à 200 m, c'était plus confortable. Mais comme nous étions quatre enfants à la maison et que mes parents étaient métayers, j'ai dû quitter l'école à 11 ans. J'aidais beaucoup mon père pour aller devant les bœufs, garder les vaches.

On était levé à 7 heures, 7h 30 et on allait garder les vaches dans les prés. Puis on les fermait et on mangeait avant d'aller à l'école. L'école commençait à 9 heures. Quand nous rentrions de l'école à 16 heures 30, nous allions faire pâturer les bêtes. Il y avait toujours quelque chose à faire pour la ferme et les devoirs se faisaient quand il restait du temps, et je n'en avais pas beaucoup. Mais l'instituteur qui était un grand ami de mon père, me les faisait faire certains soirs.

6. En 2010, 604000 exploitations agricoles ont été recensées en France. Un chiffre qui a baissé en l'espace de dix ans. La moitié du territoire français est occupée par des activités agricoles, soit environ 28 millions d'hectares. Un chiffre qui baisse aussi à cause de l'étalement urbain : l'agriculture perd l'équivalent d'un département tous les sept ans.

Quand j'ai dû quitter l'école à onze ans car mon père qui avait été malade avait besoin de moi, c'était dur. Bien franchement, chez nous, c'était presque la misère... S'il n'y avait pas eu ces difficultés à la maison, j'aurais aimé continuer mes études mais ce n'était vraiment pas possible. J'ai donc aidé mes parents au travail de la terre. Mais mon père souhaitait que j'apprenne un métier. J'ai donc appris à 16 ans le métier de plâtrier-peintre auprès d'un homme du métier. J'ai travaillé avec lui jusqu'à mon départ aux Chantiers de Jeunesse en 1942 au mois de mai. Les Chantiers de Jeunesse étaient obligatoires, c'était l'armée ou ça, la petite armée du gouvernement de Vichy tolérée par les Allemands.

À mon retour des Chantiers, c'était la guerre, les patrons ne trouvaient plus de matériaux pour travailler, alors j'ai recommencé à travailler la terre avec mes parents dans la propriété de Saint-Georges un peu plus importante de Saint-Rabier. M. Levé, colonel, en était le propriétaire.

Lorsque je suis revenu ensuite du STO (voir témoignage Ière partie), il n'y avait plus d'emploi comme plâtrier-peintre et j'ai repris ma place auprès de mes parents dans la propriété où ils étaient métayers.

Moi, j'étais salarié agricole donc payé par le patron qui était Gaston Granet, un oncle d'Edmond Michelet, alors ministre des armées - J'ai tenu Claude Michelet sur mes genoux. - Si j'avais écouté Edmond Michelet, à l'époque... mais pour moi, le travail de la terre, même lorsque j'étais plâtrier, c'était ma joie. Tous ceux que vous pourriez interroger dans la région, pourraient vous dire : « Lescure, il a toujours été un fou de travail et surtout pour la terre ».

M. Michelet, lui aurait voulu me faire entrer dans l'armée. Il me l'avait proposé plusieurs fois. Il me disait : « Raymond, mon oncle est très gentil pour toi mais il a trois filles et un garçon, il ne te donnera jamais la propriété. Tu vas rentrer dans la gendarmerie et je te dis que tu seras gendarme, au bout de trois jours ». Je lui répondais : « M. Edmond, je préfère rester chez votre oncle toute ma vie plutôt que d'avoir un képi sur la tête. »

Propriétaires, fermiers, métayers, régisseurs, domestiques, journaliers

Raymond Lescure se souvient :

Avant le Phylloxera, ici, il y avait un marché, ce n'était pas un marché aux esclaves, mais le marché des gens qui venaient se louer pour une période déterminée. Il avait lieu sur la place de La Bachellerie. Les propriétaires de superficies de vigne, dans des coins très arides qui ne pouvaient s'entretenir qu'avec le système du hoyau, les employaient.

C'étaient des gens du Limousin, de la Corrèze et même quelquefois d'ici, qui n'avaient pas de travail, et se louaient pour tant de jours. Le propriétaire de plusieurs hectares disait : « il me faut tant de gars, on vous donnera tant et nourris ». Et il choisissait : « Untel, Untel ». Ces gens étaient des journaliers, des tâcherons. Ils n'étaient pas là à demeure.

Lorsqu'on travaillait la vigne, en avril-mai, ce marché avait lieu tous les dimanches matin à La Bachellerie. Et principalement à cette période.

Le statut des domestiques agricoles n'a existé qu'après 1945. Avant ce statut, les domestiques agricoles étaient payés sur place. Pour le journalier, cela dépendait de la convention qui avait été passée. Selon la proximité entre le travail et leur logis, soit ils mangeaient chez eux, soit ils amenaient leur musette, soit ils étaient nourris sur place. Chacun discutait des conditions et établissait sa convention avec le patron. C'était à chacun de « défendre son bout de gras ». Les ouvriers agricoles étaient attachés à une propriété, le propriétaire ne louait de saisonniers que lorsque les travaux nécessitaient une main-d'œuvre supplémentaire, par exemple fossoyer les vignes.

Mon grand-père, celui qui était à Jailleix, avait des domestiques. C'était un saint homme, lorsque les domestiques étaient malades, ils étaient soignés à la maison. Alors que dans d'autres fermes, si un domestique était malade, il devait repartir chez lui pour se soigner. En général, les domestiques n'avaient aucune protection. Mon grand-père était assez mal vu dans le village par ceux qui employaient des domestiques. Ils trouvaient qu'il leur accordait trop d'aisance. En effet, il allait jusqu'à payer le permis de chasse de son domestique !

Il n'y avait rien pour les ouvriers agricoles ou les domestiques, ce n'était plus le temps des serfs... mais ils n'avaient aucune protection.

Le métayage, concernait les exploitations dont le propriétaire fournissait le cheptel, les bâtiments et donnait les terres à travailler. En contrepartie, il recevait la moitié des récoltes. Ce système s'est terminé vers 1939.

Il y a eu également à cette époque, des fermages. Le fermier payait une redevance en argent, au propriétaire mais il gardait l'ensemble de la récolte pour lui. Le montant de la redevance était calculé selon l'importance et la richesse des terres.

C'est très tardivement que l'on s'est intéressé au statut des travailleurs agricoles, bien après celui des ouvriers. En 1936, le Front populaire a bien fait des lois sociales mais dans la paysannerie, on est resté longtemps oublié du peuple ou des médias. Ce qui est honteux, encore aujourd'hui.

Par exemple, moi qui n'ai fait que travailler la terre et cotiser, je n'ai que 1000 euros par mois de retraite avec ma femme. Et pourtant, nous n'avons pas été oubliés lorsqu'il a fallu payer les allocations familiales et les charges sociales ! La profession d'agriculteur a été délaissée.

En 1936, le gouvernement Blum a lancé de grandes avancées sociales : congés payés, sécurité sociale... mais le monde agricole est resté en recul, en absence de lois sociales. Sans manifester aucune revendication. Autrefois, l'habitude était de dire, c'est un bon ou un mauvais patron, selon la manière dont il traitait ses domestiques, c'était tout. Ainsi, mon grand-père était considéré comme un bon patron.

A part, les femmes de chambre qui s'occupaient de la maison, les domestiques agricoles n'avaient pas de tâches définies. Ils étaient voués à tous

les travaux possibles, lorsqu'un travail était fini, ils en commençaient un autre.

Un autre métier s'ajoutait à celui de domestique agricole. À Valette, mon grand-père et mon père même, me l'ont raconté, tout était labouré. Il y avait trois paires de bœufs et en plus, le bordier venait travailler.

C'était un gars qui allait se louer avec sa paire de bœufs et sa charrue, dont il était propriétaire, pour labourer à la demande, lorsqu'une propriété ne possédait pas assez de bras et d'équipement. Le bordier de nos jours serait considéré comme un petit entrepreneur.

Le régisseur ne travaillait pas la terre. Il s'occupait de la gestion financière et culturelle du domaine pour le propriétaire. Il gérait les affaires et les comptes et l'assolement des terres. S'il y avait un arbre à vendre, il faisait la vente, le patron lui faisait confiance.

M. Battu, ainsi, était régisseur à Rastignac. Les propriétaires du château étaient à Paris ou à Hossegor, lui était sur place et tenait les comptes. Le rôle du régisseur était la tenue de la comptabilité et de l'assolement des terres. Il pouvait aussi et c'était presque toujours le cas, décider de changer les modes de culture. Il en référait au propriétaire mais comme celui-ci était presque toujours d'accord, il gouvernait en réalité le domaine, sous la tutelle du propriétaire.

Il a pu arriver qu'un régisseur s'occupe de deux propriétés à la fois, jamais plus de trois. Les distances en étaient la cause car on ne se déplaçait qu'à pied. Le propriétaire choisissait son régisseur en fonction de sa réputation acquise par le « bouche-à-oreille », « celui-là est capable, il s'est spécialisé ». Les formations aux métiers de l'agriculture n'existaient pas, elles ont commencé à apparaître dans les années 30. Maintenant les régisseurs de grosses propriétés ou de GAEC (groupes agricoles d'exploitation en commun) sortent des lycées agricoles. Ces gens doivent avoir un bagage, connaître l'emploi des engrais, des herbicides, une bonne formation technique de base. Autrefois, on se formait sur le tas.

Je n'ai pas toujours dormi mon content

Lorsque j'étais domestique agricole de M. Granet, j'étais salarié : 40 000 francs anciens par mois. Cela me permettait de vivre correctement. J'avais une voiture mais ce n'était pas la fortune. Le salaire était fixé par M. Granet qui me payait plus que je n'aurais pu l'être chez d'autres propriétaires. Lorsque je travaillais pour mes parents ou mes beaux-parents, je n'étais pas payé. J'étais considéré comme aide familial pour la Mutuelle sociale agricole.

Comme la propriété de mes beaux-parents n'était pas suffisamment importante pour nous nourrir tous, j'ai travaillé aux Papeteries de Condat, pendant un temps.

La journée, j'étais chauffeur pour les Papeteries, je cotisais alors à la Sécurité sociale. Le soir, je faisais valoir la petite propriété. Les gens

disaient : « Le Raymond, ça lui fait pas peur de labourer ». Je dormais un quart d'heure, ça me suffisait, puis je repartais au travail.

Quand j'ai pu m'agrandir, mes beaux-parents se sont retirés et nous ont laissé la propriété. Lorsque j'ai été installé au Palin, je suis devenu adjoint au maire⁷ de l'époque, M. Jean Deltreuil.

A cette époque, j'ai été engagé comme régisseur du domaine de Valette par M. Brugeran. C'était un ami de mon père. Son régisseur était âgé. Il est donc venu me trouver en me disant : « Je veux que tu prennes la propriété ». Il avait vu que la mienne était bien tenue et avait apprécié la manière dont je la travaillais.

J'ai géré ce domaine pendant 50 ans. Nous avons fêté le cinquantenaire de la gérance en 2003. J'ai eu plusieurs patrons à Valette : M. Brugeran puis M. Le Moal qui habitait Brazzaville, contraint de revendre la propriété en 1967. Ce M. Le Moal me donnait toujours 40 000 francs par mois mais tous les domestiques et tout le matériel du domaine étaient à mon entière disposition. Je les employais pour Valette et pour moi lorsque j'en avais besoin. Ce qui provoquait la jalousie dans la région. On disait : « Lescure fait des affaires mais il n'est pas tout seul », ce qui n'était pas faux. Mais il fallait assumer toutes ces responsabilités.

Après la vente du domaine de Valette en 1967, à M. Divisia, j'ai continué à en être le régisseur car la vente s'était faite à cette condition. Aucun des propriétaires ne m'a jamais déclaré, ni augmenté. Ils me payaient de la main à la main. J'ai eu toute la confiance des propriétaires successifs, avec pouvoirs sur leur compte en banque et cependant je n'ai jamais demandé à être déclaré. Ce n'était pas la coutume. Nous travaillions ensemble de manière familiale. À l'époque, cette situation m'arrangeait bien et je n'ai rien réclamé. On peut dire que malgré leur confiance et leur gentillesse, les propriétaires ont bénéficié d'un régisseur qui leur a peu coûté. Ce qui fait que j'ai une très petite retraite. En conclusion, pendant cinquante ans, j'ai mené de front le domaine de Valette, le développement de la propriété du Palin et pendant une certaine période, la mairie de La Bachellerie (voir 3.5). Je n'ai pas toujours dormi mon content. »

La propriété du Palin J'ai eu beaucoup de chance. Comme j'étais assez bien noté comme travailleur, lorsque j'ai commencé à fréquenter ma femme qui était la fille unique des propriétaires d'une petite exploitation, mes beaux-parents n'ont pas hésité à m'accepter comme gendre.

Ma femme était une enfant gâtée qui avait tout ce qu'elle voulait mais moi qui voulais prospérer, même si je lui disais, pour lui faire plaisir : « achète-toi ça », il fallait toujours garder le plus d'argent possible pour la propriété. Acheter un tracteur, puis des vaches.

Lorsque nous nous sommes mariés, le 3 avril 1948, au Palin, il y avait trois vaches et cinq brebis, un demi-hectare de vignes, une charrue et une faucheuse attelée à deux vaches.

7. M. Lescure a été 2ème adjoint au maire, M. Deltreuil en 1959, puis premier adjoint en 1965 auprès de M. Deltreuil, puis de M. Léon Michel et maire en de 1982 à 1986.

Dans la ferme où je travaillais, avant mon mariage, nous avons battu 500 sacs de blé. C'était la plus grosse ferme de la région pour le grain. La bonne moyenne était de 25 ou 30 sacs par exploitation.

J'ai beaucoup travaillé, cela ne me faisait pas peur et j'ai beaucoup investi. Ainsi j'ai défriché 36 hectares de bois qui ne valaient rien à l'achat mais m'ont permis de planter le plateau des premières vignes. Comme, toujours en travaillant la propriété, j'étais chauffeur chez M. Dupuy, l'exploitant forestier, les samedis, j'empruntais son camion avec un treuil pour aider à l'arrachage des troncs. Les ouvriers se battaient à qui viendrait m'aider. Je crois que cela tenait à ce que j'étais dur mais juste. Personne n'avait à se plaindre de moi.

Mon fils qui détient maintenant la propriété, possède 60 hectares. Et comme vaches, au dernier recensement de sevrage, on en a compté 127. La vigne s'étend sur 5 hectares. L'arsenal de matériel est très important. Si mon fils devait acheter l'ensemble maintenant, il lui en coûterait environ 5 millions de francs.

De la polyculture à la production laitière *Jusqu'en 1945 la vigne a fait vivre la propriété puis progressivement à partir de 1952, l'élevage laitier s'y est substitué. Nous possédions cinq à six vaches. Le ramassage du lait pouvait se faire par la laiterie depuis de faibles quantités, un litre ou deux par exploitation. Ainsi, pour nous à La Brauge, la laiterie de Valojoux dont le propriétaire était Paul Puget, cherchait à acheter le lait qui lui manquait (A la laiterie de Valojoux ont succédé les laiteries de Sardignac.) Nous avons donc apporté à Charnaillas, environ, dix litres de lait par jour. La laiterie pouvait aussi accepter les demi-litres. Le ramassage se faisait ainsi : on triait à la main, puis le lait était versé dans des bidons que l'on portait au village voisin à un endroit précis, au bord de la route. Le laitier ne se déplaçait pas chez le producteur. Nous avons un petit carnet sur lequel était notée la quantité de lait livré. Cinq litres et demi, six litres, dix litres. Ce lait était payé tous les quinze jours. Nous avons une quinzaine de vaches. La production laitière marchait bien et la vente du lait représentait un apport régulier d'argent liquide (équivalent d'un salaire). (Pendant cette période, en 1954, sous le gouvernement de Mendès-France, ont eu/avaient lieu les distributions de lait dans les écoles.)*

L'ensemble de la tournée de Valojoux s'étendait sur un périmètre de 40 km. Aujourd'hui, le ramassage est de 4000 l. par jour. De plus, dans la production laitière, les contraintes sont arrivées (autrefois, les laiteries prenaient le lait sans contrôle). Analyse du taux de matière grasse (le prix du lait variait en fonction du taux de matière grasse), contrôle des bêtes. Autrefois, si une vache avait une mammite, une fois la mammite soignée et guérie, son lait était repris par le laitier, aujourd'hui, cette bête doit être définitivement écartée comme productrice.

Cette évolution vers la production laitière nécessitait une augmentation du cheptel, une extension de prairies et la construction ou l'adaptation

de bâtiments de ferme.

Il fallait donc augmenter la superficie des terres, ce qui fut fait en 1962, certains propriétaires abandonnant l'agriculture et vendant leur terre. Les Lapeyre, Lasserre, et Meyjournial purent sur leurs fonds propres acquérir de nouveaux hectares.

4.3.2 Témoignage de Pierrot Lapeyre

En hiver, l'école d'agriculture.

J'ai passé mon certificat d'étude et je suis allé ensuite une année au collège à Montignac. Comme je voulais rester travailler la terre à La Brauge, je suis allé ensuite/puis à l'école d'agriculture à Périgueux. Plus exactement, c'était une école professionnelle. J'y suis resté deux ans mais les cours n'avaient lieu que quatre à cinq mois par an, en hiver. C'était les débuts de l'école d'agriculture qui était installée à la Professionnelle qu'on appelle aujourd'hui Clavel. On ne revenait que tous les mois chez soi et on couchait dans des dortoirs où l'on était quarante à quarante-cinq, dortoirs chauffés. Il y avait un baquet où l'on faisait sa toilette, eau froide plutôt que chaude.

Et si dans la nuit, il y avait des bagarres, des coups de polochon, le pion arrivait et tout le monde était collé. Pas de sorties. La nourriture était passable, j'ai connu pire. À cette école, nous étions mille en tout, internes et externes. Tous les métiers manuels y étaient enseignés et cet enseignement menait à des grades différents.

Pour l'agriculture, on nous enseignait l'agriculture générale. Comme il y a un grand pas de la théorie à la pratique, on nous amenait toutes les semaines visiter une ferme. Et là, cela apportait beaucoup. Selon la manière dont était géré un travail ou un autre, on pouvait copier tout ou partie selon l'étendue ou la catégorie d'exploitation que l'on devait travailler.

Mes études ont duré deux années à l'école professionnelle. Ce système d'enseignement était tout nouveau, cela faisait peut-être deux ou trois ans que cela existait, et il n'était pas organisé comme aujourd'hui ; ainsi je n'ai jamais fait de stage en milieu professionnel. J'ai terminé mes études en 1953 et je suis revenu sur l'exploitation. Nous avons acheté notre premier tracteur, de la marque « Energic » en 1956 quand je suis parti à l'armée.

Tout le monde participait aux travaux agricoles. *Mon père est parti à la guerre en 1939. Il a été fait prisonnier et est resté cinq ans en Allemagne. En 1940, des gens, les Crucière, sont venus de Paris, du Vésinet exactement. Ils sont restés un certain temps. Nous connaissions déjà une des sœurs de cette famille et son mari qui étaient propriétaires d'une maison aux Carrières, à côté de la ferme de mon grand-père. Là, autrefois, il y avait un petit hameau, maintenant il n'y a plus qu'une maison.*

Mon grand-père avait un frère de 20 ans de moins que lui, Édouard. Il était parti à la guerre et avait eu bien des malheurs. Nous gardions une de ses deux filles (l'autre était à Aurillac) car sa femme était décédée en 1938. Édouard avait vendu son bien avant de partir à la guerre. Il a eu la chance de ne pas être fait prisonnier. Il est revenu après l'armistice, à la Brauge.

Nous étions alors :

Mon arrière-grand-mère, mon grand-père, ma mère et moi, les gens réfugiés de Paris qui étaient trois, mon grand-oncle et sa fille, Simone et un ouvrier agricole.

Nous étions installés de cette manière : mon grand-père couchait au grenier avec son frère. Simone avec l'arrière grand-mère, les trois de Paris dans une chambre, moi, je couchais avec ma mère et ma grand-mère. L'ouvrier dans une petite chambre à part.

Tout le monde participait aux travaux agricoles et se serrait les coudes. Madame Crucière et sa tante aidaient ma grand-mère à la cuisine.

M. Crucière, qui travaillait chez Citroën, aidait mon grand-père aux champs dans la mesure de ce qu'il savait et pouvait faire. Il me faisait de petits jouets en bois. Ensuite vers sept ans, les jours de vacances, les jeudis, au moment des travaux des champs, j'allais conduire la vache entre les rangs de vigne. Mon arrière-grand-mère gardait les moutons.

Aux grandes vacances, j'allais avec les voisins garder les dindons. Nous avions un petit troupeau. Je me servais de mon lance-pierres pour les faire tourner. J'allais à Charnaillas pour chercher du lait ou me faire couper les cheveux. Le coiffeur s'appelait Genèbre. Il n'avait plus de boutique mais il avait appris le métier et pouvait couper les cheveux.

En descendant de Charnaillas, il y avait une vigne et des artichauts plantés au bout de la vigne et avec une petite voisine, au printemps, on les épouventait pour en manger le bout. Je ne me souviens pas du goût que cela avait.

Les dindons on les menait jusque dans les vallons, là où maintenant il y a le forage.

4.3.3 « Choisir la production biologique ». Témoignage de Pierre-Francis Lacabanne

« Ma famille, dit M. Lacabanne, originaire de Charnaillas, ne s'est installée qu'au milieu du XIX siècle dans cette grande demeure qui a appartenu sous l'Ancien Régime à un fermier général. Je ne sais, qui a succédé à ce propriétaire avant que ma famille n'occupe cette propriété.

Mon aïeul ne possédait que la moitié de cette demeure. L'autre moitié appartenait à la famille Veziat, originaire des Farges. Vers 1920, la fille unique des Veziat a épousé le fils unique des Lacabane, revenu sain et sauf de la guerre de 14-18. La demeure a ainsi été réunifiée.

Mes arrières grands-parents et mes grands-parents pratiquaient la polyculture vivrière comme l'ensemble des cultivateurs du village de Charnaillas et des alentours. Sur une dizaine ou une quinzaine d'hectares, avec une paire de vaches (moins coûteuses que des bœufs), un mulet, se cultivaient vigne, céréales, légumes. À ces productions venaient s'ajouter la récolte et la vente des noix et l'élevage de quelques volailles et lapins. Mon père a agrandi de 30 hectares cette petite exploitation. Lorsque je lui ai succédé, j'ai décidé en 1990, d'abandonner définitivement la polyculture au profit de la production biologique⁸.

Cette production représente actuellement pour le végétal : 25 hectares (ha) de noyers, 14 ha de céréales, $\frac{1}{2}$ ha d'asperges, 4 à 5 ha de chênes truffiers. Je n'emploie aucun produit chimique, je n'utilise que du fumier organique. Ainsi, par exemple, les truffiers sont débroussaillés mécaniquement sans (utilisation de) désherbants chimiques. [...]

Nous n'élevons pas les canards et les oies. Cet élevage nécessiterait un trop grand espace, les volailles selon leur utilisation finale, étant prélevées à des âges différents. Ainsi les canards sont gavés à l'âge de 14 ou 15 semaines, les oies à 13 ou 15 semaines. Nous achetons donc nos volailles prêtes à gaver. Les canards, à un éleveur de Thenon, les oies, à la CEPAG (Coopérative des éleveurs de palmipèdes prêts à gaver), dépendant de la Chambre d'Agriculture. Nous achetons en moyenne des lots de 40 canards par semaine et de 60 oies par mois.

Ces volailles sont gavées dans notre ferme, à l'ancienne, exclusivement aux grains de maïs entiers et gonflés à l'eau. Les canards, pendant 15 à 17 jours, au rythme de 2 gavages par jour, les oies pendant 3 à 4 semaines, à raison de 3 gavages par jour.

Nous avons dû, pour traiter et transformer ces volailles, investir dans l'installation d'ateliers : un pour le gavage, un second pour l'abattage et la découpe, le troisième pour la préparation, la cuisine, la cuisson, la mise en conserve par sertissage et autoclave ou la mise sous vide, par machine, des produits frais.

Nous respectons dans cet atelier toutes les règles de la « marche en avant »⁹, garantie de l'hygiène dans la préparation culinaire en grande quantité.

En 2012, la transformation de volailles grasses représente 50 % de la production. L'autre moitié est fournie par nos noyeraies qui nous donnent environ 30 tonnes de noix par an, en variétés franquette et corne

8. En 2013 « Le Bio en France ne concernait qu'un million d'hectares, soit 3,7 % de la surface agricole utile (SAU). La SAU représente environ 78 millions d'hectares. chiffres fournis par la Presse, Salon de l'Agriculture 23 février 2013.

9. En agroalimentaire et en restauration, lors de la fabrication d'un aliment, toutes les opérations unitaires doivent en effet se succéder dans le temps de façon séquentielle et à des emplacements différents, de la matière première jusqu'au produit fini, sans retour en arrière. La marche en avant exige notamment l'élimination des conditionnements souillés, un cheminement vers des zones de plus en plus propres ou des mesures pour ne pas contaminer un produit déjà assaini.

Le travail de la noix dure trois semaines en octobre, pendant laquelle nous interrompons la production de « gras » [...] Après triage, les petites noix, écalées, lavées, séchées sont cassées et énoisées. Les cerneaux « arlequin » ou rouges, c'est-à-dire très colorés, ainsi que les brisures sont envoyées dans une huilerie certifiée « Ecocert ». Nous pouvons ainsi vendre une huile certifiée biologique. Les plus beaux cerneaux sont vendus par la Coopérative à destination des confiseurs et pâtisseries. Le délicat travail de l'énoisage (peut-être faudra-t-il définir le terme ?) est accompli par des personnes âgées, seules à pratiquer encore cette technique.

Les grosses noix, (elles,) après écalage, lavage et séchage, sont déversées dans des « Palox », grandes caisses en bois de 350 kg dont la Coopérative prendra livraison. Ces grosses noix seront ensuite vendues sur les marchés français ou européens, principalement en Allemagne et en Espagne. Une partie nous est réservée pour la vente directe à la ferme.

Cette récolte nous est payée en quatre étapes.

En début de saison, un acompte sur prévision de récolte. À la mi-octobre, un acompte sur chaque livraison prise par la Coopérative, payé dans les huit jours suivants. En décembre, un acompte représentant 25 % du prix de l'ensemble de la livraison. Début mars, le solde du prix total de la livraison calculé selon la qualité des noix. Cette qualité est définie à partir des prélèvements effectués sur chacune des livraisons.

En plus de ces productions, nous gérons la location de gîtes ruraux installés à proximité de notre demeure ou dans la commune.

Pour mieux faire connaître nos produits et nos gîtes, nous avons fait réaliser un site internet qui renforce l'impact des supports traditionnels de publicité : dépliants, cartes, affiches. C'est ma femme qui a la charge de la gestion de notre site.

La nouvelle orientation de mon exploitation a entraîné beaucoup de travaux de rénovation et d'aménagement des bâtiments et l'achat de matériel. Ce qui a été financé, comme pour de nombreux agriculteurs, par de forts emprunts. Comme notre exploitation ne repose que sur notre force de travail et donc notre forme physique, nous ressentons en permanence l'inquiétude de ne pas atteindre les objectifs fixés.

Nous aimerions transmettre le résultat de nos efforts à notre fils. Il a obtenu un BTS agricole mais il n'a que vingt ans et ne s'est pas encore décidé à s'engager totalement dans la voie que nous, avons choisie, en 1990.

Mise à jour de 2021 : entretien avec Pierre-Antoine Lacabanne.

J'ai pris la suite de mon père en 2017 après avoir obtenu mon BTS de gestion et comptabilité agricole au lycée agricole de Périgueux. Mais je suis présent et actif sur la ferme depuis 2012. Je connais donc bien l'activité.

Presque rien n'a changé depuis que j'en ai pris la responsabilité : nous sommes une entreprise familiale qui fait toujours de l'agriculture vivrière

biologique avec une production diversifiée (noix, asperges, vigne, fruitiers, truffes), plus l'élaboration de produits liés aux canards.

Cela nous donne de la souplesse et nous permet de nous retourner en cas de mauvaise récolte sur une des productions. Notre exploitation est intégrée : nous commercialisons nous-mêmes notre production.

La région est touristique. Le magasin que nous exploitons a plus de 20 ans et nous sommes maintenant relativement connus : nous avons une clientèle, à laquelle on expédie aussi des produits quand ils le souhaitent.

J'ai conscience d'être un des derniers agriculteurs de la commune, le seul en activité principale. Mon sentiment est surtout de fierté et de satisfaction : on apporte de la valeur ajoutée.

Chapitre 5

Les commerces

En écoutant les habitants et en suivant la trame fournie par M. Jean Deltreuil, lors d'un de ces témoignages, réapparaissent les anciennes boutiques, les ateliers, les entreprises, échelonnés de bas en haut du bourg.

5.1 Des foires et des marchés.

Il y avait deux foires par an à la Bachellerie jusqu'à la fin des années cinquante.

L'une existait depuis le 15 octobre 1538 par lettre patente de François 1er, donnée à Jean Chapt, seigneur de Rastignac. Puis ont été créés la Foire dite de la Madeleine le 22 juillet, et un marché tous les lundis. Louis XIII accorda ensuite la création de trois autres foires, à la Saint-Martin, au Jour des Rois et à la Mi-Carême.

(Mémoire Deltreuil, Chabert)

Après la Deuxième guerre mondiale, le « groupe social des petits patrons d'industrie, des artisans et des boutiquiers » va subir de plein fouet, les effets de la croissance. La contrainte du marché, la concurrence des grandes entreprises, et la mise en place de nouveaux circuits de distribution vont les contraindre à cesser leurs activités. Les séquelles des pénuries du temps de guerre, leur ont permis de se maintenir à la surface, mais à partir de cette date, nombre d'entre eux doivent renoncer à une compétition que l'exiguïté de leurs affaires et l'archaïsme de leurs méthodes ne les autorisent plus à poursuivre. » Serge Berstein, Pierre Milza – Histoire de la France au XX^e siècle. T. III – Editions Perrin, coll. Tempus.

À La Bachellerie, l'importance des foires dont l'existence remonte aux XVI^e et XVII^e siècles, commence à décliner mais les commerces sont encore nombreux et les commerçants y gagnent leur vie. Ce qui ne serait plus possible actuellement. Le déclin des commerces dans la commune s'amorce à partir des années soixante.

Le dernier lundi de mars, [raconte M. Deltreuil] avait lieu la Foire des moutons.

Elle se tenait depuis l'emplacement de l'actuelle mairie jusqu'à la Croix [de la Fontaine Bachelière]. Les gens tenaient leurs moutons dans un parc. Tout l'hiver, ils les avaient engraisés aux betteraves et aux topinambours. Ils les vendaient, une fois tondus, ce jour-là. Pendant ce temps, sous la Halle, d'autres personnes vendaient des tissus, des étoffes et de la volaille.

La deuxième foire se tenait le 22 juillet : La Foire de Madeleine qui était une foire aux cochons.

Les cochons étaient parqués sous les Codercs, à côté du Monument aux Morts. La bascule (balance) était installée devant chez Lustrissy, l'actuelle place Priouzeau, qui était alors la poste. Une petite bâtisse s'élevait sur cette place, elle renfermait la bascule, sorte de grande balance qui servait à effectuer toutes sortes de pesées notamment les jours de foires. D'aucun, son cochon, son veau, sa vache, d'autres du foin...

Ce service était effectué par Mlle Malet qui assurait à la demande, tous les jours, ouverture et fermeture. Pour cette astreinte, elle percevait une somme modique de la mairie, somme dûment enregistrée.

Mlle Malet se déplaçait difficilement à l'aide d'une canne mais apportait toute sa rigueur à cette tâche.

Ces foires se sont arrêtées au début des années cinquante. Il a existé aussi un marché qui se tenait, sur la place, tous les derniers lundis de chaque mois. C'était un marché ordinaire : victuailles, vêtements etc. mais sans bestiaux. Il a duré plus longtemps : jusqu'au début des années soixante.

Ces foires et ces marchés étaient florissants. Nos Anciens s'en souviennent. Dans un article publié par M. Pierre Tocah, ancien maire, dans la Nouvelle République de Bordeaux et du Sud-Ouest, aux environs de 1954, nous en retrouvons une bonne description.

Tous les dimanches, jour de marché, les paysans apportaient sur la place œufs, volailles, légumes et permettaient ainsi à la population de trouver sur place tout ce dont elle avait besoin. Les vignes couvraient les coteaux, et les grandes caves voûtées que l'on trouve sous les vieilles maisons de La Bachellerie attestent l'importance des récoltes de ce temps et la prospérité des vignerons.

Une industrie locale découlait de cette activité : une usine de marc, avait été installée par un certain M. Artigou¹ Les foires quant à elles, attiraient toute la population d'alentour. Il s'y faisait des échanges très importants. Bovins sur le Coderc, ovins en haut du bourg faisaient l'objet d'un commerce intense qui se matérialisait les soirs de foire par le départ de vingt à trente wagons de bétail.

Les truffes, les noix, les châtaignes étaient aussi l'objet d'un commerce fructueux.

1. Preuve supplémentaire de l'importance de la vigne avant le Phylloxéra, la distillerie qui existait à la Lande, au bord de la route 89. Le grand-père d'Huguette et de Roland Goudaux a acheté, en 1900, le bâtiment qui était à l'abandon. Il va devenir la maison familiale. Les petits enfants se souviennent des deux hautes cheminées et des deux hauts fourneaux en cuivre bien astiqués.

Les commerçants locaux, nombreux à l'époque, hôtels, cafés, épiciers, marchands drapiers vivaient leurs grands jours. Qui imagine ceci, en regardant, le samedi matin, les deux ou trois vendeurs de notre petit marché ? » (Extrait d'un article de Mme Jeanne Michel, épouse de M. Léon Michel, maire de La Bachellerie, publié au Bulletin municipal annuel n° 4 – 1 984).

5.2 Il y avait des épiceries...

Dans le quartier de la Mule Blanche, à l'angle de la route qui va à la gare (maison actuellement démolie), il y avait une épicerie-buvette depuis les années 1930 : Elle a été tenue d'abord par M. Rougier puis par Mme Vézine. Dans la maison voisine, on trouve trace d'un commerce tenu après la seconde guerre mondiale par M. et Mme Galard jusqu'aux années 1970. Au commerce d'épicerie, Madame Galard ajoutera un fonds de vaisselle et de linge de maison de qualité. Son mari, Yves, faisait les tournées.

À la buvette où les ouvriers dévolus à l'entretien régulier des rails, venaient nombreux boire « l'apéro » ou se rafraîchir.

En montant, à l'entrée du bourg, à l'angle de la rue de la République et de la rue Jean Faucher, il y avait, quand mon grand-père, dit M. Jean Deltreuil, a acheté la maison en 1925 « la Coopérative du Centre Ouest ». Celle-ci était tenue par Reyjal, le frère de l'ancien maire. [Aujourd'hui cette maison est celle de Bernard, fils de Jean Deltreuil]

Puis, la deuxième coopérative intercommunale s'est déplacée à la gare de Marchandise de la gare. Puis elle s'est déplacée dans l'actuelle grange de M. Foncy fils, à proximité de l'ancien château d'eau qui permettait d'alimenter le chemin de fer à vapeur. ensuite elle est revenue à la gare de marchandise et fut complètement modifiée et agrandie telle que l'on peut la voir actuellement

Dans l'angle de la maison Deltreuil, la première coopérative, a été remplacée par une épicerie-quincaillerie gérée par Madame Carcenac. Les habitants du bourg se souviennent :

En 1952, tout se vendait encore, chez elle, au poids et au détail. La farine, le sucre etc. dans de grands sacs de jute à même le sol, l'huile dans des bidons, devant un petit comptoir.

Le tout pesé sur une balance Roberval en cuivre bien astiquée. Les mesures liquides telles que l'huile se mesuraient au décilitre. Il était impensable à cette époque d'acheter un litre d'huile par exemple. Les bonbons, eux, étaient au ras des yeux des enfants, dans de grands bocaux en verre transparents, fermés d'un couvercle en forme de dôme. En son centre un joli bouton en forme de poire.

Les enfants avaient le droit de plonger la main dans le bocal des caramels, car ils étaient « pliés » (emballés de deux couches de papier). En ôtant le 1er papier, il y avait parfois, oh surprise, écrit « gagnant », ce qui donnait le droit à un autre gratuitement. Cela arrivait parfois,

mais c'était très rare. Dans tous les cas, c'était un espoir qui faisait saliver d'envie. Peu d'enfants disposaient d'argent de poche, c'était un luxe d'autant apprécié. Un caramel coûtait un centime de francs. Les roudoudous étaient des coquilles garnies d'un bonbon coloré selon le parfum. Ils étaient plus chers, 50 cts pièce mais duraient beaucoup plus longtemps. Mme Carcenac a tenu longtemps son commerce. »

Madame Rex et sa mère, Madame Larfeuille, tenaient une épicerie à gauche de la Place du 30 mars.

« Elles étaient les commerçantes les plus âgées en 1950. Le magasin était au rez-de-chaussée. Le comptoir se trouvait au fond de la pièce, la seule porte d'entrée donnait peu de clarté et ces dames étaient vêtues de noir jusqu'aux chevilles. La dame la plus âgée devait avoir froid car elle portait toujours des mitaines, et les enfants riaient de la voir essuyer sa goutte au nez. Cependant, ils n'étaient jamais très rassurés, et filaient rapidement la course faite car les parents eux tenaient à faire travailler tous les commerçants. »

L'épicerie a dû fermer vers 1965. La maison a été achetée par M. et Mme Trémouille dont le mari Maurice, plâtrier-peintre, a exercé son métier jusque dans les années 1990. Mme Rolande Trémouille, dame très coquette a tenu à la place de l'épicerie, de 1982 à son décès en 1997, le « Tabacs-Journaux ».

La grosse maison appartenant à la famille Bourgoïn à l'angle de la rue Aloïs Moreillon a été une poste, puis la succursale d'une chaîne d'épiceries : Le Caïfa.

Cette épicerie a été tenue par Mme Bayle. Puis par Mme Moreillon. Les sacs au sol n'existaient plus, tout était sur étagères. Une fois l'an, il y avait un tirage avec un lot gagnant : une superbe poupée qui fermait les yeux et faisait envie à toutes les petites filles.

Le magasin a fermé en 1949, la chaîne Le Caïfa ayant cessé d'exister.

Dans la maison à côté de l'actuelle bibliothèque, M. et Mme Divoix tenaient une épicerie. M. Divoix faisait les tournées. Ce couple est resté très peu de temps.

Cette épicerie a été reprise après 1958, par Mme Lily Lhiaubet. Elle et son mari revenaient du Maroc. Elle était dynamique, toujours prête à rire et très coquette. Elle a tenu l'épicerie-mercerie jusqu'en 1990. Elle s'est beaucoup investie au sein des associations car elle savait tout faire : tricot, décoration...

Dans la maison Pinet, (actuellement propriété de la famille Lacabanne) qui se trouve face à la place du village, Mme Lodetti, a tenu une quincaillerie. Cette boutique était à côté du « Top 24 », bureau de tabac, café devenu en 2022 L'épicentre.

Voici ce que raconte l'une de ses filles sur l'installation de ses parents en Dordogne, puis à La Bachellerie après la guerre.

Monsieur et Madame Lodetti avant la guerre vivent à Paris. Ils ont

eu deux filles. Les premiers bombardements détruisent l'école de l'aînée, Mimi. Le père la retrouve terrorisée ayant perdu la parole.

Les parents décident de confier leurs enfants à des cousins en Dordogne qui était zone libre. En 1940, le voyage se fait en voiture sous les bombardements. Enfin, ils sont sains et saufs, soulagés de mettre au moins leurs progénitures à l'abri du danger.

Les parents repartent à Paris. Lors d'une visite à leur fille, la zone libre étant supprimée, ils sont bloqués en Dordogne où ils possèdent une maison à proximité de leurs familles. Le père, italien, avait demandé en 1939 la nationalité française mais la situation n'étant pas régularisée il n'était plus question de retourner à Paris.

Pendant la guerre, ils ont vécu comme ils ont pu. Sa fille cadette née en 1943 pense que son père était caché dans les bois, en communion avec le maquis. Puisqu'il a fait toute cette période des charbonnières pour alimenter les voitures au gazogène. Il n'a jamais voulu parler plus tard de cette période. Étant parti de Paris pour revenir bientôt, leur appartement avait été vandalisé.

En 1948, mes parents arrivent à La Bachellerie, ma mère loue une pièce attenante à l'habitation de la famille Pinet. Celle-ci donne sur la rue face à la place du village. C'était minuscule mais chaque espace était occupé. On se croyait dans la caverne d'Ali Baba. En fait, c'était une quincaillerie, mais pas seulement.

En franchissant la porte, en premier lieu, on était pris par un mélange d'odeurs exotiques, eau de Cologne, savonnets. Les effluves émanant des cuirs, du daim, des tissus de toutes sortes, ordinaires, soyeux ou précieux réjouissaient les sens et les yeux. Elle y a même vendu les premières robes en nylon.

Tout était possible. Si on souhaitait acheter une cuisinière, pas de problème ! Mon père, veilleur de nuit au Chemin de fer, étant disponible la journée, sitôt dit sitôt fait, rapidement la livraison était faite et nul besoin de l'aide d'un tiers. Mon père était une force de la nature. Il était débrouillard, c'était un sacré bosseur, sachant tout faire, aimant les gens et la vie. Il est décédé à 57 ans. Madame Lodetti a continué à tenir le commerce jusqu'en 1968.

5.3 Deux boulangeries

L'une, boulangerie-pâtisserie, sur la rue de la République à côté de l'église tenue par deux générations de la famille Lagorce depuis les années 1920.

Jean Lagorce, le fils prend la succession de son père dans les années 1930. La nuit bien sûr, il était au fournil, sa réputation de boulanger n'était plus à faire. Une bande de copains du même âge venait lui tenir compagnie. Il raconte que leur imagination était fertile et c'étaient de joyeux lurons qui aimaient rire. C'est ainsi qu'une nuit, ils ont eu l'idée d'écrire des poèmes anonymes aux filles du village. L'un d'entre eux a été retrouvé par hasard.

Charmente bachelière vous avez des manières qui captivent au premier abord et font de vous la fleur du Périgord.

Vous avez des yeux vraiment merveilleux qui captivent, tout comme la lampe attire les papillons, vos cheveux non coupés attirent tous les béguins.

Pour ma part, je suis fou en voyant votre chignon mais votre indifférence me remplit de chagrin.

Le facteur était chargé de distribuer ces mots doux aux jeunes filles en cachette des parents, ce service le rendait fou car il était complice et s'il était découvert... ! À l'époque, les parents ne badinaient pas sur l'honneur de leur famille.

Une jeune fille Marguerite, de Thenon, devient son épouse en 1935.

En 1939, Jean a été mobilisé. Son épouse Marguerite resta seule avec leur fils Guy âgé de 2 ans et demi et sa belle-mère. Le témoignage de sa vie pendant cette période est à lire dans la première partie : « Les Années noires », et aussi relaté dans le livre de Martial Faucon "Les enfants martyrs de La Bachellerie".

À la fin de la guerre, Jean Lagorce, sera délégué à l'accueil des prisonniers ou des STO, retour des stalags ou des lieux de travail forcé.

Mais dès son retour de captivité, Jean avait repris sa place au fournil et recommencé ses tournées. Son camion était attendu dans les villages qu'il desservait au fil de la semaine. Son passage créait un lien bienveillant, messenger des bonnes comme des mauvaises nouvelles. Il vendait du pain mais aussi du son et de la "repassse", débris de céréales, utilisés pour nourrir les canards et les cochons.

Une de ses anciennes petites voisines, Régine Mercier, fille du boucher, âgée de dix ans et sa camarade, Simone Voisin, l'accompagnaient parfois dans ses tournées au Palin, aux Monteyx, à Laularie. Elles roulaient, enveloppées par l'odeur des énormes tourtes rangées à l'arrière du camion.

Régine et Simone se souviennent aussi qu'une fois par semaine, M. Lagorce préparait et cuisait des mokas, des choux et des éclairs. Elles avaient le droit de manger les « chutes » qui demeuraient après la découpe des mokas. Une fois par an, il faisait les tortillons pour la fête des Rameaux².

Jusque dans les années soixante-dix, le four chaud, accueillait après la fournée, la cuisson des gâteaux et des volailles préparés par les habitants du bourg. Leurs bonnes

2. Le tortillon appartient à une catégorie de desserts très anciens dont la tradition remonte au Moyen Âge : en effet, comme les échaudés, ils correspondent à un mode de cuisson classique de cette époque où l'on fait pocher la pâte à l'eau bouillante avant de l'égoutter soigneusement et de la faire sécher au four. C'est le cas des bretzels alsaciens ou des craquelins normands, également très anciens. Dans le Périgord, les tortillons, souvent parfumés avec des grains d'anis, garnissaient les rameaux des enfants, suivant la région, on y ajoutait des brioches plates à trois branches les cornuelles (ou cournadèles à Bergerac). Dans cette ville, aux temps très anciens, les rameaux étaient décorés de sardinoux, des petits poissons salés. À Sarlat, on attachait aux rameaux des colombes ou des gâteaux en forme de poupée

odeurs se répandaient dans le quartier.

Jean fut conseiller municipal, président de l'association des anciens prisonniers. Homme doux, bienveillant, aimé de tous, jusqu'à la fin de sa vie il « gardera ce regard malicieux à l'ombre des sourcils broussailleux. » comme s'en souvient Marie Lyse Dubois.

Marguerite a laissé le souvenir d'une belle boulangère aux yeux bleu, active et pétillante. Tout au long de sa vie, elle a montré son courage et sa force de caractère.

Après la guerre, elle sera souvent l'assistante bénévole du docteur Faraggi à l'occasion d'accouchements difficiles.

Le docteur avait formé certaines volontaires à faire des piqûres et Marguerite faisait partie du « lot ». Les infirmières à domicile n'existaient pas encore. Marguerite partait par tous les temps, à n'importe quelle heure, la nuit, en plein hiver, la route des Fours verglacée et les chaussettes sur ses chaussures pour ne pas glisser. Les enfants de quelques familles nombreuses en difficulté se souviennent de son aide discrète, mais toujours efficace.

Après cette longue vie de travail, Jean et Marguerite prirent enfin leur retraite.

La boulangerie a connu quelques successeurs avant d'être reprise par un jeune couple et ses deux enfants, la famille Vergnolle, en 1992. Marguerite Lagorce a laissé à Marie-Claude, le secret de ses massepains qui restent toujours aussi délicieux³.

L'autre boulangerie, en haut de la rue des Fours, était tenue par M. et Mme Chauvignat.

M. et Mme Chiorozas avec leurs enfants en ont pris la succession. M. Chiorozas, lors de ses tournées, n'hésitait pas à embarquer en balade, les enfants du quartier. Parmi ceux-ci, les petits Chastrusse, Gilles Chantalat et bien sûr, ses propres enfants.

Monsieur Chiorozas décède relativement jeune en 1976, son épouse tiendra par la suite, une épicerie. L'une de ses belles-filles, avant la fermeture vers 1995, l'aidera à tenir le commerce.

À côté, de chez Lagorce, près de la poste actuelle, avant la Seconde Guerre Mondiale, dans une maison qui a été démolie, Mme Lidove, la mère de l'institutrice, une Auvergnate, était étameuse.

5.4 Trois boucheries

L'une, en face de l'église, avait été tenue par M. Achille Auphel d'Azerat et son épouse Mélanie.

Selon les souvenirs de sa petite fille née en 1933, ils avaient acheté cette boutique en 1912 qui avait été occupée, par une épicerie.

3. La boulangerie Vergnolle a quitté La Bachellerie en 2020 pour Thenon où l'installation d'un four moderne leur a facilité ce travail pénible.

La famille Auphel tiendra la boucherie trente-quatre ans. Au décès de M. Auphel en 1942, sa femme continue à tenir son commerce, grâce à son commis, M. Subrigi, qui effectue abattage et découpe de la viande. En 1943, Mme Auphel accueillera à La Bachellerie sa petite fille et son petit-fils dont le père M. Faure, vient d'être arrêté et déporté en même temps que son compagnon de résistance Edmond Michelet. Elle accueillera également sa nièce Constance Bonhomme. Mme Auphel décédera à Brive en 1988, chez ses enfants.

La boucherie sera rachetée par la famille Mercier en 1946.

M. Mercier, originaire du Lot, avait appris son métier dans une grande boucherie parisienne et acquis ainsi une excellente technique dans la découpe de la viande. C'était, dit sa fille Régine, un artiste dans sa partie. Il était également charcutier, spécialiste du pâté de Sainte Féréole et du jambon de Paris, en plus du pâté de foie gras, du jambon sec, saucisson, boudin et andouillette. Certaines femmes du village venaient travailler à la boucherie pour l'enfilage des boudins et des andouillettes. Une couturière Mme Chose venait régulièrement toutes les semaines pour ce travail.

Régine Mercier, a reconstitué en 2008, après le décès de ses parents, la boucherie à l'ancienne. Devenue « boucherie philosophique » accueillant des expositions, elle est très visitée lors des Journées du Patrimoine

L'autre boucherie, à l'angle de la place du 30 mars, appartenait à Monsieur et Madame Bienaise. Les Bienaise étaient bouchers de père en fils sur trois générations. Jean et Denise sont maintenant à la retraite. La boucherie est désormais une salle de lecture et de télévision.

Voici l'histoire de cette dynastie de bouchers racontée par Denise l'épouse de Jean Bienaise

Le grand-père de Jean, Marcel, est né en 1850. Au moment de leur mariage, sa femme est couturière. Ils habitaient la maison à gauche de l'impasse de la mairie.

L'abattoir était le grand bâtiment, un peu plus bas, mitoyen avec celui de M. Auphel.

Des canaux communs creusés au sol conduisaient, à ciel ouvert, les eaux usées des abattoirs par la rue en pente, Aloïs Moreillon (appelée autrefois rue des abattoirs). Elles s'écoulaient jusqu'à la « Croix des Toutiers » pour finir leur course au pré en contrebas. Ceci dura jusqu'à la fermeture de la boucherie Auphel, le repreneur M. Mercier ayant créé un abattoir non loin de son domicile. « Les règles d'hygiène n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. » dit Jean en riant. Certains enfants, garçons et filles, se donnaient rendez-vous pour assister à l'abattage, comme à un spectacle normal. Pour les gros animaux comme les vaches, ils s'entendaient dire : « Allez ouste, les garnements rentrez chez vous ».

Jean se souvient d'avoir entendu dire par son père que Marcel en 1886 est allé à pied chercher son premier veau à Lanouaille.

Il expédiait des commandes de viande de porc qu'il conduisait en char à banc jusqu'à la gare de Brive où elles partaient pour Bordeaux dans des chambres réfrigérées. Plus tard les viandes de bœuf partaient de la gare de La Bachellerie direction les Halles de Paris.

Puis, Marcel fait l'acquisition de la maison située à l'angle de l'actuelle place Priouzeau et de la rue de La République et y installe la boucherie. Marie, son épouse cuisine les charcuteries et sert les clients.

Leur petit-fils Jean arrive en 1923 puis deux ans plus tard, une petite fille Jeannine qui décède à 17 mois d'une méningite.

À dix ans, Jean est mis en pension au collège Saint-Joseph de Périgueux. Pour le petit garçon, cela a été dur. Les retours à la maison se faisaient à Toussaint, Carnaval, Pâques et les grandes vacances. « Ma mère venait me voir quelquefois mais pas souvent ». Il reste en pension jusqu'en 1939.

En 1943, il a vingt ans et part aux Chantiers de Jeunesse puis prend le maquis. Ensuite, il s'engage comme soldat dans le régiment de la 2e DB.

À la démobilisation, il réintègre tout naturellement la vie familiale. En 1952, il épouse Denise dont il aura six enfants de 1953 à 1964.

Le travail des hommes, à la fois bouchers et maquignons, consistait à prospecter les campagnes et à aller dans les foires afin de retenir les animaux dont ils avaient besoin, en ouvrant l'œil et le bon pour dénicher la meilleure qualité. Les animaux étaient pesés sur pied sur la bascule communale par la préposée Mlle Mallet.

Jean se souvient que malgré tout, l'aspect d'une bête peut être trompeur. Comme cette belle limousine qui montra à la découpe une anomalie des intestins, le vétérinaire, M. Pichon de Thenon, aussitôt appelé diagnostiqua une tuberculose. La vache fut envoyée à l'équarrissage.

Les peaux des bovins abattus, étaient étendues au sol, salées pendant une journée puis pliées et empilées les unes sur les autres. Les peaux de mouton étaient suspendues dans le grenier au-dessus de l'abattoir qui faisait office de grange à foin. Le suif (graisse retirée des tissus adipeux des mammifères et qui servait autrefois, en particulier à faire des chandelles) était aussi récupéré et le tout partait à Brive lorsque la quantité paraissait suffisante.

Dans les années cinquante, les camions « Bernis » venaient sur place récupérer la marchandise qui s'acheminait par la gare de Brive jusqu'aux Halles de Paris.

Jusqu'à l'acquisition d'une chambre froide, les viandes étaient maintenues au frais grâce à des pains de glace fournis par le moulin de Ladoue.

Après son mariage, Denise s'est lancée en cuisine en reprenant les recettes traditionnelles de sa mère car traditionnellement les maîtresses de maison fabriquaient leurs charcuteries à la maison.

Denise cuisinait pour la charcuterie : les boudins, deux fois par semaine, été comme hiver, les andouillettes une fois par semaine, les grillons, les pâtés de foie de porc...

et chaque matin, les saucisses car il n'y avait pas de conservateur. En 1961, la vie de Denise s'est nettement améliorée grâce à l'arrivée de l'eau dans les éviers. La corvée de la journée : aller prendre l'eau à la fontaine municipale avec un seau de 10 à 15 litres à chaque bras n'est plus qu'un mauvais rêve mais le dos et les épaules s'en souviennent encore.

Sa belle-mère reste fidèle au service des clients. Ses découpes sont exécutées comme une professionnelle.

Toujours impeccable, elle donne satisfaction à chacun et la clientèle est nombreuse.

Lorsque les enfants ont été en âge d'aider, pendant les vacances scolaires, ils donnaient un coup de main. À l'abattoir, préparer et surveiller le feu de la chaudière, laver le sol ; au laboratoire, participer à la confection des saucisses.

La boutique a été ouverte tous les jours du lundi au dimanche matin, jusque dans les années 1967. Lorsque les aînés des enfants ont atteint l'âge de 12 ans, Denise et Jean se sont offerts 15 jours de voyage en famille chaque année.

Dans le même temps, ils possédaient trois vaches : une laitière qui fournissait assez de lait pour que Denise puisse faire des fromages qu'elle vendait, les deux autres vaches travaillaient les trois hectares de vigne de la famille et également une propriété au Breuil, mise en métayage.

À la maison, Durille était déjà au service de Mme Bienaise mère, âgée et usée par les travaux, surtout par les lessives. Elle faisait partie de la famille et partageait leurs repas. Ensuite, Jeannette Larivière, viendra la remplacer, sa fille, Monique, bien utile à la maison deviendra aide-ménagère et son dévouement sera très apprécié dans de nombreuses familles jusqu'à sa retraite.

La mère de Jean restera devant son étal jusqu'en 1968. À son décès en 1969, Denise prendra le relais jusqu'à la retraite de leur couple en 1986.

Denise n'est pas restée inactive pendant sa retraite. Elle a été responsable du club des Aînés de longues années. Au profit de ce club, elle exécutait, lors des ventes, des jeux d'aiguilles ou de tricot qui étaient admirés et son savoir, envié par les jeunes femmes.

Elle a également fait partie de l'équipe paroissiale.

De 1981 à 1997, à l'angle de la rue Eugène Le Roy, face à la place du 30 mars, à l'emplacement où était installé autrefois le coiffeur Trébier, J-M Turek a tenu une boucherie-épicerie.

Deux jeunes femmes Bernadette Pertuis et Yvette Verdier y étaient employées en alternance.

En 1988, M. Turek va rencontrer son futur successeur à la boucherie, M. Anouar Belabbès, lors de la fête de la Bachelierie, le 1er août.

M. Anouar Belabbès est d'origine marocaine mais sa famille est en France depuis trois générations.

Il est né en 1974 à Thenon d'une fratrie de sept enfants, fier de pouvoir dire que chacun d'entre eux a connu une enfance heureuse avec des réussites professionnelles obtenues grâce au courage et à l'attitude exemplaire de leurs parents.

En 1988, Anouar a quatorze ans.

Lorsqu'il arrive au village en mobylette, celle-ci tombe en panne. Jean-Marie Turek lui propose son aide et cette rencontre fortuite va orienter l'avenir du jeune homme.

Tout en l'aidant Jean-Marie Turek lui explique qu'il cherche un apprenti-boucher. L'affaire est faite. En trois ans, Anouar obtient son CAP et l'année suivante son BP.

De sa rencontre avec Sandrine qui devient sa muse, naissent Mathieu et plus tard Myriam. Anouar a alors 21 ans et son métier bien en mains. Il occupe déjà une place de boucher dans une grande surface depuis ses 19 ans, place qu'il occupera jusqu'à 22 ans. Il décide alors de faire « le grand saut » et devient alors son propre patron en remplaçant M. Turek qui quitte La Bachellerie.

Une épicerie générale était adjointe à la boucherie. L'ensemble a bien fonctionné grâce à l'aide de Bernadette Pertuis, pendant les deux premières années. « La population du troisième âge était plus nombreuse qu'à l'heure actuelle, la fréquentation des clients était régulière. Avec les nouveaux habitants qui travaillent à l'extérieur, partant le matin et pressés de rentrer le soir à la maison, le commerce a décliné jusqu'à sa fermeture en 2002. C'était la galère, j'ai mis longtemps à refaire surface ».



PHOTO 5.1 – Magasin au début des années 2000

Pendant onze ans, il occupe des emplois divers dans une grande surface. En 2013, « me voilà projeté cadre dans la grande distribution. Les responsabilités sont d'un autre ordre, mais au moins je n'ai pas la pression du budget à boucler. Ce que

j'apprends à l'heure actuelle est très enrichissant et motivant mais il faut veiller au grain et rester performant. »

5.5 Journaux et tabac

Jusqu'en 1950, rue des Escarabilles, Mademoiselle Queroy, célibataire ayant toujours vécu avec son père vendait les journaux. Cette vente a été, ensuite, reprise par Marcelle Tréber dans le salon de coiffure de son père, à l'angle de la rue du Trente mars, jusqu'en 1970.

Mme Reyjal dont le mari a été élu maire en 1947, a tenu le bureau de tabac et vendait les journaux jusque dans les années soixante, face à l'ancienne scierie de M. Dupuy, dans la rue Lafarge. Mme Chantalat a exercé ce commerce de 1962 à 1982.

En 1992, rue de la République, face à la place du village, un bar-restaurant (le TOP 24) a ouvert à l'initiative de Marie-Pierre Prat, née Géraud, originaire de la commune. Après 1999, le magasin est devenu un bar-tabac-presse-épicerie.

Témoignage de Marie-Pierre Prat (Août 2021)

Je suis née à La Bachellerie, où mes grands parents avaient acheté la maison face à la poste et où ils ont vécu jusqu'à la fin. J'y suis allée à l'école puis j'ai obtenu un BEP de steno-dactylographie et me suis mariée jeune, à 18 ans. Mon mari avait un commerce (un bar-station service) et j'ai appris le métier sur le tas.



PHOTO 5.2 – Le tabac-épicerie TOP 24 en 2021

Nous nous sommes installés en 1992, il y a presque 30 ans. L'immeuble où nous sommes toujours, un ancien bar-restaurant, était à vendre. Nous avons commencé avec la même activité puis avons racheté le bureau de tabac-presse en 1999. Nous sommes devenus dépôt de pain en 2020 lorsque la boulangerie restant dans le village a fermé. Depuis, nous avons persévéré dans ce domaine. Tout n'a pas été rose mais on a travaillé tant

qu'on a pu en essayant de faire en sorte que nos produits plaisent aux clients : nous avons fait le choix de privilégier des produits haut de gamme correspondant à des circuits courts. Nous avons une clientèle fidèle.

Nous avons en plus organisé depuis les années 1980 et jusqu'en 2011 un rassemblement annuel de motards pour le week-end de l'Ascension sur un terrain privé du Causse, ainsi que des actions humanitaires : à l'occasion du Téléthon, nous avons organisé pendant une quinzaine d'années des regroupements itinérants de motards (plus d'une centaine) visitant les différentes communes pour solliciter des dons.

Suite au déclin du commerce à La Bachellerie, nous sommes maintenant l'unique commerce polyvalent dans la commune et nous avons conscience de notre responsabilité au service du village.

Au cours du temps, bien des choses ont changé : les gens viennent bien moins qu'autrefois pour simplement prendre un verre et discuter avec des amis. Il y a davantage d'habitants qu'autrefois mais ils sont moins présents et sans doute dans l'ensemble moins engagés qu'autrefois.

Une partie de notre clientèle, surtout en été, est constituée de touristes qui résident temporairement dans un des gîtes ruraux (il sont nombreux dans la commune). Cela fait travailler les commerces et les artisans locaux.

Un commerce tel que le nôtre est viable, tant qu'il reste polyvalent : il n'est sans doute plus possible d'avoir de manière séparée une épicerie, un bureau de tabac, un boucher...

Nous sommes actuellement en train de songer à passer la main à de plus jeunes. Pour l'avenir, je suis optimiste ; le pays a des atouts et il pourrait en avoir encore davantage (par exemple en ouvrant une aire pour camping-cars, ce qui est techniquement possible sur l'esplanade où a lieu la fête annuelle). J'espère que le commerce continuera encore longtemps, car il correspond à un besoin social.

5.6 Des tournées dans les villages...

Les commerçants du village, les bouchers y compris, effectuaient des tournées en complément de leurs commerces. Une nécessité pour la survie des villages dotés d'une population nombreuse et isolée, sans moyen de locomotion.

Jusqu'en 2013, la boulangerie Vergnolle a poursuivi la tradition en allant jusqu'à Beauregard.

Un exemple parmi d'autres, de la création d'un commerce de fruits et légumes vendus au porte à porte dans le bourg et de ses tournées aux limites de la commune. Celui de Maurice Laugénie.

Hélène et Maurice Laugénie se marient en 1947, à l'âge de 18 et 21 ans. Jusqu'en 1954, Maurice est courtier pour un marchand de fruits. Il ne possède qu'une mobylette. Le mécanicien Jean Dupuy, garagiste, lui procure une Simca 1000 transformée [en « Estafette »] par l'adaptation d'un plateau à l'arrière.

En 1952, le logement que le couple occupe devient trop étroit, Hélène attend son troisième enfant. Ils louent alors une maison à Pater Noster. Le pourtour est envahi par les ronces mais nettoyé, grâce à l'aide précieuse d'un voisin.

Hélène raconte que :

« C'était la misère. J'avais tout perdu dans l'incendie de la maison de Coly. Les Allemands y avaient mis le feu et fusillé mon père qui essayait de s'échapper. Nous n'avions rien et bientôt trois enfants. Je défaisais les brassières en laine pour en faire des gilets aux plus grands. Bien sûr, il y avait des allocations, mais Maurice avait décidé d'entreprendre la vente de fruits et légumes de porte à porte. Pour cela, il a fallu faire un emprunt aux allocations, qui était retenu sur les mensualités. ».

En possession de l'estafette et de la « patente » en bonne et due forme dans la poche, les tournées pouvaient commencer. »

Programme d'une semaine de tournées :

Mardi matin :

- Arrivée au marché de Brive- la- Gaillarde à 4 heures du matin ; visite chez les grossistes si nécessaire pour le ravitaillement.
- De retour au domicile vers 7 heures, certaines marchandises étaient déchargées, les autres servaient pour le circuit de la journée.
- De 10 heures à 13 heures : vente dans le bourg de La Bachellerie.
- À 14 heures : vente à Auriac. Puis, retour à la maison pour recharger l'estafette.
- À 15 heures : vente sur l'autre partie du village de La Bachellerie jusqu'à La Mule blanche.

Mercredi matin : Vente à Peyrignac, « Le Chastel », « Laularie », « le Mas de Lerou » et les Farges.

Pause Déjeuner entre 15 et 16 heures.

Jeudi :

- Retour à Brive la Gaillarde pour le ravitaillement de produits frais. Puis, retour à la maison pour décharger quelques marchandises.
 - La journée continue : Saint Rabier, Granges d'ans, Château Redon, Grand Coderc, Vergt, Azerat.
- La pause se faisait dans le véhicule.

Vendredi : Le matin : Tournées à « Madeleine » et à « La Genèbre »

Samedi : Retour au marché de Brive- la Gaillarde. Circuit de vente à La Bachellerie, Peyrignac, « le Chastel » « Laularie ». En période de fêtes, les commandes de plantes ou de fleurs étaient fréquentes. Enfin, leurs efforts sont récompensés.

En 1967, Hélène et Maurice, deviennent les propriétaires d'une petite maison « au Bois sauvage ». Leur service à domicile était très apprécié par la population. Les contacts étaient chaleureux et tenaient parfois de la confidentialité. Cette activité prend fin en 1983 au décès de Maurice, âgé de 57 ans.

5.7 Restauration et hôtellerie

5.7.1 L'Hôtel-restaurant Michel

À l'emplacement de la maison de Mme Martyn en 2020, l'Hôtel-restaurant Michel avait plusieurs fonctions⁴.

Au rez-de-chaussée, une salle était réservée pour les bals musette. C'était souvent le père de Jean Claude Laugénie qui jouait de l'accordéon. Ne lisant pas la musique, il apprenait les chansons à l'oreille.

L'entrée du bal était gratuite pour les filles. Celles-ci étaient accompagnées de leurs mères, assises en rang d'oignons sur les bancs de bois, adossés aux trois côtés de la salle. Le musicien jouait, dans un angle, sur une estrade surélevée.

Dans les années cinquante, la salle a servi aux projections du cinéma ambulant. C'était une découverte merveilleuse pour les petits et les grands. Le projectionniste était M. Lustrissy, l'électricien du village puis M. Roche (de Cherveix-Cubas) jusque vers 1970. Les commentaires ou les réflexions sur les films projetés ont laissé plus de traces que les films eux-mêmes :

Le Perdreau qui était cantonnier avait une femme que l'on nommait « la perdrix ». Celle-ci venait au cinéma et n'oubliait jamais de faire des commentaires à chaque péripétie ou événement marquant du film. Ainsi, lors de la projection du film « Le chevalier de Maison Rouge » d'après l'œuvre de Dumas. L'histoire est celle du complot monté par le Chevalier de Maison-Rouge pour tenter de sauver Marie-Antoinette. Lorsqu'arrive le moment crucial où la tête de la reine tombe sur l'échafaud, voilà la perdrix qui s'exclame : « Eh bien dis-donc, j'aurais bien cru qu'il allait pourtant la sauver !! » Et les enfants de la salle qui connaissaient leur Histoire de France de s'esclaffer.

4. L'hôtel-restaurant Michel existe, au moins, depuis la fin du XVIII^e siècle puisqu'il a abrité Charles de la Granvère, chirurgien des armées napoléoniennes. Avec son épouse Mlle Bouquier, il s'installa à La Bachellerie comme médecin en 1816. On le nomme « le médecin des pauvres ». Le père Niaussat, descendant de cette famille écrit : « Ils ont un fils Samuel qui a été l'un des grands mathématiciens de son temps. Ce dernier a eu deux filles, Marguerite et Jeanne. Cette dernière, une célèbre romancière pour jeunes filles décédera en 1955. C'est elle qui a lancé « les Dely ». Son arrière grand-père Victor Grand, auteur des annales du Terrassonnais reste plus d'un siècle après sa publication, le guide incontournable du canton. Il est né à La Bachellerie. En 1862, à l'âge de 34 ans, il est décoré des palmes académiques. Il décédera en 1896 après avoir été jusqu'à sa fin, Directeur de l'école de La Bachellerie.

Quelques années plus tard, grâce à ce cinéma ambulant, une petite fille en voyant le film « Jeanne d'Arc » où Ingrid Bergman incarnait l'héroïne, est restée persuadée que les tâches rouges qui surgissaient de temps à autre sur l'écran étaient là pour annoncer le martyr de la sainte. De nombreuses années plus tard, elle a appris que ces tâches si suggestives n'étaient pas l'œuvre du metteur en scène mais celle du temps qui avait détérioré la pellicule.

Témoignage de Paul Portais (né en 1931) Le 1er dimanche d'août, M. Michel et son frère animaient la fête du village. Grimpés sur une estrade montée sous la halle, ils amusaient, par leurs clowneries, une assistance hilare. Plus tard, le restaurant Michel a été repris par Monsieur et Madame Condis. Fin 1972, Mme et M. Paul Portais ont pris la suite.

Paul était un personnage haut en couleur. Originaire de Corrèze, très jeune, il était « monté » à Paris.

Son métier, il l'avait appris dans les coulisses d'un hôtel qui recevait les invités de l'Elysée. Il est ensuite devenu sommelier. Il était fier de dire qu'il avait servi les plus grands de ce monde.

« M. Portais, à quel âge avez-vous commencé à travailler ?

À 14 ans. J'ai atterri dans un restaurant place de l'Opéra qui appartenait à un adjoint du maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, M. Céna. Le directeur était un ancien commandant FFI qui avait été avec De Gaulle. Ce qui fait que nous avons la clientèle du général et de sa famille.

J'ai appris mon métier « sur le tas ». Au début, on me faisait tirer les vins car à cette époque, les bons et les grands vins arrivaient par fût de 220 litres.

On les tirait pour les mettre en bouteille. Ensuite, on s'occupait de la salle, mettre les tables. C'est ce que je faisais à 14 ans et demi, ensuite à 15 ans, je suis passé commis et j'ai servi à table, le vin. C'est ainsi que J'ai servi De Gaulle.

Pendant que j'étais commis, je travaillais huit heures par jour, je n'étais pas très bien considéré par le reste du personnel et je n'étais pas payé.

Pour les jeunes qui démarraient, ils ne recevaient que des pourboires que les garçons voulaient bien leur laisser. À cette époque, seuls les garçons étaient payés et recevaient des pourboires. Ensuite quand je suis monté en grade, j'ai été payé et la vie était plus facile.

À l'âge de 18 ans, je suis devenu sommelier. Pendant 4 ans, j'avais appris le métier en mettant le vin en bouteille, en le bouchant et en le goûtant. Il fallait ce temps-là pour commencer à maîtriser la connaissance des grands vins. Pour moi, ce sont les Bourgogne, les rois des vins. Le Chambertin, le Chambolle-Musigny etc.

Pendant ce temps-là, j'étais logé chez ma mère, à Paris. Ma mère travaillait aussi dans la restauration. Mon père, lui, travaillait dans la presse,

aux NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne de Presse. Il a travaillé à « Ce soir », et à « l'Intransigeant », des titres qui ont disparu. »

Après leur mariage, Mme et M. Portais ont tenu le restaurant du Coly.

Sa mère et son épouse sont au fourneau, lui installe la salle et reçoit les clients.

De plus, il connaît vite tous les bons coins. Là, où trouver les plus belles truites, les plus beaux brochets, les écrevisses en abondance. Beaucoup se souviennent encore de ses spécialités de poissons venus de la source et du ruisseau et des buissons d'écrevisses. . .

Les bois et leurs champignons n'avaient aucun secret pour lui.

Au retour de ces vagabondages, il n'oubliait jamais de faire de petits plaisirs aux amis seuls ou âgés, discrètement, et ceci tout au long de sa vie.

Mme et M. Portais ont terminé leur carrière au restaurant Michel, à La Bachellerie, sans que l'ancienne appellation disparaisse. Aujourd'hui, encore, pour les anciens, ce lieu demeure le restaurant Michel.

M. Portais était un bon vivant. Il accueillait toujours royalement les clients et. . . les copains. . . La cuisine étant réputée, la clientèle était nombreuse et fidèle.

Au restaurant, dit M. Portais, nous servions environ 80 repas par jour mais nous faisons aussi les banquets. Nous en faisons beaucoup. Lorsque nous avons fait le banquet des Bretons du Périgord, il y avait environ 525 personnes.

Ce que l'on cuisinait ? Des escargots, des langoustines à l'américaine, du chevreuil, toutes sortes de plats en sauce qui étaient notre spécialité.

La fréquentation des commerces commençait à baisser mais il y avait encore beaucoup de passage. Nous avions la clientèle des entreprises qui travaillant à 5 ou 6 kilomètres venait manger là. Les groupes également, comme celui des Bretons du Périgord. Nous faisons également des réveillons avec au menu : huîtres, foie gras, chevreuil sauce poivrée, dinde aux marrons avec desserts variés bûche ou glaces, et cotillon, puis bal dans la grande salle du rez-de-chaussée avec accordéoniste Lasserre et pick-up – environ deux cents personnes pour ces occasions.

5.7.2 La Mule Blanche

En bas de la côte de La Bachellerie, au carrefour entre la N. 89 et la route qui va vers Hautefort, en traversant la voie ferrée, l'Hôtel - restaurant « La Mule Blanche » existe depuis très longtemps. Il est certainement le plus ancien de la commune.

C'était à l'origine, un relais de poste et de diligence qui date des années 1700. Ses murs existent toujours et constituent la partie la plus ancienne de l'hôtel, située au bord de la nationale.



PHOTO 5.3 – L’auberge de la Mule blanche au début des années 2000

La salle à manger était l'écurie du relais. Les anciennes mangeoires des chevaux ont été conservées et attirent l'attention par la qualité de leur bois. Dans la cave de cet hôtel demeurent encore deux énormes cuves à grain en pierre.

Dans les années 1900, M. Champarnaud avait repris et transformé cet ancien relais en Hôtel-restaurant. Des photos du siècle dernier témoignent de l'importance qu'a eu cette halte. Mme et M. Champarnaud avaient su lui donner une bonne et solide réputation.

Mme Vergnas, leur fille, a fourni beaucoup de précisions sur cet hôtel :

« Son nom, La Mule Blanche, lui avait été donné en souvenir de la mule qui avait transporté les pierres pour la construction du relais, depuis une carrière qui se trouvait à la Brauge. Monsieur Lapeyre m'en a parlé.

Pour dater la construction de ce relais, j'essaie de faire une comparaison avec les dates de ma propre famille.

Ma mère, Mme Champarnaud, était née en 1896, et le relais daterait de mon grand-père ou de mon arrière-grand-père, soit des deux ou trois générations précédentes.

Les gens s'arrêtaient à La Mule blanche pour changer de chevaux, manger, se reposer ou passer la nuit.

Pendant longtemps, les murs extérieurs ont conservé les anneaux qui servaient à attacher les chevaux. Les chevaux de relais, eux, étaient installés dans une écurie.

Il n'y avait pas de personnel attitré pour l'entretien régulier des chambres. Ma mère tenait de sa grand-mère que les femmes de Muguet [lieudit non loin du relais] se disputaient pour venir aider à faire les lits de l'hôtel car on leur donnait un sou pour secouer les paillasses. Tout le monde voulait venir gagner son sou.

Mon père a tenu à faire moderniser l'hôtel qui gardait encore un confort à l'ancienne. Chaque chambre avait une table de toilette avec un broc pour l'eau et à côté un bidet mobile, soutenu par un trépied en fer.

Du temps de ma grand-mère, l'eau courante n'était pas dans les chambres, on montait l'eau nécessaire au voyageur.

La clientèle de la Mule blanche, passée l'époque des diligences, était constituée surtout de marchands ambulants qui vendaient de tout. Ils s'arrêtaient là, pour se reposer et manger. Ainsi les Chalouteaux qui venaient d'Angoulême, merciers, vendaient des tissus et des sous-vêtements. Ils avaient commencé avec une grande voiture bâchée, tirée par des chevaux qu'ils utilisaient encore en 1946.

La Mule blanche a accueilli, au moment de la construction du Chemin de Fer, beaucoup d'ouvriers. Ceux qui transportaient les traverses et les posaient, venaient y manger.

La Mule Blanche recevait beaucoup de clients au moment des grosses foires, deux fois par an. En particulier pour la Foire aux moutons. Les moutons partaient par le train, à la gare de La Bachellerie, conduits par les marchands jusqu'aux wagons, après avoir traversé la route nationale. À cette occasion, mon père se mettait devant la porte pour aider à canaliser les bêtes.

Les marchands revenaient ensuite à La Mule blanche pour casser la croûte ou déjeuner.

Ces jours de grandes foires, la cuisinière arrivait à 4 heures du matin pour commencer à cuire la soupe et préparer le repas. Elle était seule mais ma mère lui aidait. »

En 1925, le numéro de l'hôtel figurait sur l'annuaire officiel du département, avec celui de la gendarmerie et celui de Guy Mallet, propriétaire à Muguet [actuelle propriété Bourdarias].

Le numéro de Mme et M. Champarnaud jouait quasiment le rôle de téléphone public pour une partie du bourg⁵. On appelait ce numéro pour transmettre ou recevoir des nouvelles. Une personne de l'hôtel allait prévenir les intéressés. Ce qui était quelquefois très délicat lorsqu'il s'agissait d'annoncer un deuil.

Dans les années cinquante, Arlette Moreillon, se souvient que c'est ainsi qu'elle a appris la mort de son grand-père, par un appel transféré de Suisse. Le messenger de l'hôtel lui avait recommandé d'annoncer cette nouvelle avec précaution à sa mère.

« Après la mort de ma mère en 1987, dit Mme Vergnas, nous avons vendu en 1990, le bâtiment avec la licence. Ce qui permet à la Mule blanche de continuer à être un hôtel-restaurant. »

La Mule blanche a ensuite changé de propriétaire et à plusieurs reprises de gérants. En 2020, elle est fermée.

5. Le réseau téléphonique français a mis longtemps à s'étendre à l'ensemble du territoire. La France arrivait encore en 1972, avec une densité téléphonique de 9,5 lignes pour 100 habitants, au dernier rang des pays de la CEE, et très loin derrière les États-Unis ou la Suède (48 lignes pour 100 habitants). De même, la qualité des services calculée à partir de divers critères internationaux était nettement inférieure en France... Histoire de France, sous la direction de Georges Duby. Larousse, 1977.

Chapitre 6

Artisans et entreprises traditionnels

6.1 Une tannerie... depuis l'Ancien régime,

À notre connaissance une seule famille existante vient du village du Cern, ancêtre du village de La Bachellerie. Denise Lauvergnat, assistante sociale, résistante, a été déportée pendant quatre ans ¹. À la Libération, elle épouse M. Baron. Ils ont eu deux garçons. À sa retraite, elle vint aussi souvent à La Bachellerie que le lui permettaient sa santé défailante et ses activités de grand-mère. En 2020, la 8e génération y passait encore une partie de ses vacances »

« Avant 1789, un de nos aïeux Raffailat avait une tannerie sur le Cern vers le pont des joncs. La famille Raffailat s'installa ensuite dans la première maison après l'église en direction du bourg, construire en 1853. En 1986, la huitième génération y habitait encore et ses descendants, les Baron la possèdent toujours. ».

Dans les années 1900, il y eut aussi une tannerie. Un document d'archive de 1911 mentionne ainsi « tannerie veuve Lacoste ».

6.2 Deux cordonniers

Il y avait deux cordonniers : M. Bourgesse habitait une petite maison à l'angle de la rue Montaigne et de la rue Eugene Leroy (propriétaire actuel M. et Mme Rochet. Georges Perrot habitait une maison à l'entrée de l'actuel parc de la mairie elle fut démolie dans les années soixante.

voir photo maison retrouvée D. Sourny

Son échoppe de ce dernier, démolie aujourd'hui, était installée à l'angle de la rue des Rocs. Il était réputé pour son travail de qualité. Il était capable de fabriquer bottes et chaussures sur mesure.

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Denise_Lauvergnat

Il était également poissonnier. Le poisson frais était acheté à Brive ou à Périgueux et transporté dans sa camionnette. Il vendait ce poisson au porte à porte une ou deux fois par semaine. Sa camionnette servait aussi pour transporter les joueurs de l'équipe de football, qu'il appelait ses « petits » (il était président du club de football). Si certains se rappellent encore l'odeur, tous se souviennent surtout de son dévouement.

6.3 Des salons de coiffure

Sur la Place du 30 mars, ancienne place de la Halle, M. Trebier, coiffeur-barbier était très réputé pour son travail soigné. Il était né le 31 janvier 1891, aux Farges. Il avait ouvert ce salon dans les années vingt. Il a arrêté son travail en 1970 à l'âge de 79 ans.

Son salon était un lieu de rendez-vous d'amis qui conversaient sur la vie bachelière, des alentours et des communes voisines. L'on y apprenait toutes les nouvelles et elles s'y diffusaient partout.

Les gens venaient aussi pour se faire couper les cheveux ou raser, ou les deux en même temps. Le salon était ouvert toute la semaine. A l'intérieur, l'équipement était rudimentaire, sans eau courante. Nous sommes dans les années quarante-quatre, quarante-cinq. L'eau était contenue dans un petit réservoir métallique. Sans eau chaude au robinet, pour raser les clients, M. Trebier faisait chauffer l'eau dans une casserole.

Souvent après la séance chez le coiffeur, les amis se réunissaient chez « La Lucie » (l'hôtel Michel) pour boire un verre « de l'amitié, ou pour la route ». C'était pratique puisque tout à côté du coiffeur.

M. Loiseau, coiffeur pour dames, venait dans les années 1950 une fois par semaine, d'abord dans une boutique située rue Eugène Leroy puis en face de la boulangerie, à l'angle de la rue des fours et de la rue de la République. À son départ, M. Dubreuil, coiffeur pour hommes, a pris sa suite s'installant en face de la boulangerie Lagorce puis à côté de la boucherie Mercier. Pour tout le monde, c'était « Mémon ».

Sa famille était de Peyrignac, un joli petit village sur les hauteurs dominant prairies et vallons tout près de La Bachellerie à vol d'oiseau.

Il avait été apprenti coiffeur chez M. Chenour au Lardin pendant cinq années. En 1955, il obtint les qualifications nécessaires pour se mettre à son compte.

Son souhait étant de s'installer à La Bachellerie. Un jour, il se présente à M. Auguset Tocah, maire de la commune, qui lui dit : « Mais qu'est-ce que tu viens foutre ici ? ». Sans doute, pensait-il, qu'il ferait une meilleure carrière en ville.

Puis, Mémon rend visite au coiffeur installé depuis longtemps, M. Trébier. Celui-ci l'accueille chaleureusement en lui affirmant : « Tu as raison petit. Je prends ma retraite, bientôt ! ».

C'est ainsi qu'avec l'aide de M. Sourny père, le menuisier, il s'installe dans une pièce

louée en face de l'église. Ils y installent des placards, des étagères, un banc adossé au mur pour faire patienter la clientèle.

La boutique est ouverte tous les jours, même le dimanche matin où il y a abondance d'hommes qui viennent se faire couper les cheveux et tailler la barbe. Pour ce faire, il utilise un blaireau, du savon et un rasoir coupe-chou. Les shampoings eux sont peu fréquents.

Pour le ravitaillement en eau, Marcel Larnaudie dit « Pignole » un adulte-enfant se chargeait d'aller la chercher à la fontaine. Elle était déversée dans un réservoir mural situé dans une pièce attenante.

Mémon la faisait chauffer avec une bouilloire électrique!!! Elle pouvait contenir deux litres d'eau.

Parmi sa clientèle, les gendarmes installés au village, le percepteur, M. le Maire Léon Michel, son fils Manou... Ce dernier devint plus tard anesthésiste au CHU de Limoges. Et lorsque Mémon eut un problème cardiaque et fut hospitalisé, Manou venait tous les jours lui faire une visite amicale. Il le faisait d'ailleurs pour chaque habitant malade qu'il connaissait.

Lorsque M. Lacoste, maire d'Azerat,² enfant du pays et ministre des armées au Gouvernement de De Gaulle venait au salon accompagné de deux gendarmes en moto, son arrivée avec « sa garde rapprochée » était toujours très remarquée. Il s'entendait dire « Alors, tu ne peux pas prendre les gendarmes d'ici... ».

Un client, surnommé « Têtard » arrivait tous les quinze jours pour la coupe et la taille de sa barbe. Mon dieu qu'il était sale! Le col de sa chemise en était « ciré » et le fil de fer attaché à son cou pour maintenir son chapeau devait être nettoyé tellement il était encrassé.

Il y avait bien quelques ardoises impayées, notamment pour les enfants.

Mémon allait au domicile des personnes qui ne pouvaient pas se déplacer. Au salon, les conversations allaient bon train et les occasions de rire aussi! Le sacré farceur « Barbier » qui habitait le village de la Madeleine arrivait avec son âne et sa charrette et quelquefois même avec des légumes qu'il vendait. Il racontait sans cesse des blagues. Pour rire, il demandait à son chien « Va me chercher un lapin! » celui-ci s'en va et en ramène un. Il lui dit « Va m'en chercher un plus gros! Celui-ci est trop petit ». Farceur, il était cela dit, doué dans la confection des paniers tressés, lesquels ne prenaient pas l'eau. ». Mémon a cessé d'exercer en 1994.

Dans les années cinquante, également, Mme Bournazel tenait une boutique de coiffeuse dans la petite maison à l'angle de la rue de la République et de la rue Aloïs Moreillon.

2. M. Robert Lacoste (1908 - 1989). Député de la Dordogne de 1946 à 1958 puis de 1962 à 1968, ministre, puis sénateur de 1971 à 1980. Il fit une très longue carrière : il fut dix-huit fois ministre sous les gouvernements de Charles De Gaulle, Léon Blum, Paul Ramadier, Robert Schuman, André Marie, Henri Queuille, Georges Bidault, Guy Mollet, Henri Bourguès-Maunoury, Félix Gaillard. Voir aussi Site de l'Assemblée nationale <http://www.assembleenationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/lacoste-robert>.

Annie Pedenon est restée la seule coiffeuse pendant au moins vingt ans. Elle avait su créer dans son salon « Annie coiffure » une ambiance animée et chaleureuse, pour beaucoup même pour ceux qui n'étaient pas ses clients, c'était un lieu de rencontre, une halte agréable dans le train-train quotidien, un salon atypique.

Mémoire de son employée, Denise Paroutot.

Annie était vive et n'avait pas « les deux pieds dans le même sabot ». Elle menait rondement son affaire. Pendant longtemps la clientèle a été nombreuse. Certaines clientes venaient chaque semaine. Si certaines ne pouvaient se déplacer, Annie allait les chercher et les ramenait à leur domicile. Certaines habituées du club du troisième âge, à la retraite mais très actives et dynamiques se donnaient rendez-vous au salon de coiffure, telles Simone Maury et Lilly Lhiaubet « les deux vamps » inséparables coquettes, toujours prêtes à rire et à plaisanter, animaient à elles seules le salon. Guitte Pommier y venait régulièrement prendre son « bain de jouvence ».

Le salon était aussi un lieu pour souffler et papoter un moment avant de rentrer chez soi après avoir fait de petites courses. La pièce à l'arrière du salon faisait office de dépôt et selon la saison, on y trouvait pommes, asperges, œufs, volailles prêtes à cuire etc. Il n'était pas nécessaire d'être cliente pour l'utiliser.

Il pouvait y avoir de temps en temps des paroles de mécontentement, en plaisantant, on entendait Annie : « Si vous avez des réclamations à faire adressez-vous au Bon Dieu », fine allusion au logement de l'abbé Denis, curé de La Bachellerie, situé au-dessus du salon.

Ses activités ne se limitaient pas à la coiffure.

L'œil vigilant d'Annie surveillait le réveil du quartier – si les volets d'un tel ou d'une telle s'ouvraient, pourquoi tel autre n'avait pas été vu de la journée.

Et en hiver, le vendredi matin, Annie offrait le café aux cantonniers pour marquer leur dernier jour de travail de la semaine.

Annie Pédenon, née en 1951 avait créé son salon en novembre 1984, elle résidait à Peyrignac.

En 1987, elle engage Denise Paroutot, une enfant du village, née en 1962 qui a fait son apprentissage à l'école de coiffure de Cenon, en Gironde.

Denise mariée et mère d'une petite Julie habitait toujours en 2020 avec son mari Michel aux Escures, village d'Azerat. Le contrat d'ouvrière coiffeuse de Denise sera pendant toute sa carrière un contrat à temps partiel. La clientèle étant fluctuante, Annie la sollicite en fonction des rendez-vous. Même si cela n'est pas très facile à gérer, Denise s'accommode de cet inconvénient. Trop heureuse d'avoir un emploi qui lui plaît à cinq kilomètres de son domicile, dans une ambiance agréable.

Dès la première année, sa patronne lui laissera en confiance la responsabilité du salon pendant ses trois semaines de congés annuels. Le salon emploie aussi successivement des apprentis sur des contrats de trois ans, en principe. Deux jeunes filles de la

commune Patricia Laroche et Christelle Dubois ont pu ainsi profiter d'une formation sur place. De plus, une esthéticienne indépendante, Paula, venait tous les quinze jours et complétait par ses soins les services offerts par le salon.

A la suite d'Annie Pedenon, Mme Rosy Da Silva et sa fille Elodie ont repris le flambeau. Mais proche de la retraite, Rosy a été moins présente et sa fille n'a plus ouvert le salon que du jeudi au samedi jusqu'à sa fermeture en 2013. Depuis le 4 février 2014, la porte est rouverte grâce à Aurélia Cagnazzo qui exerce encore en 2020.

Bernadette épouse de Guy Chiorozas, l'un des fils des anciens boulangers de la Bachellerie, a créé le premier « service à domicile »

Après avoir obtenu son CAP, Bernadette commence à coiffer à domicile en 1984. C'est la première coiffeuse de la région entre Brive et Périgueux à pratiquer cette toute nouvelle formule qui réussit à merveille et rencontre un grand succès.

Il n'est pas rare de voir dans certains villages, ces dames se regroupant chez l'une d'elles pour se faire coiffer à tour de rôle. C'est un but de rencontres amicales qui permet de briser les solitudes. C'est aussi un service précieux pour toute personne n'ayant pas la possibilité ou la santé de se déplacer.

Mais la possession d'un simple CAP n'autorise pas à faire permanentes et teintures hors d'un salon de coiffure. Bernadette va donc aller chaque lundi, pendant deux ans au Centre de formation de Boulazac, et obtenir son BP.

Entre-temps, les coiffeuses à domicile se sont multipliées. Bernadette décide de sauter le pas et à 27 ans elle crée son salon à Condat-sur-Vézère qui n'en possède pas. Son mari et elle quittent La Bachellerie pour s'installer à Condat.

Pendant quatorze ans, une aide la secondera au salon mais la fréquentation de la clientèle devient irrégulière et le comptable tire la sonnette d'alarme. Bernadette doit se séparer de son ouvrière qui plus tard s'installera à son tour « en domicile ». En 2013, Bernadette toujours en activité, continue à coiffer à domicile quelques clientes fidèles de la première heure. En 2014, ce service reprend de l'extension. L'heure de la retraite a sonné en 2020.

6.4 Quatre couturières et une marchande de tissus

6.4.1 Madame Rose Labeille

Elle s'était installée couturière avant la guerre de 1940, sa réputation de haute couture est arrivée jusqu'à nous. La référence étant qu'elle habillait entre autres la famille Lauwick-Fairwaither et leurs amies.

Sa maison, rue Eugène Leroy, a été acquise récemment par Mme Villeneuve qui vend du prêt-à porter à domicile.

L'atelier se trouvait à l'étage. De nombreuses apprenties et petites mains s'y sont succédé. (Lulu Galard, Simone Giry et sa sœur Ginette, Jeannette Lustrissy, Wa-

cky Meekel). On pouvait y entendre le cliquetis des machines à coudre à pédale et l'effervescence entre les coupes effectuées par Mme Labeille et ses conseils avisés allant de l'une à l'autre. Il est facile d'imaginer la qualité du travail exécuté lorsque l'on consulte les revues de mode de l'entre-deux-guerres. Les essayages se faisaient à l'étage pour les clients ordinaires, pour les gens du château, ils se faisaient à la salle à manger du rez-de-chaussée où était installée une glace immense amovible. (Témoignage recueilli auprès de Mme Gaillard, de Muguet).

Le mari de Mme Rose Labeille avait une propriété et des vignes. Il a été longtemps secrétaire de mairie avec M. Marcel Michel, le sénateur. On retrouve sur les registres de la mairie sa belle écriture tracée avec une plume sergent-major.

De leur union est née une fille Marie qui travaillait peu à l'atelier de couture, vue l'importance de sa myopie mais veillait à l'intendance de la maison. L'image de jeune femme pas très grande, aux tout petits pieds très élégamment chaussés demeure dans certaines mémoires. Elle a épousé Constant Leymerigie, l'ébéniste du village.

Ce sont elles qui faisaient tous les vêtements de Mme Fairwaither, propriétaire du château de Rastignac.

6.4.2 Madame Noémie Lidon

Elle fut une des apprenties de Mme Labeille. Née le 15 février 1888 à La Bachellerie, Son nom de jeune fille était Guibert.

Elle a été élevée dans le milieu familial au Poirier et dès l'âge de 14 ans, elle a suivi des cours d'apprentissage de couture et de broderie chez des couturières locales.

À son mariage en 1910, avec M. Lidon, employé de la compagnie Paris-Orléans, elle s'est mise à son compte. Ils habitaient place de la Halle (maintenant Place du 30 mars) où était son atelier.

Son talent de couturière s'exerçait dans de nombreux domaines, allant de la chemise d'homme, aux pantalons, vestes, robes et jupes, robes de mariée. Elle s'était spécialisée dans la chemise d'homme la confection de couvertures de laine piquées. Elle a cessé ses activités en 1950 à l'âge de soixante-dix ans et elle est décédée à La Bachellerie, le 16 avril 1977.

6.4.3 Madame Andrée Latour

Couturière, brodeuse, artiste peintre, Mme Andrée Latour est née en 1920. À 16 ans, à Nevers, elle entre à l'école professionnelle tenue par des religieuses pour obtenir, au bout d'un an, un CAP de brodeuse. Puis trois ans plus tard, elle obtient un CAP de couturière.

L'examen se déroulait à Paris, en présence de trois cents élèves venant de Nantes, Paris, Nevers et une autre ville dont le nom est oublié. Andrée s'en sort honorablement, en décrochant la quatrième place.

Un jour, à l'occasion de la visite de l'évêque, un des professeurs, toutes des dames

célibataires, lui confie le soin de confectionner une pochette de serviette de table en guise de cadeau de bienvenue. Cette pochette était en toile de lin, bleue pâle, brodée au point d'esprit. Ce fut une réalisation minutieuse, longue et délicate.

Andrée se marie avec Gilbert Latour en 1942, à Peyrignac, où habite la famille de son époux. Celle-ci l'accepte et l'accueille avec beaucoup de chaleur.

Gilbert travaille à l'usine Progil (ou Papeteries de Condat ?) Puis Paul Dupuy, son neveu, l'embauche à la scierie de La Bachellerie, et c'est dans cette commune qu'Andrée et Gilbert vont faire leur vie.

Trois enfants sont nés de leur union. Deux filles et un garçon, Daniel qui lui était aussi une figure du village, très actif à l'amicale laïque aimant par-dessus tout le rire le vélo et la musique. Il est parti trop tôt en 2011.

Andrée s'installe comme couturière et, très rapidement, se fait une grosse clientèle, surtout pour la confection femme et enfant. Mais elle est aussi sollicitée pour du travail de broderie (parure de drap, services de table etc. . .)

Son passe-temps favori est alors la peinture à l'huile ou à l'aquarelle. Ainsi, au profit de l'école ou à l'occasion de fêtes, elle offre des aquarelles miniatures.

En 1956, une longue maladie l'oblige à arrêter toute activité. Ce n'est que bien plus tard, ayant retrouvé l'usage de son bras, que la passion de l'aiguille la démange à nouveau. Pour ses petits-enfants elle crée une poupée, puis deux et, l'inspiration venant, ce sont des couples en costumes régionaux et des bécassines qui naissent de ses mains, avec le souci du plus petit détail.

En 2013 elle est veuve, et ce depuis vingt ans. Malgré les bons et mauvais moments que la vie lui réserve elle reste chaleureuse et bienveillante.

6.4.4 Madame Jeanine Dubois

À l'occasion de soucis de santé simultanés, Andrée Latour et Jeanine Dubois, une autre des couturières qui habitait à La Fontaine Bachelière, s'entraidaient volontiers et, partageaient leurs compétences à la grande satisfaction de leur clientèle.

Madame Janine Dubois habitera sa vie durant à La Fontaine Bachelière. Elle vient à La Bachellerie lorsqu'elle épouse en 1958, « Belou » Dubois. Elle loge chez ses beaux-parents agriculteurs, son mari est ouvrier aux Papeteries de Condat. Couturière de formation, elle avait des doigts de fée. Elle pouvait habiller femme, enfant, réaliser des robes de mariées mais également confectionner des couvertures piquées en laine de mouton.

Les couvertures piquées autrefois se faisaient dans les familles. On étendait sur une première étoffe de la taille souhaitée, la laine lavée et cardée du bout des doigts pour la rendre mousseuse et gonflante. Puis on appliquait une seconde étoffe qui était piquée selon des motifs différents au gré du goût de la couturière. Pour travailler on se servait de barre en bois sur laquelle on enroulait la couverture au fur et à mesure qu'elle se faisait, pour avoir le travail devant soi. On piquait avec de grosses aiguilles et du fil bien solide.

De son mariage, Janine aura deux enfants mais à la naissance du garçon en 1964, Janine réduit son activité à cause de la maladie du nourrisson.

Mme Dubois a été conseillère municipale lors d'un des mandats de M. Moulinier. Elle enseignait le catéchisme aux enfants de la paroisse. Tous les ans, à l'occasion du pèlerinage du 15 août, elle décorait la statue de Notre Dame des Champs avec des fleurs.

Elle animait le club de couture avec Mme Moulinier, Mme Latour et Lily Lhiaubet et toute une équipe de bénévoles. Cette équipe confectionnait les costumes de carnaval, pour la fête de Noël et celle du village.

6.4.5 Mademoiselle Desplat

Dans l'actuelle maison de Mme et M. Laroche, en face de l'école, Mlle Desplat, née en 1867, tenait un magasin de tissus. Elle est surtout connue localement pour ses poèmes.

Elle partait en train faire les marchés de la région, et sans doute, le soir à la veillée, écrivait-elle des poèmes... Pour la petite histoire, elle avait acheté une statue de Jeanne d'Arc pour orner l'église. Elle ne plut pas au curé de l'époque. Elle l'exposa dans sa boutique. Mme Desplat est décédée à l'âge de 78 ans. (Archives de la commune, les écrivains bacheliers).

6.5 Un fabricant de sabots, galoches³...

Voici l'histoire de la saboterie de La Bachellerie telle qu'elle a été transmise par le fils de l'artisan :

Dans les années 1945-1950, la saboterie se trouvait dans la grange actuelle de Pierrot Colin à la Lande.

C'est M. Robert Verdier qui faisait tourner l'affaire.

Il était le successeur de M. Moïse Laroche, arrêté et fusillé à la Genèbre, le 30 mars 1944, avec trois de ses amis bacheliers et six autres hommes de confession israélite réfugiés dans le village, depuis la guerre.

Robert Verdier achetait le marnage (grosses branches du noyer qui servaient à la fabrication des semelles et des sabots) à la scierie de la Lande. La taille et le creusage se faisaient à la saboterie. Elle comptait plusieurs ouvriers.

Dans le bourg, Robert et Antoinette, son épouse, avaient leur habitation et l'atelier de montage qui comptait cinq à six ouvriers.

Les sabots étaient ouverts au talon ou fermés. Certains étaient ordinaires et d'autres plus finement travaillés ou agrémentés de cuir pour les

3. La galoche, selon le Grand dictionnaire Larousse du XIX^e siècle, serait l'héritière d'une sorte de chaussure gauloise, faite de cuir avec une semelle de bois. Ce grand dictionnaire fait une distinction entre la galoche et la socque qui est également faite de bois et de cuir articulé qui s'adaptait à la chaussure ordinaire pour la protéger de l'humidité.

dimanches et jours de fêtes.

Jusqu'aux années 1950, les enfants étaient chaussés de galoches. Les galoches étaient des bottines montées en cuir jusqu'aux chevilles qu'on lacait par le milieu, avec des semelles en bois. Le cuir était clouté sur la semelle. Il était fortement recommandé qu'elles tiennent toute la saison d'hiver. Les accidents qui arrivaient parfois méritaient quelques « taloches » de la part des parents mais elles étaient souvent réparées gratuitement, ainsi que les sacs d'écolier.

Pendant la guerre, Robert Verdier fabriquait des sandales, semelles en bois et lanières en cuir mais ce n'était pas solide du tout.

La scierie de La Lande disparut dans les années 1950.

M. Verdier se mit à acheter des bois de sabots au Lardin où M. Texier les fabriquait (M. Texier était le frère de Mme Michel qui tenait un restaurant place Moïse Laroche) et à Brive où il avait deux fournisseurs.

Les cuirs venaient de Sarlat où il y avait une tannerie (au pied du viaduc à la sortie sud de la ville) et de Limoges. Ces cuirs étaient des peaux de vaches tannées que M. Verdier découpait suivant les sabots à réaliser.

Chaque jour il fabriquait 30 paires de sabots et comme il travaillait 6 jours sur 7 et sans vacances, cela faisait beaucoup trop de sabots pour La Bachellerie. Le surplus était vendu dans la région de Périgueux à des forains pour les marchés.

Dans les années 1960, le couple travailla sans employé.

On se souvient avec quelle dextérité Monsieur Verdier, son assortiment de pointes devant lui, en prenait une poignée dans la bouche, puis avec un marteau tapait sur la semelle avec une précision et une rapidité incroyables pour fixer le cuir.

Antoinette, elle, s'installait devant sa fenêtre face à la rue dès qu'elle avait une minute. Les passants entendaient le cliquetis de sa machine à coudre qui allait bon train.

6.6 Trois maréchaux-ferrants, deux mécaniciens, un charron

Il y avait un maréchal-ferrant, (Rue de la République au-dessous de chez Mme Perrier) qui s'appelait Baptiste Dupuy. Ses fils André et Jean, se sont installés à sa place mais comme mécaniciens. Voici l'histoire du maréchal-ferrant transformé en mécanicien, racontée par Annie Dupuy, petite fille de Baptiste Dupuy.

Ce garage Dupuy a d'abord été créé, à moitié en bois, au bord de la nationale 89, par mon grand-père Baptiste Dupuy. Il était maréchal-ferrant mais touchait aussi à la mécanique. J'ai cru comprendre qu'il s'était ensuite installé en haut du bourg [avant la croix de La Fontaine Bachelière] et c'est mon père Jean et son frère André qui ont pris sa suite. Ils faisaient toutes réparations et vente d'essence. Les garçons se souviennent

que chez Jean, il était possible de tout réparer d'un vélo ou d'une mobylette. La porte restait grande ouverte et les services étaient gratuits.

En ce qui concerne les dates [d'installation] je n'ai pas beaucoup de précisions. Par contre mon frère aîné Jacques, est né dans cette maison en 1939, Daniel en 1941, Christiane en 1944 et moi en 1947. Bernard Saintura, fils du chef de gare, a été apprenti chez eux.

Après le départ de mon père, mon oncle André a repris le garage Coudouin, après la Mule Blanche, en direction de Brive. (Mémoire d'Annie Dupuy, petite fille de Baptiste Dupuy)

Rue des fours, M. Delage était à la fois maréchal-ferrant et forgeron. Enfin, le troisième maréchal-ferrant, M. Pouilladou était installé rue des Martyrs.

Les années cinquante-huit, selon Guy Chabert, ont sonné le glas du maréchal-ferrant à La Bachellerie.

Plus de chevaux ni de vaches ni de bœufs attelés pour les travaux. Les tracteurs, les avaient mis définitivement à la retraite. M. Pouyadou a continué quelque temps le métier de forgeron pour les socs de charrue qui dans les terres du Causse sableux et pierreux s'émoissaient en une demi-journée.

M. Pouyadou, pour assurer le suivi du travail, avait toujours deux socs à disposition et deux qui étaient à l'aiguisage. Ainsi, il n'y avait pas d'attente ni de rupture dans le travail.

Les quelques mulets qui restaient se faisaient « chausser » à Azerat. Un peu au-dessus de l'église, M. Malaval exerçait le métier de charron.

6.7 Des menuisiers, un ébéniste

Dans la maison face au cabinet dentaire, rue Lafarge, ont habité deux générations de menuisiers, les Sourny : Gaston⁴.

Face à leur menuiserie, M. Gabriel Plazanet a fabriqué, avec quelques ouvriers, de la parqueterie dans différentes essences de bois jusqu'en 1966.

Dans la rue des Martyrs, durant les années quarante, M. Antoine Gatinel était menuisier-tonnelier. En 1955, c'était pour les enfants de l'époque, un monsieur âgé aux cheveux blancs, discret et doux. Il était toujours en activité et les garçons lui faisaient des visites fréquentes.

Pour les enterrements, comme Gaston Sourny, il fabriquait les cercueils et à cette occasion, les gamins ne manquaient pas de les essayer. Monsieur Gatinel tolérait gentiment ce qui était pour eux un amusement. M. Gatinel a été également conseiller

4. Le beau-père de Gaston Sourny, Pierre Bayle a participé au voyage vers le Brésil de 400 habitants de La Bachellerie, en 1888, pour y trouver du travail, suite à la catastrophe du phylloxéra. Cf. <https://la-bachellerie.over-blog.com/la-vie-etonnante-de-pierre-bayle-5.html>

municipal. M. Schupack, un des Juifs rescapé de la journée du 30 mars nous a appris que c'était M. Christoflour qui l'avait sauvé, enfant, le soir de cette rafle.

Un ébéniste, M. Constant Leymerigie était né à Muguet en 1903 et avait épousé, à 33 ans, Marie Labeille en 1936 à La Bachellerie. Il avait commencé à pratiquer son métier à Muguet avec un ouvrier Pierrot Faugeron, appelé par tous Faisou. Constant, par son mariage, s'installe à La Bachellerie chez sa belle-famille.

Son atelier se trouvait face à leur habitation. Il aura de nombreux apprentis ou ouvriers dont Jeannot Rouffy et Claude Pichon.

Son atelier ressemblait à un musée, si mystérieux pour le profane. Chez Constant que du noyer et que d'outils pour sculpter. Avec précision et habileté, il réalisait chambres à coucher, salles à manger, buffet à la demande, tout en noyer massif. Certains ornés de marqueterie. Bien sûr aussi la restauration de meubles anciens. La précision de sa technique ignorait les contraintes du temps.

En 1942, il participe à l'exposition régionale artisanale de Limoges et obtient la médaille vermeil grâce à la fabrication de ses rouets. Quelques survivants du temps passé ont servi de modèles qu'il a améliorés. Chaque pièce est démontable et assemblées par des écrous fabrication maison tout en noyer ou chêne. Dans cette période de pénurie, les commandes ont afflué de toute la France, même d'Algérie. Ce qui l'a obligé à former un apprenti. Plus tard, jusqu'à sa retraite, il a travaillé seul. Mémoire de Mme Gaillard de Muguet (voir note à rédiger selon documents).

Quant à Pierrot Faugeron, celui-ci enfant d'une ancienne famille bachelière, s'est marié et s'est installé menuisier à Brive en Corrèze où il a fait sa vie. Il avait construit deux chalets, au Lac, non loin de La Fontaine Bachelière, près de la ferme de ses parents, disparus depuis longtemps, ce qui lui permettait de garder un lien étroit avec les copains de son village natal. On ne compte pas les services rendus tout au long de sa retraite, étant disponible même pour des aménagements à l'église, sollicité par sa copine d'enfance, Claudette Chabert.

6.8 Deux scieries

Ces scieries ont fonctionné entre 1940 et 2008, celle de La Lande de 1940 à 1960, celle du bourg, de 1947 à 2008. La scierie de La Lande appartenait à M. Buisson. Le responsable en était Frédou Faugeron. Dans la côte de La Bachellerie, rue Lafarge, sur le côté opposé au débit de tabac tenu par Mme Reyjal, une autre scierie a été exploitée par M. Paul Dupuy.

Voici résumée par le fils de Paul Dupuy, Jean- Charles, la trajectoire de cette entreprise :

En 1947, Paul Dupuy, alors célibataire, crée à 23 ans, son entreprise. Il avait acheté sa première scie à M. Plazanet, qui abandonnait, alors, le travail de scieur pour une fabrique de parquets. En 1950, il se marie.

C'est entre 1954-1955 que la scierie est en plein essor. Il était très fier entre autres, des ébauches de crosses de fusil en noyer que la manufacture de St-Étienne lui

commanda, jusqu'à la fermeture de celle-ci en 1980.

Les contacts et marchés étaient importants avec l'étranger. En revanche les réseaux de communications étaient très compliqués. Les attentes pouvaient être de 24 heures avant d'obtenir son correspondant. Les premières années les contacts se faisaient principalement par courrier ou télégramme.

Jean Charles, le fils, entre dans l'entreprise en 1971. En 1990 la scierie prend ses nouveaux quartiers à la zone artisanale des Chasselines. Elle compte alors une douzaine de salariés. Au fil des ans, les marchés du bois s'écroulent. En 2008 Jean Charles, bientôt à l'âge de la retraite, décide de mettre la scierie en sommeil.

6.9 Des plâtriers

Place Moïse Laroche, Fernand Chantalat pratiquait le métier de plâtrier peintre, En 1962, ils ont ouvert un bureau de tabac dans leur habitation, rue Eugène Leroy.

Un autre plâtrier-peintre, Maurice Trémouille, était établi à l'angle de la place du village et de la rue des Martyrs.

Henri Fanthou, né en 1942 était originaire du village de La Bachellerie. Au début de son activité, il a travaillé en équipe sur de grands chantiers.

Le récit de sa vie professionnelle permet de mieux comprendre comment à cette période, l'apprentissage d'un métier, se fait dans une école professionnelle et non plus directement « sur le tas », sous la gouverne d'un patron, plus ou moins rude avec son apprenti, au contact d'ouvriers aguerris, pas toujours patients avec l' « arpète ».

« Henri Fanthou est issu d'une fratrie de sept enfants. À 14 ans, il obtient son certificat d'études.

Il faut vite apprendre un métier, afin de n'être plus à la charge des parents. En ces années-là, à la fin du cycle scolaire, une assistante sociale visitait les écoles et proposait quelques tests d'orientation aux élèves. Pour Henri Fanthou, ce sera la plâtrerie.

Le choix du métier était manuel puisque les enfants destinés aux études étaient déjà partis, dès l'âge de 11 ans en 6ème.

Comme de nombreux élèves de La Bachellerie, Henri part à Chardeuil, en pension pendant 3 ans. Ce centre d'apprentissage important drainait au moins 150 à 200 pensionnaires de la région.

Son intégration, au centre, y sera facilitée par la présence de Jacky Blanchard, de Peyrignac, village voisin de La Bachellerie. Jacky est en 2e année. Il prend sous son aile cet enfant qui n'avait jamais connu que sa campagne. « C'était si bon de se sentir accueilli, alors que tout vous est étranger ».

Ils seront complices et amis toute la vie.

En 1959, Henri a son CAP en poche.

Le fils de Fernand Chantalat, Alain, a monté, à La Bachellerie, sa propre entreprise, uniquement consacrée à la plâtrerie. Il ne travaille que sur des chantiers importants. Henri fait partie de l'aventure.

Absent 8 à 15 jours d'affilée, Henri est logé, nourri, sur place. Il travaille beaucoup, du lundi matin au samedi soir. Il se souvient, en particulier, de ce chantier à Bazas (près de Bordeaux). « Tous corps de métier confondus, c'était une vraie fourmilière. »

Le bâtiment en construction, est immense et s'élève sur trois étages.

Moi, avec ma corporation, nous ne faisons que le plâtre, comme les tâcherons mais ceux-ci étaient indépendants et travaillaient à leur compte. Le chantier durait parfois 4 à 5 mois.

Les contrats signés portaient une date butoir pour la fin du chantier. Celle-ci, devait être respectée. S'il y avait du retard, le patron nous faisait travailler le dimanche. Payer les heures supplémentaires coûtait moins cher que les pénalités de retard et ça mettait du beurre dans les épinards.

Au boulot, pour celui qui sait voir, grâce aux compétences des anciens, le savoir-faire est omniprésent et l'apprentissage continu.

Certes, la fatigue existait, tirer la taloche⁵ du matin au soir, c'était quelque chose, mais l'ambiance était bonne.

Les jours de repos étaient l'occasion de souffler. Les hôtels-restaurants où nous étions reçus nous rassemblaient tous. C'étaient des moments de grande convivialité ».

En 1964, Henri rencontre le fils de M. Rongière, à Terrasson. Les Rongière sont plâtriers de père en fils et ce dernier a une petite entreprise de deux ouvriers.

Finis les déplacements et les gros chantiers, Henri accepte cette opportunité. En 1965, il se marie et aura 3 enfants. Au fils des ans et malgré une santé qui devient fragile, il participe à l'amélioration de la vie des habitants. L'explosion de la construction à cette époque fait que « Le travail ne manque pas ».

L'entreprise marche bien, son patron lui fait confiance. Lui-même à son tour forme des « arpètes » qui, certains, un jour, créeront leur propre entreprise.

En 2002, Henri prend sa retraite, et profite avec son épouse du nid qu'il a construit sur les hauteurs de Terrasson. ».

5. Taloche vient du verbe talocher qui signifie en maçonnerie, ou en plâtrerie, presser et égaliser un enduit à la taloche. Un outil formé d'une plaque de bois ou de plastique. « Ce qu'il faut commencer par faire est de jeter correctement le mortier sur le mur et pour cela il faut mettre de la matière sur une truelle puis il faut plier le bras jusque devant le torse et projeter le mortier d'un geste rapide et franc sur le mur.

Vient ensuite l'utilisation de la taloche qu'il suffit de passer sur la couche de mortier (ou de plâtre) afin de l'étaler et de le lisser. Certains préfèrent faire des mouvements de haut en bas avec la taloche et d'autres réalisent des mouvements en 8. » selon le site www.explic.com > bricolage. Un plâtrier professionnel est aussi à consulter.

6.10 Trois garagistes

Sur la N.89, près du croisement de la nationale et de la route qui mène à Hautefort, M. Floirat, avait installé un garage dans une partie du rez-de-chaussée de la maison qui fait l'angle avec la route de Limoges. Il habitait sur place avec sa famille dans les autres parties de la maison.

Une grande station-service était installée à côté du garage. Les différentes catégories de carburant étaient servies par Mme Floirat.

Ni elle, ni lui, n'hésitaient à se déplacer pour répondre aux demandes des clients, que ce soit ou non pendant les heures ouvrables.

Les gens pouvaient compter sur M. Floirat pour n'importe quel service, même s'il ne s'agissait pas de mécanique.

Madame Floirat se souvient de leur installation dans ce garage et de la diversité de leurs activités.

« Nous sommes venus nous installer en 1947, un an après la naissance de mon second fils, Christian. Nous avons travaillé dans ce garage jusqu'en 1987.

Les premières voitures étaient les C4, comme celle de M. Lagorce, ou de M. Bienaise. C'étaient les seuls à avoir des voitures dans le bourg. Elles leur servaient à faire les tournées dans les villages.

Au début de notre installation, la station d'essence n'existait pas.

On nous livrait de grandes bonbonnes d'environ 200 litres, que l'on installait sur une sorte de charrette devant la porte de la maison. Pour servir le client, on pompait l'essence avec une pompe à bras qui sortait directement de la bonbonne. C'était souvent moi, qui servais le client. Paul Dupuy me disait, en riant : « Tu te souviens Jeanne quand tu pompais ? ».

Paul Dupuy a été parmi nos premiers clients.

Au début, il venait travailler à vélo, depuis Peyrignac parce qu'il a commencé chez Verdier, le sabotier. Cela n'a pas duré très longtemps, car ensuite, il s'est installé. Il a commencé son commerce de bois.

Il a acheté chez Chastrusse, son premier GMC. Chastrusse avait un grand garage où il gardait une sorte de dépôt de véhicules de l'armée [un ancien stock de l'armée américaine]. C'était le premier camion de Paul Dupuy. Il n'en avait qu'un seul. Souvent, il arrivait et disait à Paul : « tu te débrouilles, il me le faut pour demain, je dois aller chercher du bois ». Il était très travailleur.

En plus de son activité de mécanicien, M. Floirat rendait service à beaucoup de monde avec discrétion et gentillesse. Sa grande adresse manuelle, lui permettait d'effectuer toutes sortes de réparations étrangères à l'automobile.

« Il était possible de lui porter un fusil abîmé, il refaisait la pièce endommagée et réparait le fusil. Il avait aussi aidé une personne qui avait cassé

un morceau de sa prothèse – il avait remplacé l’orthopédiste disait-on en souriant.

Mon mari allait conduire le docteur Faraggi chez ses patients, le soir, [le docteur avait de grands problèmes de vue qui s’aggravaient à la nuit] quand Madame Faraggi ne pouvait pas le faire. Par n’importe quel temps et à n’importe quelle heure, quand le docteur téléphonait « M. Floirat, vous pouvez m’emmener ? » Ainsi mon mari connaissait bien toutes les routes, tous les chemins et les malades.

Une nuit, le docteur est venu taper à notre porte. Nous nous sommes mis à la fenêtre et d’en bas, montait la voix du docteur : « Vite, vite, M. Floirat, il faut aller à Périgueux ». C’était Madame Faraggi qui était sur le point de mettre au monde, leur fils Jean.

Le docteur Faraggi était un excellent médecin très dévoué. Il n’hésitait pas à se déplacer à n’importe quelle heure. Il faisait des accouchements à domicile si tout se présentait bien.

Je l’ai assisté lors de l’accouchement de Madame Bonnefond, fille de la couturière d’Azerat.

Son mari est venu me voir, en courant, « Je crois que le moment est arrivé mais ma belle-mère n’est pas encore arrivée ». Je l’ai remplacée et le docteur me disait « Eclairez-moi, bien ». Je lui tenais la lampe le plus près possible car il voyait très mal.

Mon mari a pris sa retraite à 75 ans. Comme nous avons 10 ans de différence, je n’avais que 65 ans et j’aurais bien continué un petit peu. Mais il était très fatigué et d’ailleurs, il a commencé à être malade presque dès le début de sa retraite.

Un autre garagiste, Michel Bruneteau était installé depuis 1978 en face de la station-service, en bordure de la 89. À son départ à la retraite en 2009, le garage a été repris par M. Weiss pendant un ou deux ans. En 2016, Cédric Massoubas préside aux destinées de ce garage. Habitant le Lardin avec sa famille, il travaille seul avec des apprentis. En 2018, les activités ont été étendues à la carrosserie grâce au recrutement d’un employé (Hervé Gerodole).

Tous ces artisans, commerçants et entreprises attiraient du monde qu’il fallait loger et nourrir, tout particulièrement au moment des foires. Deux hôtels ont laissé de bons souvenirs du temps de leur pleine activité. L’un a dû fermer, l’autre, le plus ancien, vient d’être repris par un jeune couple et va tenter de redonner son ancienne affluence au lieu.

6.11 Un horloger et un taillandier entre 1914 et 1939,

En 1914, un horloger, Carles, habitait à La Bachellerie. Il a exercé de 1914 jusqu’à la deuxième guerre mondiale. Il fabriquait des comtoises et des pendules estampillées CARLES. Certaines maisons sont fières d’en posséder encore qui fonctionnent.

À la Fontaine bachelière, depuis le début du XXe siècle, il y avait un taillandier,

M. Duteil. C'était un fabricant de serpes, de couteaux, de haches etc. Il travaillait le fer et fabriquait des outils pour les sabotiers, les charrons et les sabotiers.

Il y eut aussi un photographe jusqu'aux années 1930

M. Sulpicy, était installé près de l'atelier de M. Leymerigie. C'est à lui que l'on doit beaucoup de vues de La Bachellerie, de cette époque. Il est notamment l'auteur des photographies de 1921 ⁶.



PHOTO 6.1 – Une vue du déraillement de 1921

6. <http://la-bachellerie.over-blog.com/2017/10/jean-baptiste-sulpicy.html>.

Chapitre 7

Nouveaux artisanats, nouveaux commerces, nouvelles implantations

Si les anciens commerces, les petites entreprises, les artisans ont peu à peu disparu de la commune, à partir des années 1990, de nouvelles activités sont apparues sur le territoire de La Bachellerie.

Ces activités sont liées pour partie à la transformation de certains lieux ou à leur création, exemple la zone artisanale des Chasselines près du Pont Biais. Des métiers nouveaux sont apparus tandis que des activités traditionnelles ont ressurgi. Les témoignages suivants démontrent les mêmes qualités d'adaptation aux difficultés du monde contemporain que celles rencontrées chez les agriculteurs qui ont choisi de le demeurer.

7.1 La zone artisanale des Chasselines

Créée pendant le mandat de M. Lescure, elle a permis à la création et le développement de deux entreprises.

La SARL : Compagnons réunis.

Monsieur Georges Lafaye a vu le jour à la Plansonie, petit village de la commune d'Azerat, en 1949.

À quatorze ans, il part à Chardeuil faire son apprentissage de maçon. Son CAP obtenu, il entre à 17 ans dans l'entreprise Dagand à Périgueux, spécialisée dans la restauration des monuments historiques. Il quitte l'entreprise au bout de neuf ans en 1975.

À l'occasion d'un chantier dans les Deux-Sèvres, il rencontre Françoise née elle aussi en 1949 et ils se marient en 1968.

Commencent pour eux une vie de bohème. Avec d'autres couples de la même corporation, ils se posent en caravane là où le travail les appelle, restauration d'une

église, d'un château... des chantiers qui peuvent durer un an à un an et demi. Ils vont ainsi dans la Sarthe, le Cantal, Charente maritime, Deux-Sèvres etc.

Ils achètent une maison à Peyrignac en 1978. Leur fils et leur fille arrivent à l'âge de la scolarité, il faut penser à se poser.

En 1995, création de la SARL. Elle compte quatre chefs de chantier actionnaires, parties prenantes dans l'entreprise, M. Lafaye et son fils Jean-Marie qui a une formation d'architecte, une comptable employée à $\frac{3}{4}$ temps, Mme Lafaye, secrétaire et dix ouvriers. En 2013, l'entreprise compte 32 personnes.

La relève est assurée par des jeunes de 16 ans qui commencent leur apprentissage en alternance, école à Périgueux pour les maçons et à Caussade dans le Tarn pour les tailleurs de pierre. Il leur faut partir, dans ce cas, la veille par le train, mais Mme Lafaye dit que lorsque les garçons ont le goût de la sculpture sur pierre, ils vont jusqu'au bout de leurs trois ans d'apprentissage, malgré les difficultés.

L'entreprise travaille beaucoup avec les aides du Conseil général et de l'Etat. Les appels d'offres sont nombreux mais les subventions se raréfient. Parfois, ils font appel à un plâtrier de talent pour reconstituer corniches, moulures, frises etc détériorées, usées, cassées parfois détruites presque en totalité.

Que ce soit œuvre de pierre ou de plâtre, cela requiert patience et dextérité.

L'exécution de la reconstruction se fait toujours à partir des plans originaux qui sont leurs seuls guides pour respecter l'identité du monument. Tout se fait dans la finesse afin que l'ensemble restauré puis patiné s'harmonise sans heurts, par la magie du tailleur de pierre.

Notre secteur a bénéficié de leurs savoir-faire. L'église de La Bachellerie a fait peau neuve de février à juin 2005, l'intérieur de l'église Saint-Sour à Terrasson a été restauré pendant deux ans et il a fallu six mois pour son portail occidental. En 2006, une chapelle dans les bois aux Farges a retrouvé une nouvelle existence. Remettre en lumière ce qui a été détruit par le temps ou les hommes restera toujours un défi, selon Mme. Lafaye.

Documentation des Chantiers : église de La Bachellerie et église de Saint-Sour à Terrasson.

NOVU 24

Monsieur Thomas Yvon achète en 1990 un bâtiment désaffecté qu'il transforme en un magasin de pièces détachées et en casse -auto. L'agrandissement se fait en 2002 et se compose en plus d'un parc de véhicules d'occasion et d'un hangar de réparation toutes marques.

Sa fille Sandrine 43 ans est responsable administrative et son fils Sébastien 42 ans, gérant de la société depuis 2006. L'entreprise est centre V-H-U (véhicule hors d'usage) agréée. Agrément délivré par la Préfecture. Elle récupère les VHU et se charge de leur démantèlement dans le respect de l'environnement.

Elle se charge aussi de la dépollution : les liquides sont retirés des véhicules et triés pour la mise en sécurité de composants susceptibles d'exploser.

Le recyclage part dans des filières agréées de traitement.

Les pièces détachées d'occasion sont vendues en magasin de réemploi, portant leur traçabilité afin de garantir leur fiabilité.

L'entreprise est agréée dépanneur ASF (dépannage autoroute) et par Europe-Assistance. Trois personnes possédant le permis poids-lourds sont disponibles par roulement vingt-quatre heures/ sur vingt-quatre pour assurer les dépannages.

En 2013, l'entreprise se compose de sept mécaniciens affectés au garage-dépannage-vente et dépollution et d'une secrétaire.

7.2 Garagiste à la Rebière

M. Dominique Barreiro, qui habitait à Terrasson a tenu un garage au lieu-dit La Rebière jusqu'en 2010. Il a d'abord reçu une formation de mécanicien.

À vingt ans, préférant se faire une cagnotte pour se mettre plus tard à son compte, le voilà chauffeur-routier pour l'entreprise Hamelin à Condat.

Chaque semaine, il part vers l'Allemagne, le dimanche soir, à bord de son « petit joujou » de trente-huit tonnes transportant vingt-quatre tonnes de papier des Papeteries de Condat. Le trajet aller et retour dure deux jours. Les nuits se passent dans la cabine-couche du camion.

À la réception de la succursale allemande, on lui trace son parcours de retour avec de nouvelles marchandises. Cela peut être vingt tonnes de peinture à livrer à Tulle en Corrèze, des machines à laver pour Bordeaux en Gironde, du café pour une autre ville. À chaque étape, le camion est déchargé par du personnel spécialisé, la manutention se faisant mécaniquement. M. Barreiro est fier de dire que tous ses parcours se sont effectués sans accident.

En 1989, son souhait va se réaliser. La mairie de La Bachellerie vend l'entrepôt de la gare. Divisé en deux parties dont l'une deviendra la coopérative agricole et l'autre « son » dépôt de récupération automobile-garage. Très vite, sa gentillesse et sa compétence lui attireront une nombreuse et fidèle clientèle. Pendant dix ans, il gardera un ouvrier M. Weiss qui rejoindra ensuite les Papeteries de Condat. Celui-ci prendra quelque temps la succession de M. Bruneteau lors de son départ à la retraite.

M. Barreiro a pris sa retraite en 2010 sans abandonner sa passion de la mécanique pendant un temps. De vieilles voitures accidentées, rouillées sont désossées pièce par pièce, refaites ou restaurées. Moteur, portières, intérieur et carrosserie. Sous une grande bâche on découvre la merveille éblouissante, rouge Hermès – le bijou a refait peau neuve.

Mais à l'automne, il rejoint ses copains à la palombière et lorsque la route le « dé-mange », il part en camping-car avec son épouse, vers d'autres cieux.

7.3 Tapissier-décorateur dans l'ancienne coopérative agricole

Jean-Jacques Foncy est un enfant du village né en 1956. De 15 à 18 ans, il fait une formation de tapissier-décorateur chez M. Doucet au Ladin. De 19 à 29 ans, il cherche sa voie et comme il est très adroit de ses mains, touche à presque tous les corps de métier du bâtiment (charpentier-couvreur, maçon, plâtrier-placo).

À 29 ans, l'envie lui prend de se fixer, il achète l'ancien bâtiment de la coopérative agricole, face à la voie ferrée, sur la route de la gare et s'installe matelassier. Pour se faire connaître, il multiplie les présentations sur les marchés, les publicités, ouvre un espace de vente d'accessoires de linge de maison.

Seize ans plus tard, à l'évidence, c'est la galère. Les commandes sont insuffisantes pour le faire vivre. « Le bon marché dans les grandes surfaces prend le pas sur le travail fait main, de qualité, qui dure dans le temps. Maintenant, c'est l'âge du gaspillage. On achète et on jette. »

À quarante-cinq ans, il décide de s'inscrire dans les agences d'intérim de Terrasson et de Brive. Son expérience de métiers divers lui permet un grand choix de recrutement. Étant libre et disponible, il peut répondre selon sa convenance, accepter des chantiers dans n'importe quelle région de France. Cette situation lui permet d'être indépendant et de vivre à son gré.

7.4 Potier et sculpteur

Arsène Djerbi est né en 1952 dans la région parisienne fait ses études aux Beaux-Arts et y effectue sa formation de céramiste.

Evelyne née en 1950, originaire de Périgueux « monte » à Paris pour y faire ses études à l'Ecole nationale des Arts décoratifs.

C'est la même passion qui les fait se rencontrer.

Après quelques années d'expérience, ils décident d'ouvrir leur propre atelier et tout naturellement de choisir le Périgord, Evelyne se rapprochant ainsi de sa famille.

En février 1978, ils arrivent à La Bachellerie et en juillet 1978, ils ouvrent leur premier atelier à Madeleine. Deux enfants Nicolas et Sarah y verront le jour.

Il faut beaucoup travailler et se faire connaître. Au fil des ans, les liens d'amitié se tissent avec les familles du village. Les enfants en âge scolaire achèvent de cimenter leur intégration.

Et puis... « que font tes parents ? Ils sont artistes ». Alors là, ça n'est pas courant, c'est merveilleux »

En 1984, l'époque économique étant plus florissante que dans les années 2000, leur art va leur permettre d'acheter une maison, presque en ruines, sur les hauteurs de la Fontaine Bachelière, mais avec un point de vue sur le village à vous couper le

souffle. C'est le coup de foudre. En revanche, plusieurs années seront nécessaires pour la remettre en état. La création de l'atelier et sa salle d'exposition seront la priorité.

Arsène est le sculpteur. Sous ses doigts qui façonnent la terre, naissent les œuvres. Evelynne est complémentaire pour la décoration - dessin et peinture. Il suffit au visiteur de lever le nez vers les hautes étagères de l'atelier pour découvrir leurs créations conjointes et uniques.

Leur production sera essentiellement consacrée à la fabrication de poteries utilitaires et décoratives plus faciles à vendre mais aussi la création et la fabrication d'épis de faitages qui orneront les toits de nombreuses habitations de La Bachellerie et de la région.

Pendant de nombreuses années l'atelier a été ouvert aux enfants et adultes pour les initier à la technique de la céramique.

Les potiers sont également intervenus auprès des collèges et des écoles dans le cadre de l'apprentissage aux arts plastiques.

Il n'est pas possible de passer sous silence leur implication dans la création de la stèle érigée en 2008 à la mémoire des femmes et des enfants arrêtés à La Bachellerie puis déportés et exterminés. La sculpture en céramique représente un village détruit, scellée sur la stèle en pierre taillée par M. Galinat de Saint-Orse. Un travail a également été réalisé entre les enseignants et les enfants de l'école du village pour la réalisation des plaques de céramique où sont inscrits les noms des victimes.

Pendant trente-cinq années, ils se sont également déplacés dans toute la France pour participer à des salons et des expositions artisanales.

À l'approche de la retraite, ils voyagent désormais pour leur plaisir mais leur atelier reste ouvert à ceux qui prennent la peine « d'en pousser la porte ». Leur fils, Nicolas, très engagé dans la vie de la commune est membre depuis 2008 du conseil municipal et, depuis 2020, premier adjoint au maire.

7.5 La miellerie

Jacques Laugénie est né en 1949. Son enfance se passe à Pater Noster, au lieu-dit « le bois sauvage », parce que très boisé dans les temps anciens.

Sa propriété est à proximité de la voie romaine Limoges- Cahors. En 1966, il a 17 ans, et l'usine des papeteries de Condat lui propose une formation de cadre qui va durer 5 ans. En 1971, il change son fusil d'épaule et se retrouve maître imprimeur à l'usine des timbres de Boulazac. Un an plus tard, en 1972, il se marie avec Anne-Marie Boudy. Ils s'installent à Bassiliac. Arrivent deux enfants.

Grâce à sa belle-famille, il découvre l'abeille et « attrape le virus ». Cela va devenir sa vraie passion. Sa formation de cadre lui permet de mettre en application la réalisation d'un projet audacieux : l'étude et la sélection des reines d'abeilles.

Les couveuses sont au sous-sol de son domicile, qui abrite les nouvelles nées. Les reines sont expédiées dans toute la France à des collègues professionnels ou amateurs.

À 26 ans, il devient vice-président du syndicat des apiculteurs de Dordogne. Formateur à l'école d'apiculture du lycée agricole de Couloumieux, il se spécialise en génétique.

L'exploitation se fait conjointement à Bassillac et à La Bachellerie. En juin 1983, son père Maurice est très malade. Se sachant condamné, celui-ci lui fait promettre de s'occuper de son épouse, Hélène.

Toute la famille, d'un commun accord, décide de créer la Maison de l'abeille composée d'une miellerie et d'un musée. L'exploitation apicole est familiale.

Maurice meurt en octobre 1983. La promesse faite à son père est tenue : à la miellerie Hélène assure la vente, poste qu'elle occupera jusqu'en 1992. Jacques ou une étudiante accueillent les nombreux touristes qui découvrent à loisir la vie des abeilles. Leur rôle important dans l'environnement est démontré par une vidéo sur les caractéristiques de l'apiculture.

La récolte du miel est ouverte au public deux après-midi par semaine, en juillet et août. Lors de manifestations locales ou départementales des événements sont organisés avec un vif succès. Jacques a reçu des acteurs dans sa miellerie afin de les familiariser au monde des abeilles avant les tournages.

Les ruches sont installées dans différents endroits du département pour obtenir différentes variétés de miel.

En 1984, Jacques est agent sanitaire agricole de DSV Dordogne. En 2013, un groupe d'apiculteurs du département crée la 1ère Compagnie du miel et des abeilles en Périgord. Jacques devient le président de cette ambassade de la qualité du miel périgourdin et des produits de la ruche.

La miellerie, avec son laboratoire, sont achevés en 1993. Il aura fallu 7 à 8 ans pour que cette entreprise familiale aboutisse.

Le 2 février 1995 Jacques Laugénie s'est vu décerner le prix « Oser, Servir, Entreprendre, Réussir en Périgord » par monsieur le préfet de la Dordogne, François Goudard. Cette distinction récompense les talents qui forgent l'avenir du département et méritent de servir d'exemples, dans les domaines éducatif, économique, social, agricole, culturel ou sportif. Lors de cette réception dans les salons de la préfecture, aux côtés du monde apicole, deux élus de la Bachellerie étaient invités : Messieurs Bob Meekel et Corby.

7.6 Technicien de piscine

Bernard Courcaud de l'âge de quinze à vingt ans est magasinier de pièces auto à La Rochelle. Après son service militaire, il travaille, de 1967 à 1977, dans une fabrique d'engrais qui fonctionne à plein rendement. Son salaire est alors le double de son précédent emploi.

Il rencontre alors Claudine et malgré leur jeune âge, ils décident de se marier. Leur apparence est si juvénile qu'au premier contact, pour la préparation du mariage, le prêtre leur demande : « C'est pour qui ? ». Ils n'ont que 21 et 22 ans. Le mariage a lieu en 1969. En 1977, il change de métier et sa femme et lui deviennent gérants d'un magasin d'alimentation, une succursale COOP située à Terrasson. Grâce à leur gestion dynamique et innovante, le commerce fonctionne bien mais en 1987 ils subissent le déclin des petits commerces et la COOP doit fermer. Pendant neuf ans, ils tiendront un autre commerce (lequel et où ?).

Parallèlement à leur activité commerciale, ils font en 1981 l'acquisition d'une ruine aux Monteyx, un des petits villages de La Bachellerie. Ne restent que les murs du bâtiment envahi par les ronces mais situés sur un emplacement de rêve.

Bernard n'a que son certificat d'études mais c'est un homme passionné, intelligent et courageux. Au fil des ans en regardant travailler et en donnant des coups de main aux copains de différents corps de métier, il « pige » très vite et innove en certaines occasions. Cet apprentissage sur le tas lui permettra de faire lui-même, pendant ses temps libres, tous les travaux de reconstruction et de rénovation de sa maison des Monteyx.

C'est en 1996 que Bernard, Claudine et leurs deux filles de 22 et 25 ans vont enfin pouvoir habiter leur maison.

Bernard, conforté par cette réalisation, se sent prêt à sauter le pas. Il s'installe comme artisan en rénovation de bâtiment et technicien de piscine (branchement électrique, pose de liner, de filtration, finitions et maintenance).

Le concepteur et constructeur français de piscines Desjoyaux, fera appel à lui comme technicien professionnel pour rayonner sur la Dordogne et la Corrèze jusqu'au moment où il prendra sa retraite en 2007.

7.7 Peintre et sculpteur

En arrivant à La Bachellerie, dans les années 70, Gérard Bouvier, artiste peintre et sculpteur avait 37 ans, sa femme Christiane 27 ans. Elle est traductrice en anglais technique.

« A San Francisco, nous vivions dans l'aisance dit Christiane, mais au bout de 2 ans, le ras le bol s'insinue : on ne peut plus vivre ça... la peur... le manque d'oxygène... les buildings... on veut savoir ce que l'on mange... » « La France vit les prémices de ce que nous vivions déjà en 1972 aux Etats-Unis. On fait nos bagages, on rentre en France » Mais où s'installer ? Peut-être le sud... la Lozère !... Ils arrivent en Dordogne : « nous sommes sensibles à la douceur des paysages, ses villages authentiques, des gens accueillants. Par des amis nous apprenons qu'un propriétaire de Jailleix, commune d'Auriac en Périgord a une maison libre au lieu-dit les Ringuettes sur la commune de La Bachellerie »

Sur la route du plateau de Jailleix à Thenon, un chemin plus que cabossé, descend entre des prairies dominant un large panorama d'une campagne verdoyante, puis glisse doucement entre les bois de châtaigniers. Là, bien cachée, au bout du monde, isolée parmi les ronces et les mauvaises herbes qui s'en sont données à cœur joie pendant des années... elle est là...

Une petite maison d'une pièce avec cheminée et cave attenante, pas d'eau, mais l'électricité, deux ampoules...

« Il n'y a rien – tout est à faire. Mais c'est le coup de foudre. Les conditions sont les suivantes explique Gérard : les loyers seront payés deux fois l'an, le premier à la Saint Jean au mois de juin, le second au solstice d'hiver en décembre, avec promesse de vente du propriétaire ayant présentement poing lié par un souci familial » Avec modestie, ils disent

« Nous n'étions pas courageux, c'est ce que nous cherchions, c'est ce que nous voulions. Il a fallu faire avec les gens du village. A leurs yeux nous étions suspects dit Christiane et alors Gérard ! Avec sa barbe de Robinson Crusoe, ses longs cheveux tressés en queue de cheval, n'en parlons pas ! On s'en fichait ! Notre priorité a été de redonner vie à la pièce à vivre. Gérard avec sa formation de technicien en métallurgie était capable de créer ses plans, mais pour la mise en œuvre des charpentes et du bâti en dur, un maçon des environs l'a pris sous son aile, où il a appris les techniques. Petit à petit la remise à neuf de notre logis prend forme. Quant à la forêt vierge qui entoure la maison, Gérard s'emploie à tout défricher. J'ai eu la surprise de découvrir trois fours à pain qui attestent de l'ancienne présence d'un village grandement fréquenté, un seul est rescapé.

Nos économies fondaient comme neige au soleil. Qu'est-ce que nous allions faire ? dit Christiane. C'est alors que nous rencontrons la famille Albert qui élevait des chèvres pour la production du lait recueilli chaque jour pour la laiterie Bongrain de Neuville... Et si nous avions aussi des chèvres ? Mais pour faire des fromages, ce qui n'était pas si courant dans la région.

Cette famille nous a beaucoup aidés par sa gentillesse et leurs conseils. En 1973 Gérard a construit la chèvrerie. L'acquisition de quatre chevrettes et sept laitières installées « en princesses », nous voilà lancés dans l'aventure. La vie à la campagne m'était totalement inconnue, dit Christiane. En ce qui concerne les animaux domestiques je ne connaissais que les poules.

J'ai vite pris le coup pour la traite matin et soir. Certaines avaient des pis tellement gonflés qu'elles donnaient jusque 2 à 3 litres de lait par jour. La présure était achetée à la pharmacie pour la fabrication des fromages. Nous faisons les marchés de Thenon, Montignac et Sarlat chaque semaine. Les clients nous disaient qu'ils étaient très bons. Pas étonnant, pour les nourrir, nous partions en promenade avec les chèvres chaque jour tout autour de chez nous dans les terrains abandonnés aux herbes folles depuis longtemps. Elles se régalaient et par la même occasion

faisaient office de débroussailleuses efficaces. Quels animaux attachants, affectueux, câlins, joueurs – aussi « chiants », capricieux, collants. Enfin adorables. Le cheptel s'est agrandi jusqu'à 45.

Je suis tombée enceinte alors qu'un grand pont à San Francisco m'avait déclaré stérile. La voiture précieuse me conduisait à la source de Madeleine à environ 4 kms. Et l'hiver je descendais le linge pour le laver sur place. Que j'ai eu froid aux mains. Il me fallait aussi monter l'eau utile à l'intendance de la maison et aux chèvres, au moins 400 litres. Mais, je ne me plaignais jamais, je faisais, c'est tout.

En 1978 Gérard avait restauré la maison. Christiane et lui en étaient les propriétaires, avaient acquis des terrains supplémentaires et aménagé un potager. « Après avoir tout laissé tomber, être repartis à zéro, être revenus aux sources de vie, avoir aménagé ses lieux qui les ravissent, Christiane et lui, petit à petit une envie prend Gérard : se remettre à son œuvre et à sa passion première. Je savais au fond de moi, je savais que ça reviendrait » Dans cet espace où il a construit son atelier, des merveilles enfouies n'attendent qu'une résurrection.

D'un commun accord, Christiane et Gérard se donnent un an de réflexion par sécurité et allient, traites, fromages, marchés et créations. Un jour, Gérard découvre l'annonce d'un journal parisien faisant appel à de jeunes créateurs pour une exposition à Paris.

« Je me présente à la poste du village et grâce au Bottin je pose ma candidature, des contacts sont pris. En découvrant mes créations, le grand orfèvre Ercuis me propose d'exposer en 1978, lors de l'inauguration d'un magasin Ercuis rue de Paradis à Paris. A partir de là tout va très vite, mes sculptures animalières sont connues ».

Sa réputation s'étend et ses œuvres reconnues et exposées aux quatre coins du monde. Il pratique aussi la peinture, sa deuxième passion.

« Nous voyageons beaucoup dit Christiane. En revanche nous sommes toujours heureux de rentrer chez nous, émerveillés de ce que la nature nous offre, les deux ânesses et le chat nous attendent fidèlement et nous accueillent chaleureusement. Et Gérard : « J'aime toujours ratisser les feuilles, jardiner et couper du bois ».

7.8 Quelques transformations depuis 2010

Un cabinet paramédical s'est ajouté au cabinet du médecin et à l'officine du pharmacien qui existait depuis longtemps. Il regroupe des infirmières, un kinésithérapeute et un ostéopathe.

Un taxi, M. Péré, assure également le service de VSL (voiture sanitaire légère) pour les transports vers les cliniques ou les hôpitaux.

Pour les personnes à mobilité réduite, la Communauté des communes propose un véhicule pour multi services. Exemple : rendez-vous chez un spécialiste ou tout

autre service. Un repas des adhérents est organisé une fois par semaine à l'ancienne cantine de La Bachellerie. (À qui s'adresse exactement ce service ?) Pour les enfants, un service de garderie et de centre de loisirs sont organisés par le centre social de Thenon.

De marin à chauffeur de taxi. M. Xavier Péré est né en 1970. Son enfance, jusqu'à huit ans se passe à Clichy chez ses parents fonctionnaires. À quatorze ans, il intègre l'école de la marine de pêche. À seize ans, il est admis après son succès à l'examen, dans la marine marchande, puis à 18 ans dans la marine nationale.

À 19 ans la suite d'un accident grave qui nécessite cinq mois de chambre stérile, il se retrouve à la case départ. De longs mois de rééducation sont nécessaires et il doit être réformé.

Son avenir professionnel est limité car il ne peut exercer qu'une profession assise.

Le centre de rééducation professionnel (CRP) de Clairvivre, canton d'Excideuil forme en permanence 230 stagiaires venus de la France entière. Après évaluation, le centre lui propose une formation pour obtenir un bac comptabilité.

En 1999, il prend une location à Granges d'Ans à 10 km environ du centre. Il s'intègre très facilement au sein de son groupe et de sa section où tous ont connu un parcours plus ou moins douloureux. Tous sont soucieux de se réintégrer dans la vie sociale et professionnelle.

Etant un pur produit de la ville, Xavier Péré se surprend à être heureux comme un poisson dans l'eau dans la campagne périgourdine. Très vite, il se fait accepter des habitants de Granges d'Ans dont certains sont restés ses amis.

En 1996, il se marie avec Hélène. Il travaille alors pour des sociétés informatiques à Périgueux.

Puis il fait une formation au métier de chauffeur de taxi par désir d'exercer un métier plus autonome et obtient le CCPCT (certificat de capacité professionnelle) national et départemental. Il passe alors une convention avec les caisses d'assurances sociales et avec Europe-Assistance. Et progressivement il acquiert une clientèle. En 2001, le couple a deux enfants : François et Emilie, la famille vient s'installer à la Bachellerie et achète une maison au village du Chastel. En 2003, naît une nouvelle petite fille Valentine.

Dès leur arrivée au Chastel, le couple reçoit l'aide précieuse des copains,- en particulier Jojo Laroche, dit « Pétinou » - qui viennent donner des coups de main pour leur installation.

Le bouche-à-oreille renforcé par une gentillesse naturelle, accroît doucement sa clientèle. Et en 2013, les rendez-vous sont pris d'une année sur l'autre. Les transports sanitaires sont sa principale activité, ex : les dialysés transportés vers Brive ou Périgueux, les patients amenés aux consultations régulières de médecins spécialistes. Selon ses disponibilités, il accepte les autres courses mais si cela n'est pas possible, il propose toujours les services d'un collègue.

La sympathie et la complicité se nouent vite avec ses clients. Comme il est très curieux de l'histoire de la région et de la commune et que beaucoup en sont natifs, beaucoup d'anecdotes sont racontées et écoutées. Parfois les trajets sont trop courts et il lui faut attendre un autre rendez-vous pour connaître la fin du récit.

Sur une année, il estime parcourir au moins 70 000 km. Il ne compte pas les nombreuses heures de sommeil perdues sur les grands trajets, comme pour aller à Toulouse.

Une course particulière qui l'a amusé : Un couple venant de Belgique, parti le matin, arrive le soir à la gare de péage autoroutier de La Bachellerie. Le conducteur s'arrête et demande à un gendarme, la direction pour se rendre à Saint-Amand-de-Coly, tout en lui soufflant au visage une haleine bien alcoolisée. Le gendarme a appelé M. Péré pour les conduire à leur destination.

L'anecdote racontée à « Pétinou » les a bien fait rire..

Chapitre 8

Perspectives

Pour terminer cet ouvrage, nous présentons trois témoignages de personnes *senior* ayant occupé des fonctions importantes, tant dans l'administration que dans l'économie. Il s'agit de synthèses d'entretiens *menés en 2020* selon un canevas simple : présentation du contexte, réflexion sur ce qui a le plus changé au village depuis une quarantaine d'années, réflexions sur ce que semblent être les perspectives.

1. Entretien avec Françoise Meekel

Françoise Meekel, originaire de Normandie, est résidente à la Bachellerie depuis son mariage en 1956. Exploitante agricole, elle a été adjointe au maire sous deux mandats puis maire de la commune de 1989 à 1995.

Eléments de parcours personnel

Je suis arrivé à La Bachellerie lors de mon mariage et nous nous sommes occupés de l'exploitation agricole fondée par mon beau-père Kees Meekel. Nous avons eu des vaches laitières jusqu'en 1970, puis nous avons laissé les vaches pour des raisons économiques et avons lancé un élevage de poules pondeuses. Nous en avons eu au début une centaine, puis 1 000, puis 16 000 en 2001 quand j'ai pris ma retraite.

J'ai été contactée en 1977 par le maire de l'époque, Léon Michel pour entrer au conseil municipal. J'y ai fait deux mandats comme adjointe, le premier ayant été écourté car le conseil municipal a démissionné pour protester contre le déménagement de la gendarmerie au Lardin, ce qui a eu un certain écho mais peu d'effet pratique.

Puis j'ai été maire de 1989 à 1995. Le fait d'être une femme était alors une singularité, il y avait des préjugés. Ce n'est heureusement plus vrai maintenant et les choses ont bien progressé. Je me souviens aussi qu'il y avait à cette époque des tensions entre des orientations politiques différentes, qui se sont apaisées depuis et qui rendaient l'exercice difficile.

Ce qui a le plus changé au fil du temps

Plusieurs choses me frappent. Le village comportait autrefois beaucoup d'ouvriers pour qui le travail à l'usine complétait celui de la terre. L'agriculture était très active. En 1956, il y avait encore des bœufs mais déjà quelques tracteurs. Les noix se vendaient bien, les céréales et le lait aussi. Maintenant, ce n'est plus le cas. Les terres sont devenues moins rentables. Une partie a progressivement été vendue et convertie en lotissements.

La commune aujourd'hui n'est plus du tout agricole. Il y a beaucoup de retraités, mais aussi des couples jeunes qui vont pour souvent travailler à Brive ou Périgueux. Il y a moins d'activités sur place. Je me souviens qu'il y avait beaucoup d'animations, de fêtes. En 1956, il y avait neuf épiceries, une quincaillerie, un bazar... La situation a changé depuis le début des années 1970. Aujourd'hui, il se peut que les habitants soient de catégories sociales plus aisées qu'autrefois. Il y a ainsi nombre de chevaux sur la commune, que ce soit pour les monter soi-même ou dans le cadre d'activités professionnelles. Il y a davantage d'habitants, de maisons neuves.

J'ai aussi constaté qu'il y a beaucoup moins de vie religieuse. Jusqu'en 2001, il y avait à La Bachellerie une messe tous les dimanches, célébrée par un curé résidant au village, dont le dernier a été l'abbé Denis. Ce n'est plus du tout le cas. Le prêtre ayant actuellement la charge de La Bachellerie a aussi la responsabilité de plus de

quinze autres églises. Il y a moins de baptêmes, d'enterrements, plus de catéchèse. Une communauté est en train de se dissoudre.

Il y a aussi eu la question des regroupements de communes. De mon temps, la préfecture a insisté pour que La Bachellerie forme une association avec Le Lardin, mais le conseil municipal ne l'a pas voulu : il souhaitait garder notre identité rurale.

Maintenant, avec les communautés de communes, la question se pose différemment. Ces dernières sont l'héritage en quelque sorte de la mise en place de Syndicats Intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) dès les années 1970, Léon Michel étant maire.

Bien sûr, l'autoroute a été une grande affaire. C'est sous mon mandat que s'est précisé son tracé et qu'ont eu lieu les négociations pour obtenir une sortie. Il a fallu exproprier des terrains, ce qui n'a pas été facile et a pris plusieurs années. La concrétisation du projet a eu lieu sous le mandat de mon successeur, le maire actuel. Le tronçon vers Périgueux a été ouvert en 2004 et vers Brive en 2006.

Quant au chemin de fer, autrefois six trains s'arrêtaient par jour à la gare de La Bachellerie ; bientôt il n'y en aura plus aucun.

Et l'avenir ?

Nous avons des raisons d'espérer : l'école va bien, elle a une soixantaine d'élèves de la maternelle au CP. Les cinémas locaux (Terrasson et Montignac) restent assez fréquentés.

Il est indéniable que la conscience écologique s'est répandue. Il y a maintenant des terres en bio, notamment des noyers. Autrefois, quand l'usine du Lardin faisait de la pâte à papier, il y avait des problèmes importants de pollution : certains jours, un nuage malodorant envahissait toute la vallée du CERN. Cela s'est calmé quand ils ne l'ont plus fabriquée mais fait venir sur place. Les normes sanitaires sont aussi devenues plus sévères.

On parle, en 2020, du projet de déménagement d'une usine de bitume actuellement à Terrasson jusqu'à Thenon, à l'égard duquel existent des craintes : le bitume ne passe pas pour un produit sans danger pour la santé. De plus, il faudra bien le transporter et cela aura des conséquences sur la circulation routière.

Le problème est de concilier activité économique et écologie. Je crois beaucoup à la concertation et au travail collectif pour trouver des solutions satisfaisantes.

2. Entretien avec Jean-Claude Laugénie

Jean-Claude Laugénie est une des personnalités de la commune. Né dans une famille modeste implantée depuis longtemps à La Bachellerie, il s'est formé en mécanique, a travaillé dans différentes entreprises de la région, puis a fondé la sienne, qu'il a ensuite développée dans le domaine des élastomères de synthèse. Il a racheté le moulin du Jarry, dépendant pendant longtemps du domaine de Rastignac qu'il a ensuite rénové.

Eléments de parcours personnel

Pendant la guerre mon père, René Laugénie, a été prisonnier en Allemagne pendant 2 ans, puis il a été rapatrié sanitaire par la Croix rouge. Il est revenu et je suis né en 1943. Malheureusement, ma mère est décédée quelques jours après ma naissance.

Mon père racontait qu'il a vu en rentrant en vélo au bourg, le 30 mars 1944, une colonne d'Allemands¹ qui lui a tiré dessus sans le blesser. Il s'est jeté dans la levée du moulin pour se dissimuler et est ensuite revenu chez lui. Puis il est monté voir les Allemands et, comme il parlait un peu la langue a discuté avec eux et a réussi à sauver des gens, sauf les Juifs, pour lesquels ils avaient des ordres particuliers.

Pour ma part, je suis allé à l'école communale, en particulier avec Monsieur Périllhou. J'ai passé le certificat d'études puis un CAP d'ajusteur. J'ai fait mon service militaire en Algérie après les accords d'Evian, nous faisions de la maintenance d'engins.

J'ai ensuite travaillé dans l'industrie mécanique, en particulier pour la conception et réalisation de produits d'élastomères de synthèse. À 37 ans, j'avais l'impression de de plus rien apprendre. Je me suis mis à mon compte et ai créé ma propre entreprise, située à Peyrignac, au début avec des machines d'occasion. J'ai ensuite repris une société du même type en 1984 dans le Lot. Par la suite, les circonstances m'ont obligé à créer une entreprise de transformation en Tunisie, où les charges sont moins élevées qu'en France. Maintenant, c'est mon fils qui a pris la suite.

Par la suite, Jean-Claude Laugénie est toujours resté attaché à La Bachellerie, dont il a été membre du conseil municipal sous les mandats de R. Lescure et F. Meekel.

Il a racheté le moulin du Jarry en 2000, magnifique construction de style toscan qui était rattaché au château de Rastignac et fournissait en particulier de l'électricité hydraulique au domaine. Si le château a été incendié, le moulin en revanche a été épargné. Mais, après la guerre, il a été progressivement laissé à l'abandon et a commencé à se dégrader.

Il m'a fallu une dizaine d'années de discussions avec le propriétaire avant de pouvoir le racheter, puis une dizaine d'années ont été nécessaires pour le restaurer. C'est un moulin qui faisait à la fois de l'huile de noix avec deux meules verticales et de la mouture grossière pour le bétail avec trois meules horizontales. Pendant l'occupation allemande, les gens venaient en secret faire de l'huile pendant la nuit : la zone est assez isolée.

1. Des soldats de la division Brehmer



PHOTO 8.1 – Vue des meules destinées à produire l’huile de noix. Les dents de l’engrenage sont en bois

Ce qui a le plus changé au fil du temps

Ce qui a le plus changé depuis mon enfance, c'est sans doute la façon dont on vit. La population était paysanne et ouvrière, avec une économie de subsistance et des gens très autonomes. Maintenant, on est en quelque sorte passé à l'opposé. Il n'y a plus d'agriculteurs ni de petites industries comme après la guerre et le secteur des services à la personne s'est beaucoup développé.

Bien sûr, les manières de travailler ont beaucoup évolué avec les machines et l'informatique. On a gagné en efficacité, mais perdu en pertinence technique, il y a aussi eu des pertes de savoir-faire humain.

Indubitablement, la qualité de vie s'est améliorée. Mais dans quelle mesure cela est-il durable ? Le bourg n'a guère d'autonomie économique et a peu de capacité productive. Il serait nécessaire d'après moi de restructurer de manière sérieuse les bases de ce qui existe.

L'autoroute est un gros atout, qu'il conviendrait de valoriser. Il y a des possibilités nombreuses de créer de petites entreprises dans différents secteurs de la production, les grandes entreprises ne viendraient pas. Par exemple l'agriculture biologique et l'artisanat dans des secteurs pointus pourraient être développés. L'enjeu est d'attirer des gens. Toute la question est de savoir comment...

3. Entretien avec Roland Moulinier, maire de La Bachellerie

En août 2020, R. Moulinier est médecin à La Bachellerie depuis 44 ans. Il est maire depuis 1995 après s'être investi dans la vie associative. Ce qui l'a motivé, fondé sur une « fibre familiale », c'était d'être un acteur des changements qu'il voyait advenir en s'engageant dans la politique au sens premier de gestion de la cité.

Cet entretien a été mené par G-L Baron et A. Mompha. Prise de notes : GLB.

Des évolutions importantes

Un évènement fondateur : l'échangeur d'autoroute. Je savais en 1995 que les choses allaient évoluer et qu'il fallait anticiper. Le projet d'autoroute A 89 était alors en chantier et au début, on ne savait pas si on aurait sur le territoire de la commune une aire d'autoroute ou un échangeur. Finalement, on a eu le pactole : l'échangeur et le peloton autoroutier. Je voudrais en particulier rendre hommage à A. Lasserre dit Ricou qui a participé aux négociations et a bien conseillé la commune. Cette installation a été très importante : les redevances touchées ont permis d'investir, d'emprunter, et de lancer des travaux indispensables.

Au cours du temps, la population est passée de 700 à 950 habitants et de nombreux aménagements et améliorations ont été effectués. Ce développement a été soutenu par une vision à moyen et long terme : faire en sorte que le village soit plus attractif, conserver et si possible développer les services de proximité aux habitants et, en particulier, ce qui relève de la santé : médical paramédical, pharmacie, dentiste...

Le développement de l'intercommunalité. Les petites communes ont été regroupées et désormais l'intercommunalité regroupe environ 23000 personnes ; ce n'est pas du tout la même logique qu'un millier ! Ceci dit, l'intégration est encore modeste et les choses n'ont pas (encore) fondamentalement changé.

Des changements dans la structure de l'activité économique. La Bachellerie a été une commune très agricole, ce n'est plus le cas. En revanche, les communes voisines ont pris le relais et l'activité agricole reste soutenue à proximité, par exemple à Saint Rabier.

Les habitants de La Bachellerie dépendaient aussi dans le passé, pour leurs revenus, des papeteries de Condat, qui ont longtemps été en difficulté et ont plusieurs fois restructuré leur activité. L'usine conserve 570 salariés et semble se reconvertir sur de nouveaux segments, en particulier les papiers autocollants. On est désormais dans une logique de recreation d'emploi à moyen terme.

Par ailleurs, le tourisme s'est développé et fait partie intégrante de notre patrimoine, il y a désormais beaucoup de gîtes, de chambres d'hôtes, mais ce sont souvent des

hôtes de passage qui consomment peu sur place. On a valorisé des sentiers de randonnée, et des zones agréables pour essayer de les inciter à passer du temps sur le territoire de la commune.

Un développement de la conscience écologique. Les choses ont bien évolué au cours du temps. La Bachellerie a eu assez tôt une démarche tournée vers l'écologie. La commune dispose ainsi d'une station d'épuration écologique depuis environ 2000, qui fonctionne bien. Elle a aussi un accord avec un maraîcher bio pour fournir la cantine de l'école et a entamé une démarche de transition énergétique : il y a un véhicule électrique, des projets de toitures photovoltaïques et d'éclairage par LED.

Pour l'avenir...

Il est toujours délicat de prévoir l'avenir !

Il est indéniable que le nombre de commerces de détail a sensiblement diminué depuis 40 ans. Cette évolution n'est pas propre à la commune, mais générale. Les gens sont progressivement allés faire leurs courses au supermarché et maintenant Internet change encore la donne, avec des livraisons à domicile. Nous avons la volonté de favoriser les circuits courts et les maisons de producteurs. Il y a encore une activité significative à La Bachellerie et l'enjeu est de la développer. Il s'agit de tirer parti de la situation de la commune pour attirer de petites entreprises.

Un souci pour l'avenir est lié au maintien des services médicaux et paramédicaux. Il faut intéresser des personnes et cela n'est pas simple... Un autre enjeu a été de développer la vie associative. Il y a aussi des dépenses d'entretien, potentiellement très lourdes, à faire sans cesse pour maintenir l'état des bâtiments communaux : en particulier, il va devenir urgent de restaurer l'intérieur de l'église.

Les indicateurs sont plutôt encourageants : la population augmente, l'école fonctionne bien, ses effectifs sont maintenant stabilisés, dans le cadre d'un regroupement avec Peyrignac. Il y a la poste, des services divers. De plus, dans le cadre de la loi mobilité, nous espérons que la communauté de communes pourra plaider auprès de la région pour doubler le nombre de navettes ferroviaires (en 2020 4 trains de voyageurs par jour). Cela faciliterait le déplacement des personnes et ouvrirait de nouvelles perspectives.

Tout ceci va faire l'objet de discussions au sein du nouveau conseil municipal et nous avons bon espoir.

Ajout de 2021

Pour la commune, la nouveauté principale depuis notre entretien de 2020 est la décision de réaliser une maison médicale. Elle sera construite sur un terrain à la Rebière acquis par la municipalité à côté du cabinet dentaire. Il s'agira d'un bâtiment de 200 m² comportant quatre cabinets médicaux, une salle d'attente commune de 30 m² ainsi qu'une salle de convivialité et de réunion. Le cabinet des infirmières y sera également transféré. La mise en service de cette structure est prévue en juin 2023

et les travaux devraient débuter en avril 2022, après dépôt du permis de construire et appels d'offre.

Il s'est révélé une opportunité d'y accueillir un médecin spécialiste cardiologue ayant une résidence à Lacombe-Ségéral. Son épouse, infirmière acupunctrice, a déjà ouvert un cabinet d'infirmière spécialisée. Enfin, une infirmière praticienne en Ayurveda s'est récemment installée.

Ainsi la commune me semble bien placée pour bénéficier d'un pôle de santé adapté aux besoins de la population et attractif pour des développements futurs.

Postface

Georges-Louis Baron

L'ouvrage qui précède assume le choix d'une sélection opérée parmi un grand ensemble d'entretiens, dont chacun est lui-même subjectif car tout souvenir est une reconstruction. Ainsi, il ne reprend pas certains des témoignages recueillis, mais non transcrits, ou transcrits mais non intégrés dans la trame imaginée au début des années 2010 par les initiatrices du projet. Il passe donc sous silence de nombreux événements et acteurs de la vie du village.

Malgré cette incomplétude, ce livre est cependant susceptible de donner une impression globale pertinente de la vie du village au XX^e siècle. Il jette un éclairage intéressant sur une période sur laquelle tout n'a pas encore été dit - et encore moins publié, et qui mérite de ne pas être oubliée car elle peut nourrir la réflexion, notamment pour les personnes qui n'ont pas vécu ces périodes.

L'ouvrage porte en particulier en lui un message qui transcende largement les expressions individuelles qui le composent. Il donne notamment à voir les incroyables ressources de courage, d'inventivité et de résilience qui ont été mises en œuvre dans des situations historiques souvent épouvantables par des gens qui n'étaient pas tous des héros. Il valorise les trésors de solidarité déployés dans ces conditions très difficiles, ce qui confirme l'importance de l'engagement collectif face à l'adversité.

Il documente également les importantes évolutions survenues dans la société depuis la seconde guerre mondiale et fait réfléchir à ce que l'on appelle le *progrès*, avec les nombreux changements bénéfiques qu'il a apportés à la population, mais aussi les effets pervers qui lui sont associés en termes économiques, sociaux et environnementaux.

Pour un territoire comme celui de La Bachellerie, l'étiollement continu des dessertes par chemin de fer, mais aussi paradoxalement l'ouverture d'un grand axe de communication comme l'autoroute *A 89* ont paradoxalement tendu à isoler une agglomération qui peine à attirer des services de santé spécialisés, des commerces diversifiés, des entreprises susceptibles de fixer sur place la population, avec des conditions de vie auxquelles s'attendent les nouvelles générations.

Nous sommes désormais dans un pays organisé en grandes mailles, où les emplois et la vie sociale tendent à se concentrer autour de quelques grandes agglomérations. La commune dépend désormais largement d'institutions indispensables plus ou moins distantes qui en orientent la vie.

Cela signe-t-il un déclin irréversible des petits villages ? Rien n'est moins sûr. La vie humaine prospère en Périgord depuis une éternité et s'est adaptée aux crises les plus radicales, même si les infrastructures ne suivent pas toujours comme on le souhaiterait.

Les ressources humaines restent nombreuses, tout comme les potentialités de développement. Et les technologies contemporaines de traitement d'information et de communication, maintenant largement accessibles, ouvrent de nouvelles possibilités de communication (voire de surveillance) et d'action à distance, qui ont trouvé une actualité particulière dans les situations de confinement à répétition et d'entraves diverses aux activités en présence, liées à la pandémie de coronavirus.

Un enjeu fort est de développer, au sein des territoires ruraux, l'intérêt pour ce bien commun qu'est le patrimoine (qu'il soit historique, naturel ou culturel). Il s'agit de développer des actions collectives permettant de le préserver, d'en tirer parti, de le valoriser.

Cela nécessite de garder contact avec l'histoire (en particulier locale), de conserver la mémoire des évolutions anciennes afin de contribuer à renforcer le lien social et à construire ensemble un avenir vivable.

En ce sens, cet ouvrage est un jalon sur un chemin à poursuivre.

Références bibliographiques

ACER (2007). *La Guerre d'Espagne*. Actes du colloque Passé et actualités de la Guerre d'Espagne, organisé par l'Association des amis des combattants en Espagne républicaine (ACER), les 17 et 18 novembre 2006, à la Mairie de Paris, Paris, Talandier, 2007.

ANACR Dordogne (1996). *La Résistance contre le nazisme et le régime de Vichy : Récits, témoignages et documents*. ANACR Dordogne.

Beevor, A. (2006). *La Guerre d'Espagne*. Paris, Calmann-Lévy.

Berger, F. (2002). *Le Terrassonnais, mémoire en images*. Alan Sutton, ISBN 2-84253-756-4

Berstein, S., & Milza, P. (2009). *Histoire de la France au XXe siècle. 2 : 1930 - 1958*. Perrin.

Brana, P., & Dusseau, J. (2010). *Robert Lacoste (1898-1989) : De la Dordogne à l'Algérie, un socialiste devant l'histoire*. Harmattan.

Cocula, A.-M., Lachaise, B. & Peiro, G. (2020). *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*. Editions Fanlac.

Büsch, O. (1992-2001). *Handbuch der preußischen Geschichte, tomes 2 et 3*, Berlin, New York.

Duby, G. (Éd.). (2006). *Histoire de la France : Des origines à nos jours* (Nouv. éd.). Larousse.

Faucon, M. (1990 / 2006). *Francs-tireurs et partisans français en Dordogne*. La Lauze.

Faucon, M. en coopération avec la municipalité de la commune (2009). *Les Enfants martyrs de La Bachellerie*. Memoria édition (2009).

Garnier, B., & Quellien, J. (Éds.). (2003). *La main-d'œuvre française exploitée par le IIIe Reich : Actes du colloque international, Caen, 13-15 décembre 2001*. Univ. de Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative.

Grand, V. (1990 / 1889). *Les Annales du Terrassonnais : Histoire, géographie et statistique des dix-sept communes du canton de Terrasson*. Éd. du Roc de Bourzac. Réédition à l'identique.

Jehke, R. mis en ligne en 2003, et actualisé périodiquement - dernière en date : janvier 2010-, Territoriale Veränderungen in Deutschland und deutsch verwalteten Gebieten 1874 – 1945 [Changements territoriaux survenus en Allemagne et dans les zones sous administration allemande 1874 – 1945], <http://www.territorial.de/>, ainsi que l'encyclopédie allemande en ligne Wikipédia, <http://de.wikipedia.org/>.

Laroche, Armelle. La Bachellerie (2001). Ronéoté. Disponible à la Mairie de La Bachellerie.

Le Nail, F. (1998). *Rastignac*. Pilote 24.

Pageot, P. (2005). *Le Périgord terre d'asile : Réfugiés, évacués, rapatriés en Dordogne au cours des XIXe et XXe siècles*. L'Harmattan.

Parisis, J.-M. (2016). *Les inoubliables*. Récit. J'ai lu.

Penaud, G. (2004). *Les crimes de la division Brehmer. La traque des résistants et des juifs en Dordogne, Corrèze, Haute-Vienne (Mars-Avril 1944)*. La Lauze.

Reviriego, B. (2003) *Les Juifs en Dordogne 1936 – 1944*, Périgueux, Editions Fanlac.

Werth, N. (2007). Le Grand retour, URSS 1945-1946. *Histoire@Politique*, n° 3(3), 4-4. <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2007-3-page-4.htm>.

Table des figures

1	La Bachellerie et son environnement. Source : OpenStreetMap, 2022 .	vii
1.1	Le professeur Fontaine à Clairvivre	8
2.1	La carte de travail de R. Lescure en 1943	26
3.1	La fontaine de la rue de la République en 2021	48
3.2	Vue du lavoir de la Font bachelière en 2021	49
3.3	Vue des Fraux en 1953	54
5.1	Magasin au début des années 2000	99
5.2	Le tabac-épicerie TOP 24 en 2021	100
5.3	L’auberge de la Mule blanche au début des années 2000	106
6.1	Une vue du déraillement de 1921	124
8.1	Moulin du Jarry	141
8.2	Monument aux morts	158

Crédits photographiques. Les photos proviennent principalement de la municipalité (page de garde, 5.1, 5.3) et de personnes de La Bachellerie qui ont gracieusement communiqué des photos personnelles de Georges-Louis Baron. La photo 6.1 est la reproduction d’une carte postale très ancienne.

Annexes

Annexe 1. Liste des entretiens réalisés, qui ont servi de base à ce livre

- Dolores Albert ; au Bourg ; 2/3/07
- Denise Bienaise ; au Bourg
- Gérard Bouvier ; sculpteur ; Les Ringuettes
- Guy Chabert ; agriculteur puis gardien d'usine ; au Bourg
- Claudette Chabert ; cadre de banque ; au Bourg ; 9/11/06
- Nanou Chabert , agricultrice ; Grange d'Ans
- Bernard et Gisèle Corby ; cadre supérieur
- Delbos ; Charnaillas ; 5/11/06
- Jean Deltreuil ; agriculteur (ancien maire) ; au bourg 8/11/06 et 10/11/06
- Arsène Djerbi ; potier ; La Fontaine Bachelière
- Ninette Dufour ; professeur de musique ; au bourg
- Paul Dupuy ; propriétaire de scierie ; au Bourg
- Marie Fessaguet ; au Bourg
- Mme Floirat/Vergnas ; garagiste ; Saint-Rabier
- Suzanne Galaud ; receveur des Postes (ex institutrice) ; Le Lac
- Roger et Odette Gillot ; Le chemin de La lande
- Maryse (Hugette) Goudeaux , qu moulin de l'Escampe
- Frncis Lacabanne , agriculteu ; Charnaillas ; 07/12
- Jacques Lafon ; métayer Château de Valette puis militaire ; La Fontaine Bachelière ; 9/11/06
- Mauricette Lagleine ; domestique ; Beauregard ; 29/10/06
- Madeleine Lapiere ; agricultrice ; Laularie puis Cublac ; octobre 06
- Pierre & Danielle Lapeyre ; agriculteurs ; La Brauge ; 5/11/06 ; 7/11/06 ; 9/11/06
- Jean-Claude Laugenie ; directeur d'entreprise ; Route de Rastignac ; 5/11/06 & 08/20
- Melle Lathoumethie ; 17 /11 /06
- Anne-Catherine Lescan du Plessix ; factrice (petite fille du Gouverneur général Cournarie ; La Fontaine Bachelière ; 21/06/07
- Jean-Albert (Raymond) Lescure ; agriculteur-viticulteur ; ancien maire ; au bourg ; 13/11/06
- Angela Martin ; architecte ; au Bourg
- Solange Moriello ; témoignage par écrit
- Françoise Meekel ; agricultrice et ancienne maire ; La Genèbre ; 08/20
- Roland Moulinier ; médecin et maire 08/20
- Paul Portais ; restaurateur ; 11/06
- Jean-Paul Pradelou ; Les Monteyx
- Marie-Pierre Prat / Géraud ; Tabac-épicerie au bourg ; 2014 . août 2021
- Michel Queyroi ; Saint-Rabier
- René Robert De Rancher ; cadre supérieur chez Progil ; Aux Fraux
- Henri (Milou) Riboulet ; travailleur à Paris puis agriculteur ; Charnaillas ; 18/11/06
- Daniel Sourny ; menuisier ; 17/06/07

— Jeanine Tocañ ; sans profession ; au bourg

Annexe 2. Le Monument aux morts de La Bachellerie

Le Monument communal est situé sur la place « Gouverneur-général Cournarie », enfant du pays, anciennement appelée place Le Monument aux morts de La Bachellerie du Coderc.

En venant de la N. 89, après un lacet entre les premières maisons, la route vient buter sur cette place plantée de marronniers et d'un platane, qui ont déjà vu passer de nombreuses générations. Sous ces divers feuillages, le monument a été élevé à la mémoire des enfants du pays dont la vie a été précocement fauchée.

C'est en 1920, précisément le 27 février que le Conseil municipal, M. René Beau-regard étant maire, décide de faire placer sur les murs de la mairie, une plaque commémorative. L'année suivante dans une délibération de ce même conseil municipal, il est fait mention d'un don de 5.500 francs, proposé par M. Lagorce, trésorier du Comité des démobilisés pour édifier un Monument aux morts.

Après étude des plants joints à l'offre, le Conseil décide de prendre à sa charge les frais de l'érection qui va s'élever à 1.150 francs et décide que son emplacement sera sur la place du Coderc, « à 30 mètres environ du lavoir public ».

Ce monument est réalisé par M. Gourdon, directeur des Marbreries générales, 33, rue Poussin à Paris, qui s'engage à le livrer en gare de La Bachellerie ». A la séance du 17 février 1922, il est fait mention que le ministre de l'Intérieur, par décret, approuve les plans et devis, le préfet, les frais de son érection suivant les devis de l'entrepreneur Maillebal. De ce fait, tout pouvoir est donné au maire, M. Delsouiller, pour passer les commandes.

Un peu plus tard, le 2 avril, le Conseil décide de faire clôturer ce monument. A la réunion suivante, le 11 juin, M. Dupuy ayant fourni un devis, celui-ci ayant été accepté,

le maire passe commande pour 12,50 francs et précise que « la pause de cette clôture devra être faite avant le mois d'août » (la fête patronale du village est le 1er dimanche d'août).

Voilà, le monument aux morts est monté avec sa grille, il ne reste plus qu'à l'inaugurer. Mais à sa réunion du 8 septembre 1922, « le conseil municipal est d'avis de ne prendre aucune initiative au sujet de l'inauguration. Vues les dépenses qu'il y aurait à engager. »

En 1998, sous le mandat de M. Moulinier, la place « Gouverneur général Cournarie » a été remaniée et le monument mis en valeur par une terrasse dont les murets sont en pierre, agrémentés de fleurs et de plantes vivaces.

Le Monument est un obélisque en granit de Bretagne, surmonté d'un coq en pierre.



PHOTO 8.2 – Le monument aux morts

Sur la face côté nord figure en haut :

A nos chers morts

1914-1918

Plus bas

Hommage de la commune de La Bachellerie

En dessous

Une palme

En bas

Ils ont bien mérité de la Patrie

Sur la face ouest, sur une plaque de marbre blanc figurent les noms suivants :

Allegrier Delbarry ; Bayle Delors Buisson Delsoulier. Canteloube Faucher ; Carles Favard ; Chambon Fontalirand ; Chavanel Jardel ; Cluzeau Joubert ; Comte Jayle ;

Sur la face est : Haaze Niaussat ; Lacoste Passerieux ; Lapeyre 3 frères Pasquet ; Lasserre Pradeau ; Latour Raymond ; Laugenie Sireyjol ; Manin Thouzies ; Meynard Theuiliars

Sur la face sud. Après la seconde guerre mondiale, seront inscrits sur une nouvelle plaque, les noms de :

Delmas mort à la guerre 39-45

Ainsi que des personnes assassinées le 30 mars 1944, habitants de La Bachellerie ou Juifs alsaciens réfugiés ici.

Faucher Acel ; Lafarge R Apelgot ; Lafarge J Borensztein ; Laroche G Gerst ; Laroche M Gold ; Moreillon Grun ; Netter ; Schenkel ; Vogelut C. ; Vogelut M ;

(Ces deux derniers n'avaient que 14 et 15 ans)

Sur ce Monument aux morts, il n'y a pas de croix, c'est suite à la laïcité de 1905 et de l'état d'esprit de l'époque. Déjà en 1912, il y avait eu un différend entre le curé et le maire au sujet de la sonnerie des cloches, le 14 juillet.

A l'église, une plaque commémorative des morts de la 1^{ère} guerre mondiale, fleurie de deux bouquets de violettes est fixée sur un pilier du côté gauche.

A côté du Monument aux morts, une stèle a été inaugurée, le 18 mai 2008, en mémoire des 33 femmes et enfants, en tout quatorze familles, réfugiés à La Bachellerie depuis 1939, arrêtés le 30 mars 1944, et déportés à Auschwitz, le 13 avril 1944, par le convoi n°71. Cinq personnes seulement en reviendront.

Annexe 3. Hommes de la commune de la Bachellerie mobilisés en 1939

.

Source : Mairie de La Bachellerie

- Au bourg : Bayle André, Chantalat Fernand, Delmas Jean-Noël, Goudeau, Lagorce Jean, Laugénie René, Pommier Marcel, Viccinte Henri.
- La Brauge : Lapeyre Gervais, Laroche Léon, Lasserre René, Meyjounial Louis.
- Champ de bord : Delmas Marcel.
- Charnaillas : Bonnet Pierre, Joffre André, Riboulet Henri.
- Le Chastel : Richard François.
- Le Palin : Laroche Gabriel.
- Le Pouget : Chavanel André.
- Le Poirier : Lacombe Raoul.
- Laularie : Chavanel dit Guillou, Dulaurier Roger, Génestou Marcel, Mournat André, Mournat Gabriel, Sautet Lucien-Edouard, Taurisson Léon.
- Mirabel : Labrousse Léon, Lacombe Cyprien, Labadie Louis.
- Pont biais : Simonet.
- Sinzelas : Feuillade.

Annexe 4. Personnes de La Bachellerie fusillées le 30 mars, le 1er avril et le 11 juin 1944.

Fusillés à La Genèvre

- Mendel APELGOT, 46 ans
- Marcus ASCEL, 48 ans
- Julien Szulzim BORENSZTEJN, 50 ans. Absent le 30 mars 1944. À son retour, fou de douleur, il se livre aux Allemands. Il est fusillé à la côte des Champagnes. Inhumé au cimetière de Saint Rabier.
- Maurice GERST, 25 ans. Il sert d'interprète toute la journée du 30 mars 1944 fusillé le soir au Moulin du Muguet.
- Rubin GOLD, 68 ans
- Neptali GRUN, 50 ans. Arrêté le 21 mars 1944 par la Gestapo. Enfermé à Azerat et fusillé le 1^{er} avril 1944.
- Louis René LAFARGE, 68 ans
- Jean LAFARGE, 35 ans
- Guillaume LAROCHE, 64 ans. Né le 6 décembre 1880 à St Rabier. Considéré comme communiste et sympathisant du maquis. Il est arrêté le 30 mars 1944. Sa maison est incendiée.
- Moïse LAROCHE, 40 ans. Fusillé parce qu'il se prénomait Moïse
- Charles NETTER, 46 ans
- Nathan SCHENCKEL, 48 ans. Il se sauve, le matin du 30 mars 1944 avec sa femme et ses trois enfants, pensant être à l'abri dans les bois. Ils sont arrêtés sur la commune d'Azerat. Il est fusillé le 1^{er} avril 1944 au cimetière d'Azerat.
- Charles VOGUELHUT, 14 ans
- Bernard Marcel VOGUELHUT, 15 ans

Fusillés au Pont Biais le 11 juin 1944

- Jean FAUCHER, 35 ans. Il venait le matin même de combattre l'incendie de la gendarmerie.
- Aloïs MOREILLON, 32 ans.

Annexe 5 : liste des personnes arrêtées à la Bachel- lerie le 30 mars 1944

3..1 Personnes déportées et décédées en déportation

- Suzanne ACSEL, 35 ans
- Salomon René ACSEL , 12 ans
- Elisabeth APELGOT, 15 ans
- Hinda APELGOT, 46 ans
- Laja BORENSZTEJN, 49 ans
- Betty ELFAN 6 ans
- Liliane GERST, 2 ans
- Régine GERST, 29 ans
- Mirla GOLD, 68 ans
- Isidore GRUN, 14 ans
- Marie GRUN, 57 ans
- Colette KRIEGER, 6 ans]
- Rosette KRIEGER, 10 ans
- Sarah KRIEGER, 39 ans
- Chana LICHTENSZTEJN, 35 ans
- Maurice LICHTENSZTEJN, 7 ans
- Adrienne NETTER, 35 ans
- Monique NETTER, 8 ans
- Yves NETTER, 12 ans
- Eugène PRIOUZEAU (Adjudant-chef de gendarmerie), 43 ans
- Alfred SCHENKEL, 7 ans
- Cécile SCHENKEL, 14 ans
- Esther SCHENKEL, 46 ans
- Isaac SCHENKEL, 12 ans
- Jacques SCHENKEL, 11 ans
- Maurice SCHENKEL, 9 ans
- Sala SCHER, 8 ans
- Ida SCHUPACK, 42 ans
- Paul SCHUPACK, 9 ans

Déportées et rescapées

- Sonia APELGOT, 20 ans
- Golda BORENSZTEJN, 28 ans
- Jochwet BORENSZTEJN, 26 ans
- Sabina KRENIK-VOGELHUT, 17 ans
- Bella VOGELHUT, 41 ans

Annexe 6. Liste des demeures incendiées

Demeures incendiées sur le territoire de la commune de la Bachellerie

Le 30 mars 1944

- Garage et maison d'habitation : Famille Lafarge
- Maison d'habitation : Famille Guillaume Laroche
- Maison d'habitation : Jean Faucher
- Château de Rastignac (pillage systématique des biens et œuvres d'art, incendie alimenté par les soldats allemands pendant 3 jours) : Ms. Lauwick et Fairweather

Le 11 juin 1944

- Gendarmerie
- Moulin du Bassin ou Moulin de Verneuil : demeure de M. Marcel Michel (sénateur) et de M. Léon Michel (son fils). Cette demeure abritait la famille Farraggi

Ne sont pas mentionnés ici, les pillages et le saccage des maisons « visitées » à la recherche des Juifs et des « terroristes » au cours des journées du 30 mars et du 1^{er} avril.